



Treaty Series

*Treaties and international agreements
registered
or filed and recorded
with the Secretariat of the United Nations*

VOLUME 929

Recueil des Traités

*Traités et accords internationaux
enregistrés
ou classés et inscrits au répertoire
au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies*

United Nations • Nations Unies
New York, 1981

*Treaties and international agreements registered
or filed and recorded with the Secretariat
of the United Nations*

VOLUME 929

1974

I. Nos. 13228-13232

TABLE OF CONTENTS

I

*Treaties and international agreements
registered from 22 April 1974 to 23 April 1974*

Page

No. 13228. Czechoslovakia, and Netherlands and Belgo-Luxembourg Economic Union (Benelux):	
Long-term Trade Agreement (with "1972 Protocol", and with related letters and declaration dated 31 January 1972). Signed at The Hague on 6 April 1972.....	3
No. 13229. Czechoslovakia and Netherlands:	
Veterinary Agreement (with protocol concerning the implementation of article 2 of the Agreement). Signed at Prague on 4 July 1972	37
No. 13230. Mongolia and Czechoslovakia:	
Treaty of friendship and co-operation. Signed at Ulan Bator on 18 June 1973	71
No. 13231. Netherlands, Belgium and Luxembourg (Benelux), and Poland:	
Long-term Trade Agreement (with annex and protocol, and related letters and declaration dated 8 September 1971). Signed at The Hague on 25 November 1971	85
No. 13232. Belgo-Luxembourg Economic Union and Poland:	
Long-term Agreement on the development of economic, industrial, scientific and technical co-operation (with annexes). Signed at Brussels on 22 November 1973	127
ANNEX A. <i>Ratifications, accessions, prorogations, etc., concerning treaties and international agreements registered with the Secretariat of the United Nations</i>	
No. 7956. Agreement on economic, industrial and technical co-operation between the Belgo-Luxembourg Economic Union and the Polish People's Republic. Signed at Brussels on 17 February 1965:	
Termination	146

*Traités et accords internationaux enregistrés
ou classés et inscrits au répertoire au Secrétariat
de l'Organisation des Nations Unies*

VOLUME 929

1974

I. N^{os} 13228-13232

TABLE DES MATIÈRES

I

*Traités et accords internationaux
enregistrés du 22 avril 1974 au 23 avril 1974*

	<i>Pages</i>
N^o 13228. Tchecoslovaquie, et Pays-Bas et Union économique belgo-luxembourgeoise (Benelux) :	
Accord commercial à long terme (avec «Protocole 1972», et avec lettres connexes et déclaration datées du 31 janvier 1972). Signé à La Haye le 6 avril 1972	3
N^o 13229. Tchecoslovaquie et Pays-Bas :	
Accord vétérinaire (avec protocole concernant l'exécution de l'article 2 de l'Accord). Signé à Prague le 4 juillet 1972	37
N^o 13230. Mongolie et Tchecoslovaquie :	
Traité d'amitié et de coopération. Signé à Oulan-Bator le 18 juin 1973	71
N^o 13231. Pays-Bas, Belgique et Luxembourg (Benelux), et Pologne :	
Accord commercial à long terme (avec annexe et protocole, et lettres connexes et déclaration en date du 8 septembre 1971). Signé à La Haye le 25 novembre 1971	83
N^o 13232. Union économique belgo-luxembourgeoise et Pologne :	
Accord à long terme sur le développement de la coopération économique, industrielle, scientifique et technique (avec annexes). Signé à Bruxelles le 22 novembre 1973	127
ANNEXE A. Ratifications, adhésions, prorogations, etc., concernant des traités et accords internationaux enregistrés au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies	
N^o 7956. Accord sur la coopération économique, industrielle et technique entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et la République populaire de Pologne. Signé à Bruxelles le 17 février 1965 :	
Abrogation	146

	<i>Page</i>
No. 9344. Convention for the International Council for the Exploration of the Sea. Done at Copenhagen on 12 September 1964:	
Accession by the United States of America	147
Denunciation by Italy	147

*Pages***N° 9344. Convention du Conseil international pour l'exploration de la mer. Faite à Copenhague le 12 septembre 1964 :**

Adhésion des États-Unis d'Amérique	147
Dénonciation de l'Italie	147

NOTE BY THE SECRETARIAT

Under Article 102 of the Charter of the United Nations every treaty and every international agreement entered into by any Member of the United Nations after the coming into force of the Charter shall, as soon as possible, be registered with the Secretariat and published by it. Furthermore, no party to a treaty or international agreement subject to registration which has not been registered may invoke that treaty or agreement before any organ of the United Nations. The General Assembly by resolution 97 (I) established regulations to give effect to Article 102 of the Charter (see text of the regulations, vol. 76, p. XVIII).

The terms "treaty" and "international agreement" have not been defined either in the Charter or in the regulations, and the Secretariat follows the principle that it acts in accordance with the position of the Member State submitting an instrument for registration that so far as that party is concerned the instrument is a treaty or an international agreement within the meaning of Article 102. Registration of an instrument submitted by a Member State, therefore, does not imply a judgement by the Secretariat on the nature of the instrument, the status of a party or any similar question. It is the understanding of the Secretariat that its action does not confer on the instrument the status of a treaty or an international agreement if it does not already have that status and does not confer on a party status which it would not otherwise have.

*
* * *

Unless otherwise indicated, the translations of the original texts of treaties, etc., published in this *Series* have been made by the Secretariat of the United Nations.

NOTE DU SECRÉTARIAT

Aux termes de l'Article 102 de la Charte des Nations Unies, tout traité ou accord international conclu par un Membre des Nations Unies après l'entrée en vigueur de la Charte sera, le plus tôt possible, enregistré au Secrétariat et publié par lui. De plus, aucune partie à un traité ou accord international qui aurait dû être enregistré mais ne l'a pas été ne pourra invoquer ledit traité ou accord devant un organe des Nations Unies. Par sa résolution 97 (I), l'Assemblée générale a adopté un règlement destiné à mettre en application l'Article 102 de la Charte (voir texte du règlement, vol. 76, p. XIX).

Le terme « traité » et l'expression « accord international » n'ont été définis ni dans la Charte ni dans le règlement, et le Secrétariat a pris comme principe de s'en tenir à la position adoptée à cet égard par l'Etat Membre qui a présenté l'instrument à l'enregistrement, à savoir que pour autant qu'il s'agit de cet Etat comme partie contractante l'instrument constitue un traité ou un accord international au sens de l'Article 102. Il s'ensuit que l'enregistrement d'un instrument présenté par un Etat Membre n'implique, de la part du Secrétariat, aucun jugement sur la nature de l'instrument, le statut d'une partie ou toute autre question similaire. Le Secrétariat considère donc que les actes qu'il pourrait être amené à accomplir ne confèrent pas à un instrument la qualité de « traité » ou d'« accord international » si cet instrument n'a pas déjà cette qualité, et qu'ils ne confèrent pas à une partie un statut que, par ailleurs, elle ne posséderait pas.

*
* * *

Sauf indication contraire, les traductions des textes originaux des traités, etc., publiés dans ce *Recueil* ont été établies par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

I

Treaties and international agreements

registered

from 22 April 1974 to 23 April 1974

Nos. 13228 to 13232

Traités et accords internationaux

enregistrés

du 22 avril 1974 au 23 avril 1974

Nos 13228 à 13232

No. 13228

**CZECHOSLOVAKIA
and
NETHERLANDS and BELGO-LUXEMBOURG
ECONOMIC UNION (BENELUX)**

**Long-term Trade Agreement (with “1972 Protocol”, and
with related letters and declaration dated 31 January
1972). Signed at the Hague on 6 April 1972**

Authentic text: French.

Registered by Czechoslovakia on 22 April 1974.

**TCHÉCOSLOVAQUIE
et
PAYS-BAS et UNION ÉCONOMIQUE
BELGO-LUXEMBOURGEOISE (BENELUX)**

**Accord commercial à long terme (avec «Protocole 1972» et
avec lettres connexes et déclaration datées du 31 janvier
1972). Signé à La Haye le 6 avril 1972**

Texte authentique : français.

Enregistré par la Tchécoslovaquie le 22 avril 1974.

ACCORD¹ COMMERCIAL À LONG TERME ENTRE LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE TCHÉCOSLOVAQUE ET L'UNION ÉCONOMIQUE BENELUX

Le Gouvernement de la République socialiste tchécoslovaque, Partie contractante, d'une part, et

Le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas, et

Le Gouvernement du Royaume de Belgique, tant en son nom qu'au nom du Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'accords existants,

Ces Gouvernements agissant en commun en vertu du Traité instituant l'Union économique Benelux, signé à La Haye, le 3 février 1958², Partie contractante, d'autre part,

Animés du désir de développer les relations commerciales entre leurs pays, sur une base d'égalité et d'avantages mutuels, tenant compte de leur appartenance à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce³ ainsi que de leurs réglementations en vigueur,

Sont convenus des dispositions suivantes :

Article I. Dans le but de réaliser les objectifs prévus au présent Accord, les Parties contractantes se laisseront guider, dans leurs échanges mutuels de marchandises, par les dispositions de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce.

Article II. Les Gouvernements des pays du Benelux poursuivront une politique de libéralisation des importations en vue de supprimer, au cours de la durée d'application de l'Accord, les restrictions quantitatives qui existent encore.

Article III. Les Parties contractantes s'efforceront d'assurer pendant la validité du présent Accord le développement des échanges commerciaux mutuels en vue d'utiliser au maximum les possibilités qu'offrent leurs économies.

Article IV. Les autorités des Parties contractantes continueront à faciliter les opérations de travail à façon.

Pour les contrats concernant le travail à façon, les autorités compétentes des Parties contractantes n'appliqueront pas des procédés d'octroi d'autorisations et des formalités de dédouanement moins avantageux que ceux appliqués par elles à de tels cas réalisés avec d'autres pays.

Article V. Aux fins du présent Accord, sont considérés comme produits néerlandais, produits belges et produits luxembourgeois, les produits qui sont originaires de l'Union économique Benelux; sont considérés comme produits

¹ Entré en vigueur le 14 juin 1973, date du dépôt du dernier instrument de ratification ou d'approbation auprès du Gouvernement tchécoslovaque, avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 1972, conformément à l'article XII. Les instruments de ratification ont été déposés comme suit :

<i>Etat</i>	<i>Date du dépôt</i>
Pays-Bas	16 mars 1973
Tchécoslovaque	3 avril 1973
Union économique belgo-luxembourgeoise	14 juin 1973

² Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 381, p. 165.

³ *Ibid.*, vol. 55, p. 187.

tchécoslovaques, les produits qui son originaires de la République socialiste tchécoslovaque

Article VI. Les dispositions détaillées concernant les échanges commerciaux réciproques dans le cadre du présent Accord sont reprises dans des protocoles annuels. Les dispositions pour l'année 1972 figurent dans le «Protocole 1972», annexé au présent Accord.

Les dispositions relatives à chacune des années consécutives seront prises par les Parties contractantes sur la base des travaux de la Commission mixte prévue à l'article VII du présent Accord, en tenant compte de leur désir de faciliter et d'accroître les échanges commerciaux d'année en année au cours de la période de validité du présent Accord.

Article VII. Une Commission mixte, composée de représentants des Gouvernements respectifs, se réunira chaque année, alternativement à La Haye et à Praha; en outre elle se réunira à tout moment, à la demande de l'une des Parties contractantes.

La Commission mixte est habilitée à présenter aux Parties contractantes toutes les propositions susceptibles de favoriser le développement des échanges commerciaux mutuels et à examiner les questions qui pourraient surgir lors de l'application du présent Accord.

Elle est en particulier habilitée à négocier des protocoles annuels concernant l'importation et l'exportation, ainsi qu'il est prévu à l'Article VI du présent Accord.

Article VIII. Les Parties contractantes sont convenues de poursuivre comme par le passé les échanges de services.

Article IX. Le règlement des paiements afférents aux échanges commerciaux entre les territoires des Parties contractantes s'effectue conformément aux dispositions de l'accord de paiement en vigueur entre les pays du Benelux et la République socialiste tchécoslovaque.

Article X. Le présent Accord sera ratifié ou approuvé par les instances compétentes des Parties contractantes et les instruments de ratification ou d'approbation seront déposés auprès du Gouvernement de la République socialiste tchécoslovaque, aussitôt que possible.

Article XI. En ce qui concerne le Royaume des Pays-Bas, le présent Accord s'appliquera au Royaume tout entier à moins que l'instrument de ratification néerlandais n'en dispose autrement.

Article XII. Le présent Accord qui remplace l'Accord commercial, signé à Prague le 15 novembre 1967¹, est valable pour une durée de trois ans et entrera en vigueur le jour du dépôt du dernier instrument de ratification ou d'approbation avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 1972.

Les Parties contractantes se réservent le droit de procéder à des consultations en fonction de leurs engagements internationaux, sans que toutefois ces consultations puissent remettre en cause les objectifs fondamentaux de l'Accord

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Accord.

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 681, p. 162.

FAIT à La Haye le 6 avril 1972 en triple original en langue française.

Pour la République
socialiste tchécoslovaque :

[Signé — Signed]¹

Pour l'Union économique
Benelux :

Pour le Royaume
des Pays-Bas :

[Signé — Signed]²

Pour l'Union économique
belgo-luxembourgeoise

[Signé — Signed]³

1974

LETTRES CONNEXES

I

LE PRÉSIDENT DE LA DÉLÉGATION DE LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE TCHÉCOSLOVAQUE

Praha, le 31 janvier 1972

Monsieur le Président,

Me référant à l'Accord commercial à long terme entre la République socialiste tchécoslovaque et l'Union économique Benelux, paraphé en date de ce jour, j'ai eu l'honneur de vous informer de ce qui suit :

Les contrats relatifs à la fourniture de marchandises et aux prestations de services relatifs au commerce extérieur seront conclus, du côté tchécoslovaque, par les entreprises du commerce extérieur tchécoslovaque agissant comme personnes morales indépendantes ou par toutes autres personnes morales dûment habilitées, selon des réglemens en vigueur à exercer le commerce extérieur.

Je vous prie de vouloir bien marquer votre accord sur ce qui précède.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

[Signé — Signed]⁴

Monsieur F. G. Moquette
Président de la Délégation
de l'Union économique Benelux
Praha

¹ Signé par Andrej Barčák — Signed by Andrej Barčák.

² Signé par Norbert Schmelzer — Signed by Norbert Schmelzer.

³ Signé par Willy Van Cauwenberg — Signed by Willy Van Cauwenberg.

⁴ Signé par R. Stolar — Signed by R. Stolar.

II

LE PRÉSIDENT DE LA DÉLÉGATION DE L' UNION ÉCONOMIQUE BENELUX

Praha, le 31 janvier 1972

Monsieur le Président

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre en date de ce jour, libellée comme suit :

[Voir lettre I]

Je marque mon accord sur ce qui précède.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

[Signé — Signed]¹

Monsieur R. Stolár
Président de la Délégation
de la République socialiste tchécoslovaque
Praha

III

LE PRÉSIDENT DE LA DÉLÉGATION DE L' UNION ÉCONOMIQUE BENELUX

Praha, le 31 janvier 1972

Monsieur le Président

Au cours des pourparlers qui ont abouti au paraphe, en date de ce jour, de l'Accord commercial à long terme entre la République socialiste tchécoslovaque et l'Union économique Benelux, vous avez exprimé le désir que la formalité de la licence pour les produits d'origine tchécoslovaque, qui ne sont plus soumis à des restrictions quantitatives à l'importation dans l'Union économique Benelux, soit supprimée.

J'ai l'honneur de vous communiquer que les Gouvernements des pays de l'Union économique Benelux sont disposés à examiner avec bienveillance dans quelle mesure il serait possible de satisfaire à ce désir.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

[Signed — Signé]¹

Monsieur R. Stolár
Président de la Délégation
de la République socialiste tchécoslovaque

¹ Signé par P. G. Moquette — Signed by P. G. Moquette.

IV

LE PRÉSIDENT DE LA DÉLÉGATION DE L' UNION ÉCONOMIQUE BENELUX

Praha, le 31 janvier 1972

Monsieur le Président

Au cours des négociations qui ont abouti au paraphe, en date de ce jour, de l'Accord commercial à long terme entre la République socialiste tchécoslovaque et l'Union économique Benelux, les Parties contractantes sont convenues que les prix des marchandises livrées en vertu du présent Accord seront établis sur la base des prix mondiaux, c'est-à-dire, des prix pratiqués sur les principaux marchés pour des marchandises similaires. Si pour de telles marchandises il n'existe pas de prix mondiaux, les prix considérés seront ceux en vigueur sur les marchés respectifs.

Au cas où des difficultés surgissent dans le domaine des prix, les deux Parties se consulteront incessamment afin de prendre des mesures adéquates pour éviter ou éliminer ces difficultés.

Je vous prie de vouloir bien marquer votre accord sur ce qui précède.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

[Signed — Signé]

Monsieur R. Stolár
Président de la Délégation
de la République socialiste tchécoslovaque
Praha

V

LE PRÉSIDENT DE LA DÉLÉGATION DE LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE TCHÉCOSLOVAQUE

Praha, le 31 janvier 1972

Monsieur le Président

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre en date de ce jour, libellée comme suit :

[Voir lettre IV]

Je marque mon accord sur ce qui précède.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

[Signed — Signé]²

Monsieur F. G. Moquette
Président de la Délégation
de l'Union économique Benelux
Praha

¹ Signé par P. G. Moquette — Signed by P. G. Moquette

² Signé par R. Stolár — Signed by R. Stolár

VI

LE PRÉSIDENT DE LA DÉLÉGATION DE L'UNION ÉCONOMIQUE BENELUX

Praha, le 31 janvier 1972

Monsieur le Président

Me référant à l'Accord commercial à long terme entre la République socialiste tchécoslovaque et l'Union économique Benelux, paraphé en date de ce jour, j'ai l'honneur de vous confirmer ce qui suit :

En attendant l'entrée en vigueur du susdit Accord dans les conditions y prévues et afin d'éviter tout délai dans son exécution, les mesures administratives seront prises pour mettre en application les dispositions de l'Accord à titre provisoire à partir de la date de signature.

Je vous prie de bien vouloir marquer votre accord sur ce qui précède.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

[Signé — Signed]¹

Monsieur R. Stolár
Président de la Délégation
de la République socialiste tchécoslovaque
Praha

VII

LE PRÉSIDENT DE LA DÉLÉGATION
DE LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE TCHÉCOSLOVAQUE

Praha, le 31 janvier 1972

Monsieur le Président

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre en date de ce jour, libellée comme suit :

[Voir lettre VI]

Je marque mon accord sur ce qui précède.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

[Signé — Signed]²

Monsieur F. G. Moquette
Président de la Délégation
de l'Union économique Benelux
Praha

¹ Signé par P. G. Moquette — Signed by P. G. Moquette

² Signé par R. Stolár — Signed by R. Stolár

DÉCLARATION DU PRÉSIDENT DE LA DÉLÉGATION
DE L'UNION ÉCONOMIQUE BENELUX

Au cours des négociations qui ont abouti, en date de ce jour, au paraphe de l'Accord commercial à long terme entre l'Union économique Benelux et la République socialiste tchécoslovaque, les Gouvernements des pays de Benelux ont exprimé leur intention de poursuivre une politique de libéralisation des importations en se fixant pour objectif de supprimer, au cours de la durée d'application dudit Accord, les restrictions quantitatives qui existent encore. Ils ne peuvent toutefois pas exclure que, à titre exceptionnel, certaines restrictions doivent être maintenues pour des raisons particulières au-delà de cette période.

Si tel devait être le cas, les Gouvernements des pays de Benelux sont prêts à se concerter à ce sujet dans le cadre de la Commission mixte.

«PROTOCOLE 1972»

ANNEXÉ À L'ACCORD COMMERCIAL À LONG TERME ENTRE LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE TCHÉCOSLOVAQUE ET L'UNION ÉCONOMIQUE BENELUX SIGNÉ À LA HAYE LE 6 AVRIL 1972

Au cours des négociations qui ont abouti à la conclusion de l'Accord commercial à long terme, les Parties contractantes se référant à l'article VI de l'Accord précité, sont convenues de ce qui suit :

Article I. 1) Les Parties contractantes ont établi les listes «A» (importations de produits tchécoslovaques dans l'Union économique Benelux) et «B» (importations de produits de l'Union économique Benelux en Tchécoslovaquie) ci-annexées.

2) Pour autant qu'une autorisation soit requise, les autorités compétentes des Parties contractantes autorisent, dans un délai le plus bref possible, respectivement l'importation et l'exportation des produits figurant aux listes «A» et «B» au moins à concurrence des quantités ou des valeurs indiquées pour chacun d'entre eux.

3) Les Parties contractantes examineront avec bienveillance la possibilité de délivrer des autorisations au-delà des quantités ou valeurs indiquées dans les listes «A» et «B» ou pour des produits ne figurant pas aux listes précitées.

Article II. Les échanges entre les Parties contractantes s'effectueront dans les conditions de liberté qui résultent de leurs réglementations respectives, à l'exception des produits énumérés dans la liste «C» annexée au présent Protocole.

Article III. Le présent Protocole fait partie intégrante de l'Accord commercial à long terme.

FAIT à la Haye le 6 avril 1972 en triple original en langue française.

Pour la République
socialiste tchécoslovaque :

[Signé—Signed]¹

Pour l'Union économique
Benelux :

Pour le Royaume
des Pays-Bas :

[Signé—Signed]²

Pour l'Union économique
belgo-luxembourgeoise

[Signé—Signed]³

¹ Signé par Andrej Barčák—Signed by Andrej Barčák.

² Signé par Norbert Schmelzer—Signed by Norbert Schmelzer.

³ Signé par Willy Van Cauwenberg—Signed by Willy Van Cauwenberg.

L I S T E «A»
 IMPORTATIONS DE PRODUITS TCHÉCOSLOVAQUES
 DANS L'UNION ÉCONOMIQUE BENELUX

No	Tarif	Dénomination	Quantités	Valeurs en milliers de florins
1.	ex 01.01	Chevaux destinés à la boucherie	3.000 têtes	
2.	17.04 18.06	Articles de confiserie	240 t	
3.	ex 28.17	Hydroxyde de sodium		P.M.
4.	ex 28.40	Phosphate trisodique	125 t	
5.	ex 29.14	Acide acétique		P.M.
6.	ex 32.05	Matières colorantes organiques synthétiques		600
7.	ex 32.07	Lithopone	460 t	
8.	36.02	Explosifs préparés	48 t	
9.	36.06	Allumettes	13 mln. de boîtes	
10.	ex 40.14	Ronds en caoutchouc pour bocaux à stériliser	30 t	
11.	ex 42.02	Malles et valises		180
12.	ex 44.24	Pinces à linge en bois	100.000 grosses	
13.	ex 46.03	Ouvrages de vannerie		P.M.
14.	ex 48.01	Papier sulfite	1 500 t	
15.	ex 48.09	Hardboard brut	3 720 t	
16.	ex 51.04 ex 55.09 ex 56.07	Tissus imprimés		300
17.	ex 51.04 ex 55.09 ex 56.07	Tissus autres		880
18.	ex 51.04	Tissus teints		P.M.
19.	ex 53.11 ex 56.07 ex 58.04	Tissus de laine		230
20.	ex 55.09	Gaze isolante		60
21.	ex 56.01 ex 56.03	Fibres textiles artificielles		P.M.
22.	ex 60.02	Ganterie de bonneterie en matières textiles synthétiques ou artificielles	4 450 douz. paires	
23.	ex 60.03	Bas pour femmes en matières textiles syn- thétiques	2 300 douz. paires	
24.	ex 60.03	Bas et chaussettes, en matières textiles syn- thétiques, autres que les bas pour femmes . .	5 000 douz. paires	
25.	ex 60.04	Sous-vêtements de bonneterie		304 + p.a.
26.	ex 60.05	Vêtements de dessus de bonneterie		125 + p.a.
27.	ex 61.03 ex 61.04	Linge de corps		125
28.	ex 62.01	Couvertures en coton pur		P.M.

<i>No</i>	<i>Tarif</i>	<i>Dénomination</i>	<i>Quantités</i>	<i>Valeurs en milliers de florins</i>
29.	ex 62.02	Linge de lit, de table, de toilette, d'office ou de cuisine en coton ou en lin		460
30.	ex 62.04	Tentes	115 t	
31.	ex 62.04	Matelas pneumatiques	33 600 pièces	
32.	ex 64.01	Bottes cuissardes, bottes et couvre-chaussures en caoutchouc	504 000 paires	
33.	ex 64.02	Chaussures pour hommes, en cuir	201 250 paires	
34.	ex 69.06	Tuyaux, en grès		P.M.
35.	ex 69.07 ex 69.08	Carreaux de pavement ou de revêtement ...		1.320
36.	ex 69.09 ex 69.11 ex 69.14	Vaisselle et articles de ménage ou de toilette en porcelaine	1 000 t	
37.	ex 69.09 ex 69.12 ex 69.14	Vaisselle et articles de ménage ou de toilette en faïence ou en terre fine	195 t	
38.	ex 70.05	Verre à vitres	3 900 t	
39.	ex 70.05	Verre à polir	1 000 t	
40.	ex 70.10	Bouteilles		900
41.	ex 70.13 ex 70.17 ex 70.21	Objets en verre		1.770
42.	ex 73.02	Ferro-manganèse carburé		P.M.
43.	73.08 ex 73.10 ex 73.11 ex 73.12 ex 73.13 ex 73.15	Produits sidérurgiques	18 000 t	
44.	ex 73.18	Tubes en fer ou en acier, soudés	2 200 t	
45.	ex 73.18	Tubes en fer ou en acier, nonsoudés	4 500 t	
46.	ex 73.32	Vis à bois	5 t	
47.	ex 81.04	Antimoine	100 t	
48.	ex 85.01	Moteurs électriques		690
49.	ex 85.09	Appareils d'éclairage pour bicyclettes	12 000 jeux	
50.	ex 87.10 ex 87.12	Vélocipèdes sans moteur	43 000 pièces	
51.	ex 87.12	Pédales pour vélocipèdes sans moteur	200 000 paires	
52.	ex 93.07	Cartouches pour armes de chasse à canon lisse	57 500 pièces	
53.	ex 96.02	Brosses à dents, brosses et pinceaux		90

LISTE «B»

IMPORTATIONS DE PRODUITS DE L'UNION ÉCONOMIQUE BENELUX
EN TCHÉCOSLOVAQUIEValeurs
en milliers
de florins

I. <i>Matériel de reproduction et utilitaire d'origine animale et végétale</i>	4 500
Entre autres : animaux reproducteurs, œufs à couvrir et poussins d'un jour, autres animaux vivants, plantes vivantes, produits de la floriculture et de pépinières, bulbes et oignons à fleurs, plants de pommes de terre, semences agricoles et horticoles y compris semences de lin (dont 30% contrôlées sur pied), osier, rotin, roseau et leurs produits, cire d'abeilles	
II. <i>Produits agricoles de consommation</i>	11 000
Entre autres : bétail de boucherie, viandes de toutes sortes et lard, volaille abattue, œufs frais en coquille, produits laitiers y compris beurre, poissons de mer frais, réfrigérés ou congelés, poissons préparés et filets de poisson, salés, séchés, fumés et surgelés, boyaux, vessies, estomacs, fruits et légumes frais, légumes à cosse secs, graines oléagineuses, graines de carvi, de fenouil et de colza, houblon indigène, plantes médicinales	
III. <i>Produits des industries alimentaires</i>	6 000
Entre autres : huiles et graisses animales et végétales, brutes ou raffinées, y compris saindoux, extraits et conserves de viande, de poissons, de légumes, de fruits, et pulpes de fruits, masses et beurre de cacao et autres produits en cacao y compris pour diabétiques, spiritueux, thé mélangé, nourriture pour bétail vitaminée, fécule de pommes de terre, dextrose, produits d'orge et d'avoine, biscuits, huiles et acides gras, alcools gras	
IV. <i>Produits chimiques et pharmaceutiques</i>	51 000
Entre autres : carbon black, sélénium, arsenic, oxydes de plomb, de germanium et de cadmium, sels et oxydes de cobalt, blanc de zinc, chlorures de zinc, de calcium, de fer et de cuivre, sulfates de zinc, de cuivre, de plomb et de nickel, phosphates bicalciques alimentaires et biammoniques, peroxyde d'hydrogène, stéarates bibasiques de plomb, oxydes d'éthylène et de propylène, polyacides, méthylamines, citrate de chaux, acide citrique, caprolactam, diméthylformamide, marcaptan, thiocomposés organiques, engrais minéraux ou chimiques, matières tannantes, matières colorantes organiques synthétiques, pigments, frites de verre, couleurs, laques, vernis et siccatifs, couleurs d'impression et pour émaillage, huiles essentielles, aromatiques, essences et compositions, produits tensio-actifs, matières auxiliaires pour l'industrie textile, du cuir et du papier, gélatines, produits sensibles pour photo, ciné, arts graphiques et rayons X, produits chimiques photographiques, charbon actif, insecticides, fongicides, pesticides et herbicides, antioxydants, matières plastiques artificielles et ouvrages en ces matières, résines artificielles et résines échangeuses d'ion, support de film, antibiotiques, sérums et vaccins, médicaments préparés, spécialités pharmaceutiques, vitamines, couvrepapier	

	<i>Valeurs en milliers de florins</i>
V. <i>Peaux, cuirs et ouvrages en cuir</i>	4 000
Entre autres : cuirs à semelles et à courroies, cuirs d'empeigne et peausseries diverses, courroies, articles industriels en cuir, maroquinerie, chaussures	
VI. <i>Ouvrages en caoutchouc</i>	2 500
Entre autres : courroies transporteuses et de transmission, pneumatiques (enveloppes et chambres)	
VII. <i>Ouvrages en bois</i>	500
Entre autres : jeux, engins de sports, ustensiles de ménage, panneaux en fibres et en particules	
VIII. <i>Papiers et cartons, ouvrages en papiers et en carton, articles de librairie</i>	2 000
Entre autres : papiers couchés, papiers barytés, parchemin végétal, carton et papier paille	
IX. <i>Matières textiles</i>	24 000
Entre autres : fibres artificielles et synthétiques, y compris câbles, lin teillé, étoupes et déchets de lin, laine lavée, cardée et peignée, blousses et déchets de laine, poils pour chapellerie et autres poils, crins d'animaux, chiffons et effilochés de toute sorte	
X. <i>Ouvrages en matières textiles</i>	11 000
Entre autres : fils de rayonne viscosé, acétate et triacétate, y compris fils et tissus pour pneus, fils en matières textiles synthétiques, fils à coudre, fils de laine pure ou mélangée, y compris les fils de laine à tricoter, tissus de laine et de fibres synthétiques ou artificielles, pures ou mélangées, couvertures, articles de bonneterie, articles de confection, ficelles, cordes et cordages, y compris cordages synthétiques, câbles mixtes, feutres, linoléum	
XI. <i>Verre et ouvrages en verre, produits céramiques, ouvrages en pierre</i>	3 500
Entre autres : verre à vitres, glaces polies, verre de sécurité, verrerie de laboratoire, produits en fibres et en fils de verre, produits réfractaires, y compris creusets de fonderie, treillage céramique, produits en amiante manufacturés, produits en asbest ciment, pierres à rasoïr et à aiguiser naturelles, galets et pavés de silex, laine de roche	
XII. <i>Produits sidérurgiques et ferro-alliages</i>	8 500 p.a.
XIII. <i>Métaux non ferreux et ouvrages en ces métaux</i>	19 000
Entre autres : fil machine et fil de cuivre, demi-finis en cuivre, bronze en poudre, fil machine et fil d'aluminium, aluminium en poudre, demi-	

Valeurs
en milliers
de florins

finis en aluminium, fûts en aluminium, plomb brut, zinc brut, demi-finis en zinc, cadmium, cobalt

XIV. *Produits de l'industrie des fabrications métalliques, mécaniques et électriques* 70 000

Entre autres : ouvrages en métaux communs, câbles en acier, robinetterie, vis à bois, machines, appareils et engins mécaniques, y compris chaudières, fours, cylindres de laminoires, machines agricoles, machines textiles (y compris métiers à tisser et à tricoter), machines outils, machines motrices hydrauliques, pompes, machines d'emballage, appareils pour calibrer les œufs, installations et matériel de bétonnage, lignes de calandrage, machines et appareils électriques, y compris fours, machines et appareils à souder, appareils et matériel de radio et de télévision, tubes électroniques, installations téléphoniques et de télécommunication, appareillage pour la coupure et le sectionnement de circuits électriques, appareils ménagers, machines à composer les caractères, instruments et appareils scientifiques, de médecine, de chirurgie, de radiologie médicale et de radioscopie télévisée, appareils de précision, appareils à photocopier, outillage de toute sorte, armes de chasse, matériel d'équipement et d'installation, y compris installations pour l'industrie alimentaire et chimique, machines et appareils pour l'industrie alimentaire, machines à usiner les verres optiques, installations frigorifiques, matériel de travaux publics et de transport, y compris matériel roulant de chemin de fer, de transport routier, bateaux et équipement de navire, appareils pour l'enregistrement du son.

LISTE «C»

LISTE DE PRODUITS ORIGINAIRES DE TCHÉCOSLOVAQUIE QUI NE BÉNÉFICIENT PAS DE LA SUPPRESSION DES RESTRICTIONS QUANTITATIVES À L'IMPORTATION

No	Tarif	Dénomination
ex 01.01		Chevaux vivants destinés à la boucherie
ex 01.04		Animaux vivants de l'espèce ovine domestique, à l'exclusion des ovins reproducteurs de race pure
ex 02.01		— Viandes des animaux des espèces chevaline et ovine domestique, fraîches, réfrigérées ou congelées
		— Abats comestibles des animaux de l'espèce ovine, frais, réfrigérés ou congelés, autres que ceux destinés à la fabrication des produits pharmaceutiques
ex 02.06		Viandes de cheval, salées ou en saumure, ou bien séchées
ex 04.01		Lait et crème de lait, frais, non concentrés ni sucrés, d'une teneur en poids de matières grasses inférieure ou égale à 6 %
ex 06.03		Fleurs et boutons de fleurs, coupés, pour bouquets ou pour ornements, frais
ex 07.01		— Pommes de terre autres que de semence, à l'état frais ou réfrigéré

No Tarif	Dénomination
	— Tomates, à l'état frais ou réfrigéré
ex 07.02	Pommes de terre autres que de semence, cuites ou non, à l'état congelé
ex 07.03	Pommes de terre autres que de semence présentées dans l'eau salée, soufrée ou additionnée d'autres substances servant à assurer provisoirement leur conservation, mais non spécialement préparées pour la consommation immédiate
ex 08.04	Raisins frais de table
12.05	Racines de chicorée, fraîches ou séchées, même coupées, non torréfiées
17.04	Sucreries sans cacao
18.06	Chocolat et autres préparations alimentaires contenant du cacao
ex 20.05	Confitures, gelées et marmelades, obtenues par cuisson, avec ou sans addition de sucre
25.01	Sel gemme, sel de saline, sel marin, sel préparé pour la table; chlorure de sodium pur, eaux-mères de salines, eau de mer
25.23	Ciments hydrauliques (y compris les ciments non pulvérisés dits «clinkers»), même colorés
27.01	Houilles; briquettes, boulets et combustibles solides similaires obtenus à partir de la houille
27.02	Lignite et agglomérés de lignites
ex 27.04	Cokes et semi-cokes de houille, autres que ceux destinés à la fabrication d'électrodes
27.09	Huiles brutes de pétrole ou de minéraux bitumineux
ex 27.10	Huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux (autres que les huiles brutes) : légères, moyennes, gasoil et fuel-oils (à l'exclusion des préparations non dénommées ni comprises ailleurs contenant en poids une proportion d'huile de pétrole ou de minéraux bitumineux supérieure ou égale à 70% et dont ces huiles constituent l'élément de base)
ex 28.17	Hydroxyde de sodium (soude caustique)
ex 28.19	Oxyde de zinc
ex 28.28	Oxydes d'antimoine
ex 28.40	Phosphate trisodique
ex 28.42	Carbonate neutre de sodium, anhydre
ex 28.45	Silicates de sodium y compris les silicates de sodium du commerce
28.54	Peroxyde d'hydrogène (eau oxygénée), y compris l'eau oxygénée solide
ex 28.56	Carbure de calcium
ex 29.14	Acide acétique
ex 29.44	Pénicillines
ex 30.03	Médicaments pour la médecine humaine ou vétérinaire, contenant des pénicillines ou leurs dérivés
ex 31.02	Engrais minéraux ou chimiques azotés, à l'exclusion de : <ul style="list-style-type: none"> — Nitrate de sodium naturel — Urée d'une teneur en azote supérieure à 45% en poids de produits anhydres à l'état sec
ex 31.03	Superphosphates
ex 32.05	Matières colorantes organiques synthétiques
ex 32.07	Pigments à base de sulfure de zinc (lithopone et similaires)

No Tarif	Dénomination
36.02	Explosifs préparés
36.03	Mèches cordeaux détonants
36.04	Amorces et capsules fulminantes; allumeurs, détonateurs
36.06	Allumettes
ex 40.14	Ronds en caoutchouc pour bouchons à stériliser
ex 42.02	Malles et valises de voyage, cartons à chapeaux, valises pour enfants, mallettes de pique-niques, valises pour machines à coudre ou à écrire et malles et valises similaires : en fibre vulcanisée ou en carton
ex 44.24	Pinces à linge en bois
ex 46.03	Ouvrages de vannerie en osier écorcé pesant plus de 2,5 kg la pièce, ainsi que ceux en osier non écorcé pesant plus de 1,5 kg la pièce, à l'exclusion des dames-jeannes destinées à l'industrie
ex 48.01	Papier sulfite d'emballage, de 30 gr ou plus par m ²
ex 48.09	Plaques pour constructions dites «hardboard», brutes
ex 51.04	Tissus de fibres textiles synthétiques et artificielles continus (y compris les tissus de monofils ou de lamés des nos 51.01 ou 51.02), à l'exclusion des tissus pour bandages pneumatiques, des crêpes et des tissus écus
ex 53.11	Tissus de laine ou de poils fins, à l'exclusion des tissus pour couvertures
ex 55.09	— Autres tissus de coton contenant au moins 85% en poids de coton, à l'exclusion des tissus écus non mercerisés — Gaze isolante en rubans et tissus molletonnés contenant moins de 85% en poids de coton, à l'exclusion des tissus écus non mercerisés
ex 56.01	Fibres textiles artificielles discontinues en masse
ex 56.03	Déchets de fibres textiles artificielles (continues ou discontinues) en masse, y compris les déchets de fils et les effilochés
ex 56.07	Tissus de fibres textiles synthétiques et artificielles discontinues, à l'exclusion des crêpes et des tissus écus
ex 58.04	Velours, peluches, tissus bouclés et tissus de chenille, à l'exclusion des articles des nos 55.08 et 58.05, de laine, de poils fins ou grossiers
ex 60.02	Ganterie de bonneterie non élastique ni caoutchoutée, de matières textiles synthétiques ou artificielles
ex 60.03	— Bas et chaussettes de bonneterie non élastique ni caoutchoutée de matières textiles synthétiques — Chaussettes grossières pour hommes d'un poids de 80 à 120 g la paire de matières textiles artificielles ou de laine
ex 60.04	Sous-vêtements de bonneterie non élastique ni caoutchoutée, de matières textiles synthétiques ou artificielles, de coton ou d'autres matières textiles végétales
ex 60.05	Vêtements de dessus, accessoires du vêtement et autres articles de bonneterie non élastique ni caoutchoutée, de coton ou d'autres fibres textiles végétales
ex 61.03	Vêtements de dessous (linge de corps) pour hommes et garçonnetts, y compris les cols, faux cols, plastrons et manchettes, à l'exclusion de ceux de soie, de bourre de soie (schappe) et de bourrette de soie, de laine ou de poils fins
ex 61.04	Vêtements de dessous (linge de corps) pour femmes, fillettes et jeunes enfants, à l'exclusion de ceux de soie, de bourre de soie (schappe), de bourrette de soie, de laine ou de poils fins

No Tarif	Dénomination
ex 62.01	Couvertures de coton pur, autres que chauffantes électriques
ex 62.02	Linge de lit, de table, de toilette, d'office ou de cuisine, de coton ou de lin
ex 62.04	— Tentes, à l'exclusion des tentes-jouets
	— Matelas pneumatiques
ex 64.01	Bottes et couvre-chaussures à semelles extérieures et dessus en caoutchouc
ex 64.02	— Brodequins à dessus en cuir naturel, à semelles intérieures d'une longueur de 24 cm et plus et à semelles extérieures en cuir naturel, artificiel ou reconstitué et à semelles extérieures en caoutchouc ou en matières plastiques artificielles (autres que chaussures du n° 64.01)
	— Autres chaussures pour hommes à semelles extérieures en cuir naturel, artificiel ou reconstitué et à semelles extérieures en caoutchouc ou en matières plastiques artificielles (autres que chaussures du n° 64.01)
ex 69.06	Tuyaux, raccords et autres pièces pour canalisation et usages similaires, en grès
ex 69.07	Carreaux de pavement ou de revêtement, non vernissés ni émaillés, en grès, en faïence ou en poterie fine
ex 69.08	Autres carreaux de pavement ou de revêtement, en grès, en faïence ou en poterie fine
ex 69.09	— Auges, bacs et autres récipients similaires pour l'économie rurale, en porcelaine
	— Cruchons et autres récipients similaires de transport ou d'emballage, à l'exclusion de ceux en terre cuite commune ou en grès
69.11	Vaisselle et articles de ménage ou de toilette, en porcelaine
ex 69.12	Vaisselle et articles de ménage, ou de toilette, autres que ceux en terre commune ou en grès
ex 69.14	Autres ouvrages en porcelaine (à l'exclusion de poêles et des parties de poêles) en faïence ou en poterie fine
ex 70.05	Verre étiré ou soufflé dit «verre à vitres» non travaillé (même plaqué en cours de fabrication), en feuilles de forme carrée ou rectangulaire, non coloré ni plaqué, à l'exclusion de verre réfractaire pour foyers, fours et poêles et verres pour diapositives
ex 70.10	— Bonbonnes, bouteilles et flacons, en verre non travaillé, d'une contenance de plus de 25 cl jusqu'à 2 litres et demi
	— Bonbonnes, bouteilles, flacons, bocaux, pots, tubes à comprimer et autres récipients similaires de transport ou d'emballage (à l'exclusion des bonbonnes, bouteilles et flacons, en verre non travaillé, d'une contenance de plus de 25 cl jusqu'à 2 litres et demi), en verre soufflé ou pressé
	— Bouchons, couvercles et autres dispositifs de fournitures en verre soufflé et pressé
ex 70.13	Objets en verre pour le service de la table, de la cuisine, de toilette, pour le bureau, l'ornement des appartements ou usages similaires (à l'exclusion des articles du n° 70.19) en verre soufflé ou pressé, à l'exclusion des biberons et des aquariums
ex 70.17	Verrerie de laboratoire, d'hygiène et de pharmacie en verre soufflé ou pressé (autre qu'en silice fondue ou en quartz fondu) à l'exclusion de verrerie de laboratoire en verre soufflé ou travaillé au chalumeau
ex 70.21	Autres ouvrages en verre soufflé ou pressé
73.01	Fontes (y compris la fonte spiegel), brutes, en lingots, gueuses, saumons ou masses
ex 73.02	Ferro-manganèse contenant en poids plus de 2% de carbone (ferro-manganèse carburé)

No Tarif	Dénomination
73.08	Ebauches en rouleaux pour tôles, en fer ou en acier
ex 73.10	Barres en fer ou en acier (y compris le fil machine) et les barres creuses en acier pour forage des mines :
	— simplement laminées ou filées à chaud
	— simplement plaquées, laminées ou filées à chaud
ex 73.11	Profilés en fer ou en acier :
	— simplement laminés ou filés à chaud
	— simplement plaqués, laminés ou filés à chaud
	— palplanches, même percées ou faites d'éléments assemblés
ex 73.12	Feuillards en fer ou en acier :
	— simplement laminés à chaud
	— simplement laminés à froid, destinés à faire le fer-blanc (présentés en rouleaux)
	— fer-blanc
	— simplement plaqués, laminés à chaud
ex 73.13	— Tôles de fer ou d'acier, dites «magnétiques», autres que celles présentant, quelle que soit leur épaisseur, une perte en watts inférieure ou égale à 0,75 watt
	— Tôles de fer ou d'acier autres que «magnétiques» :
	— simplement laminées à chaud
	— simplement laminées à froid, d'une épaisseur inférieure à 3 mm
	— simplement lustrées, polies ou glacées
	— plaquées, revêtues ou autrement traitées à la surface, à l'exclusion des tôles argentées, dorées, platinées ou émaillées
	— simplement découpées de forme autre que carrée ou rectangulaire, à l'exclusion des tôles argentées, dorées, platinées ou émaillées
ex 73.15	— Ebauches en rouleaux pour tôles, en aciers alliés ou en acier fin au carbone
	— Grandes plats, en aciers alliés ou en acier fin au carbone
	— Barres (y compris le fil machine et les barres creuses pour forage des mines) et profilés en aciers alliés ou en acier fin au carbone :
	— simplement laminés ou filés à chaud
	— simplement plaqués, laminés ou filés à chaud
	— Feuillards en aciers alliés ou en acier fin au carbone :
	— simplement laminés à chaud
	— simplement plaqués, laminés à chaud
	— Tôles dites «magnétiques» en aciers alliés et tôles en acier fin au carbone :
	— simplement laminées à chaud
	— simplement laminées à froid, d'une épaisseur de moins de 3 mm
	— polies, plaquées, revêtues ou autrement traitées à la surface
	— simplement découpées de forme autre que carrée ou rectangulaire
73.18	Tubes et tuyaux (y compris leurs ébauches) en fer ou en acier à l'exclusion des articles du n° 73.19
ex 73.32	Vis à bois en fonte, fer ou en acier
ex 76.01	Aluminium brut
ex 79.01	Zinc brut

<i>No</i>	<i>Tarif</i>	<i>Dénomination</i>
ex 79.03		Planches, feuilles en bandes de toute épaisseur, en zinc, de forme carrée ou rectangulaire
ex 81.04		Antimoine brut
ex 85.01		— Moteurs électriques de 10 kg ou moins (autres que les moteurs synchrones d'une puissance inférieure ou égale à 18 watts, les moteurs d'une puissance n'excédant pas 50 watts, les moteurs universels et les moteurs à courant continu)
		— Moteurs électriques de plus de 10 kg (autres que moteurs de traction (pour la propulsion de véhicules de tous genres), et moteurs à courant continu) :
		— avec réducteur, variateur ou multiplicateur de vitesse, d'un poids unitaire de 500 kg ou moins
		— sans réducteur, variateur ou multiplicateur de vitesse, d'un poids unitaire jusqu'à 50 kg inclus
ex 85.09		Appareils d'éclairage autres que ceux du n° 85.08 pour bicyclettes, y compris leurs dynamos
ex 87.10		Vélocipèdes sans moteur, à l'exclusion des triporteurs et similaires
ex 87.12		— Pédales de vélocipèdes sans moteur
		— Cadres assemblés ou non d'une ou de plusieurs pièces pour vélocipèdes sans moteur (autres que triporteurs et similaires)
ex 93.07		Cartouches pour armes de chasse à canon lisse
ex 96.02		— Brosses à dents
		— Brosses et balais-brosses ne constituant pas des éléments de machines
		— Pinceaux
ex 97.04		Cartes à jouer

[TRANSLATION — TRADUCTION]

LONG-TERM TRADE AGREEMENT¹ BETWEEN THE CZECHOSLOVAK SOCIALIST REPUBLIC AND THE BENELUX ECONOMIC UNION

The Government of the Czechoslovak Socialist Republic, being the Contracting Party of the one part, and

The Government of the Kingdom of the Netherlands, and

The Government of the Kingdom of Belgium acting, by virtue of existing agreements, both on its own behalf and on behalf of the Government of the Grand Duchy of Luxembourg,

These Governments acting jointly by virtue of the Treaty instituting the Benelux Economic Union, signed at The Hague, on 3 February 1958,² being the Contracting Party of the other part,

Desiring to develop the trade relations between their countries, on a basis of equality and mutual advantage, account being taken of the fact that they are parties to the General Agreement on Tariffs and Trade³ and of their laws and regulations in force,

Have agreed as follows:

Article I. With a view to achieving the objectives laid down in this Agreement, the Contracting Parties shall be guided, in their trade with one another, by the provisions of the General Agreement on Tariffs and Trade.

Article II. The Governments of the Benelux countries shall pursue a policy of liberalization of imports with a view to the abolition, during the period of application of the Agreement, of such quantitative restrictions as still exist.

Article III. The Contracting Parties shall endeavour to ensure, during the period of validity of this Agreement, the development of their trade with one another in order to make maximum use of the opportunities provided by their economies.

Article IV. The authorities of the Contracting Parties shall continue to facilitate jobbing operations.

In the case of contracts relating to job work, the competent authorities of the Contracting Parties shall not impose licence-issuing procedures or customs-clearing formalities less advantageous than those imposed by them on similar transactions with other countries.

¹ Came into force on 14 June 1973, the date of deposit of the last of the instruments of ratification or approval with the Government of Czechoslovakia, with retroactive effect from 1 January 1972, in accordance with article XII. Instruments of ratification were deposited as follows:

<i>State</i>	<i>Date of deposit</i>
Netherlands	16 March 1973
Czechoslovakia	3 April 1973
Belgo-Luxembourg Economic Union	14 June 1973

² United Nations, *Treaty Series*, vol. 381, p. 165.

³ *Ibid.*, vol. 55, p. 187.

Article V. For the purposes of this Agreement, Netherlands, Belgian and Luxembourg goods shall be deemed to be those originating in the Benelux Economic Union; Czechoslovak goods shall be deemed to be those originating in the Czechoslovak Socialist Republic.

Article VI. The detailed provisions relating to reciprocal trade under this Agreement shall be set forth in annual protocols. The provisions for the year 1972 are contained in the "1972 Protocol" annexed to this Agreement.

The provisions relating to each consecutive year shall be adopted by the Contracting Parties on the basis of the work of the Mixed Commission provided for in article VII of this Agreement, account being taken of their desire to facilitate and increase trade from year to year during the period of validity of this Agreement.

Article VII. A Mixed Commission, composed of representatives of the two Governments, shall meet each year, alternately at The Hague and at Prague; it shall also meet at any time at the request of either Contracting Party.

The Mixed Commission shall be empowered to submit to the Contracting Parties any proposals for promoting the development of mutual trade and to consider any questions that may arise in the implementation of this Agreement.

It shall be empowered in particular to negotiate annual protocols concerning imports and exports, as provided for in article VI of this Agreement.

Article VIII. The Contracting Parties agree to engage, as in the past, in exchange of services.

Article IX. Payments relating to trade between the territories of the Contracting Parties shall be effected in accordance with the provisions of the payments agreement in force between the Benelux countries and the Czechoslovak Socialist Republic.

Article X. This Agreement shall be ratified or approved by the competent authorities of the Contracting Parties, and the instruments of ratification or approval shall be deposited with the Government of the Czechoslovak Socialist Republic as soon as possible.

Article XI. In the case of the Kingdom of the Netherlands, this Agreement shall apply to the whole Kingdom, unless otherwise provided in the Netherlands instrument of ratification.

Article XII. This Agreement, which shall supersede the Trade Agreement signed at Prague on 15 November 1967¹ shall be valid for a period of three years and shall enter into force on the date of deposit of the last instrument of ratification or approval, with retroactive effect from 1 January 1972.

The Contracting Parties reserve the right to engage in consultations pursuant to their international commitments, but such consultations shall not call in question the fundamental objectives of the Agreement.

¹ United Nations, *Treaty Series*, vol. 681, p. 162.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned, being duly authorized thereto, have signed this Agreement.

DONE at The Hague on 6 April 1972, in triplicate in the French language.

For the Czechoslovak
Socialist Republic:

[ANDREJ BARČÁK]

For the Benelux Economic Union:
For the Kingdom
of the Netherlands:

[NORBERT SCHMELZER]

For the Belgo-Luxembourg
Economic Union:

[WILLY VAN CAUWENBERG]

RELATED LETTERS

I

THE CHAIRMAN OF THE DELEGATION
OF THE CZECHOSLOVAK SOCIALIST REPUBLIC

Prague, 31 January 1972

Sir,

With reference to the long-term Trade Agreement between the Czechoslovak Socialist Republic and the Benelux Economic Union, initialled this day, I have the honour to inform you of the following:

Contracts relating to the supply of goods and the provisions of services associated with foreign trade will be concluded, on the Czechoslovak side, by Czechoslovak foreign trade enterprises acting as independent legal entities or by any other legal entity which is duly empowered, under regulations in force, to engage in foreign trade.

I would request you kindly to signify your agreement with the foregoing.

Accept, Sir, etc.

[R. STOLÁR]

Mr. F. G. Moquette
Chairman of the Delegation
of the Benelux Economic Union
Prague

II

THE CHAIRMAN OF THE DELEGATION
OF THE BENELUX ECONOMIC UNION

Prague, 31 January 1972

Sir,

I have the honour to acknowledge receipt of your letter of today's date, reading as follows:

[See letter I]

I signify my agreement with the foregoing.

Accept, Sir, etc.

[P. G. MOQUETTE]

Mr. R. Stolár
Chairman of the Delegation
of the Czechoslovak Socialist Republic
Prague

III

THE CHAIRMAN OF THE DELEGATION
OF THE BENELUX ECONOMIC UNION

Prague, 31 January 1972

Sir,

During the talks which led to the initialling, this day, of the long-term Trade Agreement between the Czechoslovak Socialist Republic and the Benelux Economic Union, you expressed the desire that the licensing formality for products of Czechoslovak origin which are no longer subject to quantitative restrictions on import into the Benelux Economic Union should be abolished.

I have the honour to inform you that the Governments of the countries of the Benelux Economic Union are prepared to give sympathetic consideration to the question of the extent to which it would be possible to meet that desire.

Accept, Sir, etc.

[P. G. MOQUETTE]

Mr. R. Stolár
Chairman of the Delegation
of the Czechoslovak Socialist Republic
Prague

IV

THE CHAIRMAN OF THE DELEGATION
OF THE BENELUX ECONOMIC UNION

Prague, 31 January 1972

Sir,

During the negotiations which led to the initialling, this day, of the long-term Trade Agreement between the Czechoslovak Socialist Republic and the Benelux Economic Union, the Contracting Parties agreed that the prices of goods delivered under the terms of this Agreement shall be established on the basis of world prices, namely, the prices prevailing in the principal markets for similar goods. If there are no world prices for such goods, the prices in question shall be those in effect in the respective markets.

Should any difficulties arise in connexion with prices, the two Parties shall immediately consult together with a view to taking suitable action to avoid or eliminate those difficulties.

I would request you kindly to signify your agreement with the foregoing.

Accept, Sir, etc.

[P. G. MOQUETTE]

Mr. R. Stolár
Chairman of the Delegation
of the Czechoslovak Socialist Republic
Prague

V

THE CHAIRMAN OF THE DELEGATION
OF THE CZECHOSLOVAK SOCIALIST REPUBLIC

Prague, 31 January 1972

Sir,

I have the honour to acknowledge receipt of your letter of today's date, reading as follows:

[See letter IV]

I signify my agreement with the foregoing.

Accept, Sir, etc.

[R. STOLÁR]

Mr. F. G. Moquette
Chairman of the Delegation
of the Benelux Economic Union
Prague

VI

THE CHAIRMAN OF THE DELEGATION
OF THE BENELUX ECONOMIC UNION

Prague, 31 January 1972

Sir,

With reference to the long-term Trade Agreement between the Czechoslovak Socialist Republic and the Benelux Economic Union, initialled this day, I have the honour to confirm to you the following:

Pending the entry into force of the above-mentioned Agreement in the manner prescribed therein, and in order to avoid any delay in its implementation, administrative measures shall be taken to put the terms of the Agreement into effect provisionally as from the date of signature.

I would request you kindly to signify your agreement with the foregoing.

Accept, Sir, etc.

[P. G. MOQUETTE]

Mr. R. Stolár
Chairman of the Delegation
of the Czechoslovak Socialist Republic
Prague

VII

THE CHAIRMAN OF THE DELEGATION
OF THE CZECHOSLOVAK SOCIALIST REPUBLIC

Prague, 31 January 1972

Sir,

I have the honour to acknowledge receipt of your letter of today's date, reading as follows:

[See letter VI]

I signify my agreement with the foregoing.

Accept, Sir, etc.

[R. STOLÁR]

Mr. P. G. Moquette
Chairman of the Delegation
of the Benelux Economic Union
Prague

Prague, 31 January 1972

DECLARATION BY THE CHAIRMAN OF THE DELEGATION
OF THE BENELUX ECONOMIC UNION

During the negotiations which led, this day, to the initialling of the long-term Trade Agreement between the Benelux Economic Union and the Czechoslovak Socialist Republic, the Governments of the Benelux countries expressed their intention of pursuing a policy of liberalization of imports with the aim of abolishing, during the period of application of the said Agreement, such quantitative restrictions as still exist. However, they cannot rule out the possibility that, by way of exception, certain restrictions may have to be maintained beyond that period for special reasons.

If such should be the case, the Governments of the Benelux countries are prepared to consult on the subject within the framework of the Mixed Commission.

“1972 PROTOCOL”

ANNEXED TO THE LONG-TERM TRADE AGREEMENT BETWEEN THE CZECHOSLOVAK SOCIALIST REPUBLIC AND THE BENELUX ECONOMIC UNION SIGNED AT THE HAGUE ON 6 APRIL 1972

During the negotiations which led to the conclusion of the long-term Trade Agreement, the Contracting Parties, referring to article VI of the said Agreement, agreed as follows:

Article I. (1) The Contracting Parties have drawn up schedule A (Imports of Czechoslovak products into the Benelux Economic Union) and schedule B (Imports of Benelux Economic Union products into Czechoslovakia) annexed hereto.

(2) Where a licence is required, the competent authorities of the Contracting Parties shall as speedily as possible issue a licence for the import or export, as the case may be, of products listed in schedules A and B, at least up to the quantity or value indicated for each product.

(3) The Contracting Parties shall give sympathetic consideration to the possibility of issuing licences for quantities or values in excess of those indicated in schedules A and B or for products not listed in the above-mentioned schedules.

Article II. Trade between the Contracting Parties shall be carried on in the conditions of freedom which result from their respective laws and regulations, except in the case of products listed in schedule C annexed to this Protocol.

Article III. This Protocol shall form an integral part of the long-term Trade Agreement.

DONE at The Hague on 6 April 1972, in triplicate in the French language.

For the Czechoslovak
Socialist Republic:
[ANDREJ BARČÁK]

For the Benelux Economic Union:
For the Kingdom of the Netherlands:
[NORBERT SCHMELZER]

For the Belgo-Luxembourg
Economic Union:
[WILLY VAN CAUWENBERG]

SCHEDULE "A"

IMPORTS OF CZECHOSLOVAK PRODUCTS INTO THE BENELUX ECONOMIC UNION

No.	Tariff	Description of goods	Quantity	Value in thousands of guilders
1.	ex 01.01	Horses for slaughter	3,000 heads	
2.	17.04	Sugar confectionery	240 tons	
	18.06			
3.	ex 28.17	Sodium hydroxide		P.M.
4.	ex 28.40	Trisodium phosphate	125 tons	
5.	ex 29.14	Acetic acid		P.M.
6.	ex 32.05	Synthetic organic dyestuffs		600
7.	ex 32.07	Lithopone	460 tons	
8.	36.02	Prepared explosives	48 tons	
9.	36.06	Matches	13 million boxes	
10.	ex 40.14	Rubber rings for sterilizing jars	30 tons	
11.	ex 42.02	Trunks and suitcases		180
12.	ex 44.24	Clothes-pegs, wooden	100,000 gross	
13.	ex 46.03	Basketwork and wickerwork articles		P.M.
14.	ex 48.01	Sulphite paper	1,500 tons	
15.	ex 48.09	Hardboard, rough	3,720 tons	
16.	ex 51.04	Printed woven fabric		300
	ex 55.09			
	ex 56.07			
17.	ex 51.04	Other woven fabric		880
	ex 55.09			
	ex 56.07			
18.	ex 51.04	Dyed woven fabric		P.M.
19.	ex 53.11	Woven fabric, wool		230
	ex 56.07			
	ex 58.04			
20.	ex 55.09	Insulating gauze		60
21.	ex 56.01	Artificial textile fibres		P.M.
	ex 56.03			
22.	ex 60.02	Gloves, knitted or crocheted, of synthetic or artificial textile materials	4,450 dozen pairs	
23.	ex 60.03	Women's stockings of synthetic textile materials	2,300 dozen pairs	
24.	ex 60.03	Stockings and socks of synthetic textile materials, other than women's stockings	5,000 dozen pairs	
25.	ex 60.04	Undergarments, knitted or crocheted		304
				+
26.	ex 60.05	Outer garments, knitted or crocheted		p.a. 125
				+
27.	ex 61.03	Undergarments		p.a. 125
	ex 61.04			

No.	Tariff	Description of goods	Quantity	Value in thousands of guilders
28.	ex 62.01	Travelling rugs and blankets of pure cotton .		P.M.
29.	ex 62.02	Bed linen, table linen, toilet linen and kitchen linen, of cotton or flax		460
30.	ex 62.04	Tents	115 tons	
31.	ex 62.04	Pneumatic mattresses	33,600 units	
32.	ex 64.01	Waders, boots and overshoes, rubber	504,000 pairs	
33.	ex 64.02	Men's footwear, leather	201,250 pairs	
34.	ex 69.06	Piping, of stoneware		P.M.
35.	ex 69.07	Paving and wall tiles		1,320
	ex 69.08			
36.	ex 69.09	Tableware and other household and toilet articles, of porcelain	1,000 tons	
	ex 69.11			
	ex 69.14			
37.	ex 69.09	Tableware and other household and toilet articles, of faïence or fine earthenware	195 tons	
	ex 69.12			
	ex 69.14			
38.	ex 70.05	Drawn or blown glass	3,900 tons	
39.	ex 70.05	Glass for polishing	1,000 tons	
40.	ex 70.10	Bottles		900
41.	ex 70.13	Glassware		1,770
	ex 70.17			
	ex 70.21			
42.	ex 73.02	Carburized ferro-manganese		P.M.
43.	73.08	Iron and steel products	18,000 tons	
	ex 73.10			
	ex 73.11			
	ex 73.12			
	ex 73.13			
	ex 73.15			
44.	ex 73.18	Tubes, iron or steel, welded	2,200 tons	
45.	ex 73.18	Tubes, iron or steel, seamless	4,500 tons	
46.	ex 73.32	Wood screws	5 tons	
47.	ex 81.04	Antimony	100 tons	
48.	ex 85.01	Electric motors		690
49.	ex 85.09	Lighting equipment for bicycles	12,000 sets	
50.	ex 87.10	Non-motorized cycles	43,000 units	
	ex 87.12			
51.	ex 87.12	Pedals for non-motorized cycles	200,000 pairs	
52.	ex 93.07	Cartridges for smooth-bore hunting guns . . .	57,500 units	
53.	ex 96.02	Tooth-brushes, paintbrushes and other brushes		90

SCHEDULE "B"

IMPORTS OF BENELUX ECONOMIC UNION PRODUCTS INTO CZECHOSLOVAKIA

	<i>Value in thousands of guilders</i>
I. <i>Material of animal and vegetable origin for reproduction and general use . .</i>	4,500
Breeding animals; unhatched eggs and one-day-old chicks; other live animals; live plants; floricultural and nursery garden products; flower bulbs; potato seedlings; seed for agriculture and horticulture, including flax-seed (30 per cent field-controlled); osier, rattan, reed and articles thereof; beeswax; etc.	
II. <i>Agricultural products for consumption</i>	11,000
Butchers' stock, meat of all kinds and unrendered pig fat; killed poultry; fresh eggs in the shell; dairy produce, including butter; sea fish, fresh, chilled or frozen; fish preparation and fish fillets, salted, dried, smoked and quick-frozen; guts, bladders, and stomachs; fresh fruit and vegetables; dried leguminous vegetables; oil seeds, caraway seeds, fennel seeds and rape-seeds; indigeous hops; medicinal plants; etc.	
III. <i>Products of the food industry</i>	6,000
Animal and vegetable oils and fats, crude or refined, including lard; meat, fish, vegetable and fruit extracts and preserves and dessert fruit purées; cocoa in bulk, cocoa butter and other cocoa products, including diabetic products; spirits; blended tea; vitaminized cattle food; potato starch; dextrose; products of barley and oats; biscuits; fatty oils and acids; fatty alcohols, etc.	
IV. <i>Chemical and pharmaceutical products</i>	51,000
Carbon black; selenium; arsenic; lead, germanium and cadmium oxides; cobalt salts and oxides; zinc white; zinc, calcium, iron and copper chlorides; zinc, copper, lead and nickel sulphates; dicalcium phosphate (edible) and diammonium phosphate; hydrogen peroxide; dibasic lead stearates; ethylene and propylene oxides; polyacids; methylamines; calcium citrate; citric acid; caprolactam; dimethylformamide; mercaptan; organo-sulphur compounds; mineral or chemical fertilizers; tanning materials; synthetic organic dyestuffs; pigments; glass frit; colours, lakes, varnishes, lacquers and driers; printers' colours and colours for enamelling; essential oils; aromatics; essences and compounds; surface-active agents; auxiliary materials for the textile, leather and paper industries; gelatin; sensitized products for use in photography, cinematography, the graphic arts and X-ray radiography; photographic chemicals; activated carbon, insecticides, fungicides, pesticides and herbicides; anti-oxidants; artificial plastic materials and articles thereof; artificial resins and ion-exchanging resins; unsensitized film; antibiotics; serums and vaccines; medicinal preparations; pharmaceutical specialities; vitamins; floor coverings; etc.	

	<i>Value in thousands of guilders</i>
V. <i>Hides and skins, leather and leather articles</i>	4,000
Leather for soles and belts; leather for uppers, and hides and skins of various kinds; belts; industrial items of leather; fancy leather goods; footwear; etc.	
VI. <i>Rubber articles</i>	2,500
Transmission and conveyor belts; tires (outer covers and tubes); etc.	
VII. <i>Articles of wood</i>	500
Games, sports requisites; household utensils; fibreboard and particle-board; etc.	
VIII. <i>Paper and paperboard, articles of paper or paperboard, stationery items</i> ..	2,000
Coated paper; baryta paper; vegetable parchment; paperboard and straw paper; etc.	
IX. <i>Textile materials</i>	24,000
Artificial and synthetic fibres, including tow; scutched flax; flax tow and waste; wool, washed, carded and combed; wool noils and waste; animal hair for hat shapes and other uses; horse hair and other coarse animal hair; pulled and garnetted rags of all kinds; etc.	
X. <i>Textile articles</i>	11,000
Yarn of viscose, acetate and triacetate rayon, including yarn and fabrics for tires; yarn of synthetic textile materials; yarn for sewing; yarn of pure or mixed wool, including woollen knitting yarn; woven fabrics of pure or mixed wool and synthetic or artificial fibres; travelling rugs and blankets; knitted or crocheted goods; ready-made garments; twine, cordage, ropes and cables, including synthetic cordage; mixed cables; felt; linoleum; etc.	
XI. <i>Glass and glassware, ceramic products, articles of stone</i>	3,500
Window glass; polished plate glass; safety glass; laboratory glassware; refractory goods, including foundry crucibles; manufactures of glass fibre and thread; ceramic trellis-work; manufactured asbestos products; asbestos-cement products; natural hones and whetstones; flint pebbles and paving; rock wool; etc.	
XII. <i>Iron and steel products and ferro-alloys</i>	8,500
XIII. <i>Non-ferrous metals and articles thereof</i>	19,000
Copper wire rod and wire; semi-finished copper products; bronze powder; aluminium wire rod and wire; aluminium powder; semi-finished aluminium products; aluminium casks; unwrought lead; unwrought zinc; semi-finished zinc products; cadmium; cobalt; etc.	

*Value in
thousands
of guilders*

XIV. *Metal, mechanical and electrical products* 70,000

Articles of base metal; steel cables; taps and similar appliances; wood screws; machinery and mechanical appliances, including boilers; furnaces; cylinders for rolling machines; agricultural machinery; textile machinery (including weaving and knitting machines); machine-tools; hydraulic engines; pumps; wrapping machines; egg-grading apparatus; cementing machinery and equipment; calendering outfits; electrical machinery and equipment, including furnaces and ovens; welding appliances; radio and television apparatus and equipment; electronic tubes; telephone fittings and fittings for telecommunications; apparatus for making and breaking electrical circuits; household appliances; type-setting machinery; scientific, medical and surgical instruments and apparatus, and instruments and apparatus used in medical radiology and television radioscopy; precision instruments; photocopying machines; tools of all kinds; hunting guns; equipment and plant, including plant for the food and chemical industries; machines and apparatus for the food industry; machines for working optical glass; refrigerating equipment; equipment for public works and transport, including railway rolling-stock, road transport vehicles, boats and equipment for ships; sound-recording equipment; etc.

SCHEDULE "C"

LIST OF PRODUCTS OF CZECHOSLOVAK ORIGIN NOT BENEFITING FROM THE ABOLITION OF QUANTITATIVE RESTRICTIONS ON IMPORT INTO BENELUX

<i>Tariff no.</i>	<i>Description of goods</i>
ex 01.01	Live horses for slaughter
ex 01.04	Live sheep, domestic, other than thoroughbred sheep for breeding
ex 02.01	— Meat of horses and sheep, domestic, fresh, chilled or frozen
	— Edible offals of sheep, fresh, chilled or frozen, other than for the manufacture of pharmaceutical products
ex 02.06	Horsemeat, salted, in brine or dried
ex 04.01	Milk and cream, fresh, not concentrated or sweetened, with a fat content of not more than 6 per cent by weight
ex 06.03	Cut flowers and flower buds for bouquets or for ornamental purposes, fresh
ex 07.01	— Potatoes other than seed potatoes, fresh or chilled
	— Tomatoes, fresh or chilled
ex 07.02	Potatoes other than seed potatoes, cooked or uncooked, preserved by freezing
ex 07.03	Potatoes other than seed potatoes provisionally preserved in brine, in sulphur water or in other preservative solutions, but not specially prepared for immediate consumption
ex 08.04	Fresh dessert grapes
12.05	Chicory roots, fresh or dried, whole or cut, unroasted
13228	

<i>Tariff no.</i>	<i>Description of goods</i>
17.04	Sugar confectionery, not containing cocoa
18.06	Chocolate and other food preparations containing cocoa
ex 20.05	Jams, jellies and marmalades, being cooked preparations, whether or not containing added sugar
25.01	Common salt (including rock salt, sea salt and table salt); pure sodium chloride, salt liquors, sea water
25.23	Hydraulic cements, whether or not coloured or in the form of clinker
27.01	Coal; briquettes, ovoids and similar solid fuels manufactured from coal
27.02	Lignite, whether or not agglomerated
ex 27.04	Coke and semi-coke of coal, other than for the manufacture of electrodes
27.09	Petroleum and shale oils, crude
ex 27.10	Petroleum and shale oils, (other than crude): light and medium oils, gas oil and fuel oil (other than preparations not elsewhere specified or included, containing not less than 70 per cent by weight of petroleum or shale oils, these oils being the basic constituents of the preparations).
ex 28.17	Sodium hydroxide (caustic soda)
ex 28.19	Zinc oxide
ex 28.28	Antimony oxides
ex 28.40	Trisodium phosphate
ex 28.42	Neutral sodium carbonate, anhydrous
ex 28.45	Sodium silicates, including commercial sodium silicates
28.54	Hydrogen peroxide, including solid hydrogen peroxide
ex 28.56	Calcium carbide
ex 29.14	Acetic acid
ex 29.44	Penicillins
ex 30.03	Medicaments (including veterinary medicaments), containing penicillins or their derivatives
ex 31.02	Mineral or chemical fertilizers, nitrogenous, excluding: <ul style="list-style-type: none"> — Natural sodium nitrate — Urea containing more than 45 per cent by weight of nitrogen in anhydrous products in the dry state
ex 31.03	Superphosphates
ex 32.05	Synthetic organic dyestuffs
ex 32.07	Pigments with a zinc sulphide base (lithopone and the like)
36.02	Prepared explosives
36.03	Mining, blasting and safety fuses
36.04	Percussion and detonating caps; igniters; detonators
36.06	Matches
ex 40.14	Rubber rings for sterilizing jars
ex 42.02	Travelling trunks and suitcases, hat-boxes, children's cases, picnic hampers, cases for sewing-machines or typewriters and similar trunks and cases, of vulcanized fibre or paperboard
ex 44.24	Clothes-pegs, wooden
ex 46.03	Basketwork and wickerwork articles of osier, peeled, weighing more than 2.5 kg each, and basketwork and wickerwork articles of osier, not peeled, weighing more than 1.5 kg each, other than demijohns for industrial use
ex 48.01	Sulphite wrapping paper weighing at least 30 gr per m ²

<i>Tariff no.</i>	<i>Description of goods</i>
ex 48.09	Rough building board (hardboard)
ex 51.04	Woven fabrics of man-made fibres (continuous), including woven fabric of monofil or strip of heading No. 51.01 or 51.02, other than fabrics for pneumatic tires, crêpes and grey (unbleached) fabric
ex 53.11	Woven fabrics of sheeps' or lambs' wool or of fine animal hair, other than fabrics for travelling rugs and blankets
ex 55.09	— Other woven fabrics of cotton containing at least 85 per cent by weight of cotton, other than grey (unbleached) fabrics not mercerized — Insulating gauze in strips and woven fabrics with raised nap containing less than 85 per cent by weight of cotton, other than grey (unbleached) fabrics not mercerized
ex 56.01	Man-made fibres (discontinuous), not carded, combed or otherwise prepared for spinning
ex 56.03	Waste (including yarn waste and pulled or garnetted rags) of man-made fibres (continuous or discontinuous), not carded, combed or otherwise prepared for spinning
ex 56.07	Woven fabric of man-made fibres (discontinuous or waste), other than crêpes and grey (unbleached) fabrics
ex 58.04	Woven pile fabrics and chenille fabrics (other than fabrics falling within headings Nos. 55.08 and 58.05), of wool or of fine or coarse animal hair
ex 60.02	Gloves, knitted or crocheted, not elastic or rubberized, of synthetic or artificial textile materials
ex 60.03	— Stockings and socks, knitted or crocheted, not elastic or rubberized, of synthetic textile materials — Men's heavy socks weighing 80 to 120 gr per pair, of artificial textile materials or of wool
ex 60.04	Undergarments, knitted or crocheted, not elastic or rubberized, of synthetic or artificial textile materials, of cotton or of other vegetable textile materials
ex 60.05	Outer garments and other articles, knitted or crocheted, not elastic or rubberized, of cotton or of other vegetable textile materials
ex 61.03	Men's and boy's undergarments, including collars, shirt fronts and cuffs, other than garments of silk, noil silk or other waste silk, of wool or of fine animal hair
ex 61.04	Women's, girls' and infants' undergarments, other than garments of silk, noil silk or other waste silk, of wool or of fine animal hair
ex 62.01	Travelling rugs and blankets, of pure cotton, other than electrically heated rugs and blankets
ex 62.02	Bed linen, table linen, toilet linen and kitchen linen, of cotton or flax
ex 62.04	— Tents, other than play tents — Pneumatic mattresses
ex 64.01	Boots and overshoes with outer soles and uppers of rubber
ex 64.02	— Ankle boots with uppers of leather, with inner soles at least 24 cm in length and with outer soles of leather or composition leather or of rubber or artificial plastic materials (other than footwear falling within heading No. 64.01) — Other men's footwear with outer soles of leather or composition leather or of rubber or artificial plastic materials (other than footwear falling within heading No. 64.01)
ex 69.06	Piping, conduits and guttering, of stoneware
ex 69.07	Unglazed paving and wall tiles, of stoneware, faience or fine earthenware
ex 69.08	Glazed paving and wall tiles, of stoneware, faience or fine earthenware

<i>Tariff no.</i>	<i>Description of goods</i>
ex 69.09	— Troughs, tubs and similar receptacles of a kind used in agriculture, of porcelain
	— Pots, jars and similar articles of a kind commonly used for the conveyance or packing of goods, other than articles of common earthenware or stoneware
69.11	Tableware and other household and toilet articles, of porcelain
69.12	Tableware and other household and toilet articles, other than articles of common earthenware or stoneware
ex 69.14	Other articles of porcelain (other than stoves and parts thereof), of faience or of fine earthenware
ex 70.05	Unworked drawn or blown glass (including flashed glass), in rectangles, not coloured or flashed, other than refractory glass for hearths, ovens and stoves and glass slides
ex 70.10	— Carboys and bottles, of unworked glass, with a capacity of over 25 centilitres but not more than 2½ litres
	— Carboys, bottles, jars, pots, tubular containers and similar containers, of blown or pressed glass, of a kind commonly used for the conveyance or packing of goods (other than carboys and bottles, of unworked glass, with a capacity of over 25 centilitres but not more than 2½ litres)
	— Stoppers and other closures, of blown and pressed glass
ex 70.13	Glassware (other than articles falling within heading No. 70.19) of a kind commonly used for table, kitchen, toilet or office purposes, for indoor decoration, or for similar uses, of blown or pressed glass, other than nursing bottles and fishbowls
ex 70.17	Laboratory, hygienic and pharmaceutical glassware, of blown or pressed glass (excluding articles of fused silica or fused quartz), other than laboratory glassware of blown or lamp-worked glass
70.21	Other articles of blown or pressed glass
73.01	Pig iron cast iron and spiegeleisen, in blocks, pigs, lumps and similar forms
ex 73.02	Ferro-manganese containing more than 2 per cent by weight of carbon (carburiized ferro-manganese)
73.08	Iron or steel coils for re-rolling
ex 73.10	Bars and rods (including wire rod), of iron and steel, and hollow mining drill steel: <ul style="list-style-type: none"> — simply hot-rolled or hot-drawn — simply plated, hot-rolled or hot-drawn
ex 73.11	Angles, shapes and sections of iron or steel: <ul style="list-style-type: none"> — simply hot-rolled or hot-drawn — simply plated, hot-rolled or hot-drawn — Sheet piling, whether or not drilled, punched or made from assembled elements
ex 73.12	Hoop and strip, of iron and steel: <ul style="list-style-type: none"> — simply hot-rolled — simply cold-rolled, intended for the manufacture of tinplate (in coils) — tin-plate — simply plated, hot-rolled
ex 73.13	— Sheets and plates, of iron and steel, known as "magnetic", other than those having, irrespective of their thickness, a loss in watts of 0.75 watts or less <ul style="list-style-type: none"> — Sheets and plates of iron and steel other than those known as "magnetic": <ul style="list-style-type: none"> — simply hot-rolled — simply cold-rolled, less than 3 mm thick — simply burnished or polished — plated, coated or otherwise treated on the surface, other than silvered,

<i>Tariff no.</i>	<i>Description of goods</i>
	gilt, platinized or enamelled sheets and plates
	— simply cut to non-rectangular shape, other than silvered, gilt, platinized or enamelled sheets and plates
ex 73.15	— Iron or steel coils for re-rolling, of alloy steel or high carbon steel
	— Universal plates, of alloy steel or high carbon steel
	— Bars and rods (including wire rod and hollow mining drill steel), and angles, shapes and sections, of alloy steel or high carbon steel:
	— simply hot-rolled or hot-drawn
	— simply plated, hot-rolled or hot-drawn
	— Hoop and strip in steel alloy or high carbon steel:
	— simply hot-rolled
	— simply plated, hot-rolled
	— "Magnetic" sheets and plates of alloy steel
	— Sheets and plates other than those known as "magnetic", of alloy steel, and sheets and plates of high carbon steel:
	— simply hot-rolled
	— simply cold-rolled, less than 3 mm thick
	— polished, plated, coated or otherwise treated on the surface
	— simply cut to non-rectangular shape
73.18	Tubes and pipes and blanks therefore, of iron (other than of cast iron) or steel, excluding high-pressure hydroelectric conduits
73.32	Wood screws, of iron or steel
ex 76.01	Unwrought aluminium
ex 79.01	Unwrought zinc
ex 79.03	Wrought plates, sheets and strips, of zinc, and zinc foil, square or rectangular
81.04	Unwrought antimony
ex 85.01	— Electric motors, 10 kg or less (other than synchronous motors having a power of 18 watts or less, motors having a power not exceeding 50 watts, universal motors and direct-current motors)
	— Electric motors over 10 kg (other than traction motors for the propulsion of vehicles of all kinds and direct-current motors)
	— with speed reducer, variator or multiplier, having a unit weight of 500 kg or less
	— without speed reducer, variator or multiplier, having a unit weight of up to and including 50 kg
ex 85.09	Lighting equipment, other than that falling within heading No. 85.08, for bicycles, including dynamos therefore
ex 87.10	Non-motorized cycles, other than delivery tricycles
ex 87.12	— Pedals for non-motorized cycles
	— Sets, whether or not assembled, of one or more parts for non-motorized cycles (other than delivery tricycles)
ex 93.07	Cartridges for smooth-bore hunting guns
ex 96.02	— Tooth-brushes
	— Brushes and brooms not of a kind used as parts of machines
	— Paint brushes
ex 97.04	Playing cards

No. 13229

**CZECHOSLOVAKIA
and
NETHERLANDS**

Veterinary Agreement (with protocol concerning the implementation of article 2 of the Agreement). Signed at Prague on 4 July 1972

Authentic text: French

Registered by Czechoslovakia on 22 April 1974.

**TCHÉCOSLOVAQUIE
et
PAYS-BAS**

Accord vétérinaire (avec protocole concernant l'exécution de l'article 2 de l'Accord). Signé à Prague le 4 juillet 1972

Texte authentique : français.

Enregistré par la Tchécoslovaquie le 22 avril 1974.

ACCORD¹ VÉTÉRINAIRE ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE TCHÉCOSLOVAQUE ET LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME DES PAYS-BAS

Le Gouvernement de la République socialiste tchécoslovaque et le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas

Désireux de développer la coopération dans le domaine vétérinaire en vue de réduire les dangers que constituent les maladies animales tant pour la santé humaine que pour le développement de l'élevage et de faciliter les échanges d'animaux et de produits d'origine animale,

Sont convenus des dispositions suivantes :

Article 1. 1. Les Parties contractantes vont coopérer lors de l'importation, l'exportation et le transit des animaux ainsi que des produits et des matières premières d'origine animale et des fourrages, afin de prévenir la possibilité d'introduction de la contagion sur le territoire des deux Etats.

2. Les Parties contractantes faciliteront les échanges d'animaux et de produits d'origine animale. Elles procéderont à l'importation, l'exportation et le transit des animaux ainsi que des produits et des matières premières d'origine animale et des fourrages après l'autorisation préalable des Services vétérinaires compétents d'Etat.

Article 2. Les conditions sanitaires vétérinaires d'importation des animaux vivants et des produits d'origine animale, du territoire de l'une des Parties contractantes sur le territoire de l'autre, sont définies dans le protocole annexé au présent Accord.

Article 3. Les organes compétents d'Etat échangeront au moins une fois par mois des bulletins sanitaires indiquant la statistique des maladies contagieuses animales.

Ils se communiqueront également toutes informations d'ordre vétérinaire qui pourraient les intéresser.

Article 4. 1. Les Parties contractantes faciliteront :

- a) la coopération sur le plan de recherches vétérinaires, la coopération entre les laboratoires des Services vétérinaires d'Etat et l'échange des résultats,
- b) l'échange de spécialistes vétérinaires des deux pays en vue de s'informer sur l'état sanitaire des animaux et de recueillir tous renseignements utiles concernant les activités des Services vétérinaires compétents d'Etat.

2. Les organes compétents d'Etat peuvent également élaborer en commun des plans de coopération pour une certaine période.

Article 5. Les organes compétents d'Etat correspondent directement pour les questions concernant l'exécution du présent Accord et sont habilités à modifier le protocole annexé au présent Accord.

Les modifications seront confirmées par un échange de notes diplomatiques et auront effet à la date de cet échange.

¹ Entré en vigueur le 12 avril 1973, date de la dernière des notifications par lesquelles les Parties contractantes se sont informées de l'accomplissement des dispositions requises par leurs constitutions respectives, conformément à l'article 10, paragraphe 1.

Article 6. Les dépenses occasionnées par l'application de l'article 4 du présent Accord sont à la charge de l'Etat qui dans son intérêt envoie ses experts en mission ou demande la venue d'experts de l'autre Partie contractante.

Article 7. Les difficultés que pourrait soulever l'application du présent Accord et du protocole y affixé seront examinées par une Commission mixte.

La Commission sera composée de trois membres pour chaque pays, parmi lesquels doivent se trouver deux médecins vétérinaires d'Etat.

Les représentants de chaque pays pourront se faire accompagner par d'autres spécialistes.

La Commission se réunira dans un délai de deux mois après la convocation faite par l'une des Parties.

Les questions à propos desquelles la Commission mixte ne sera parvenue à un accord seront réglées par la voie diplomatique.

Article 8. Le présent Accord s'applique en ce qui concerne la République socialiste tchécoslovaque à son territoire national et en ce qui concerne le Royaume des Pays-Bas à la partie du Royaume située en Europe.

Article 9. 1. Le présent Accord n'affecte pas les droits et engagements que les Parties contractantes ont souscrit ou souscriront aux termes des autres accords internationaux.

2. Si une des Parties contractantes considère souhaitable la modification de toute disposition du présent Accord, elle pourra demander à l'autre Partie contractante des consultations à ce sujet. Celles-ci se réaliseront avant 60 jours à compter de la présentation de la demande. Si les organes compétents d'Etat se sont mis d'accord sur une modification du présent Accord, ils la proposeront aux Gouvernements respectifs.

3. Toute modification au présent Accord sera effectuée par un échange de notes entre les Parties contractantes.

Article 10. 1. Chacune des Parties contractantes notifiera à l'autre l'accomplissement des dispositions requises par sa constitution pour rendre applicable le présent Accord qui entrera en vigueur à la date de la dernière de ces notifications.

2. Le présent Accord restera en vigueur tant qu'aucune des Parties ne l'aura pas dénoncé par écrit avec un préavis de six mois.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Accord.

FAIT à Prague, le 4 juillet 1972 en deux exemplaires, en langue française.

Pour le Gouvernement
de la République socialiste
tchécoslovaque :

[Signed — Signé]¹

Pour le Gouvernement
du Royaume des Pays-Bas :

[Signed — Signé]²

¹ Signed by Bohuslav Večeřa — Signé par Bohuslav Večeřa.

² Signed by M. R. Froger — Signé par M. R. Froger.

P R O T O C O L E

CONCERNANT L'EXÉCUTION DE L'ARTICLE 2 DE L'ACCORD VÉTÉRINAIRE ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE TCHÉCOSLOVAQUE ET LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME DES PAYS-BAS

Article 1. Les conditions de l'article 2 de l'Accord vétérinaire sus-cité visent les animaux vivants et les produits d'origine animale suivants :

- solipèdes domestiques,
- bovins et porcins domestiques,
- ovins et caprins domestiques,
- volaille vivante de basse-cour (coqs, poules, canards, oies, dindes, dindons, pintades),
- poussins d'un jour et œufs à couver
- la viande et abats comestibles des animaux des espèces bovine, équine, porcine, ovine, et caprine, frais, réfrigérés, congelés ou surgelés,
- produits à base de viande, à base d'abats, et à base des autres parties comestibles de bovins, équins, porcins, ovins et caprins,
- volaille de consommation tuée, parties de volaille, abats comestibles de volaille et leurs produits, frais, réfrigérés, congelés, surgelés ou bien conservés d'une manière autorisée.

Les animaux vivants et les produits d'origine animale non compris dans le présent Protocole seront jugés conformément aux réglementations de chacune des Parties contractantes.

Article 2. Les passages de frontière approuvés pour le contrôle vétérinaire des produits visés dans l'Accord seront déterminés par chacune des Parties contractantes. Le bureau de douane par lequel l'envoi sera importé, sera déterminé dans le certificat vétérinaire.

Article 3. Les solipèdes se divisent en :

- a) solipèdes destinés à l'abattage,
- b) solipèdes destinés à la rente,
- c) solipèdes destinés à des buts sportifs, importés pour une durée maximum de 6 mois.

Le certificat vétérinaire peut être collectif pour les animaux de l'espèce destinés à l'abattage selon le modèle I; ce règlement n'est pas valable pour la catégorie *b* et *c*, le certificat vétérinaire devant être délivré pour ces catégories individuellement selon les modèles annexés II et III.

Les solipèdes visés sous catégorie *a* et *b* sont marqués à l'aide des plombs officiels fixés sur la crinière. Sur une face du plomb sera indiqué le pays d'origine, c'est-à-dire CS pour la République socialiste tchécoslovaque et NL pour le Royaume des Pays-Bas et sur l'autre face du plomb le numéro d'ordre.

Les caractéristiques de cette marque seront décrites sur le certificat vétérinaire.

L'importation des solipèdes de race pure destinés à la reproduction demeure soumise à la réglementation propre à chacune des Parties contractantes.

Article 4. Les bovins d'élevage et de rente, les porcins d'élevage et de rente doivent être accompagnés d'un certificat vétérinaire selon les modèles annexés IV et V. Les animaux doivent être munis des marques auriculaires officielles ou officiellement reconnues et numérotées. Les caractéristiques de ces marques sont indiquées sur le certificat vétérinaire.

Article 5. Les bovins et porcins de boucherie doivent être accompagnés d'un certificat vétérinaire conforme aux modèles annexés nos VI et VII.

Ces animaux doivent être marqués conformément aux conditions prévues dans l'article précédent, les caractéristiques de ces marques devant être indiquées sur le certificat vétérinaire.

Article 6. L'importation des ovins et caprins domestiques se fait conformément aux conditions vétérinaires qui seront déterminées d'un commun accord d'un cas à l'autre.

Article 7. Pour l'importation de la volaille de basse-cour, des poussins d'un jour et des œufs à couvrir, les conditions vétérinaires seront déterminées d'un cas à l'autre d'un commun accord.

Article 8. Les viandes, abats et graisses frais, réfrigérés ou congelés, des solipèdes domestiques et des animaux domestiques des espèces bovine, caprine, ovine et porcine doivent avoir été préparés dans des abattoirs et ateliers de découpe agréés par le pays importateur.

Les denrées précitées doivent faire l'objet d'un contrôle spécial assuré par les vétérinaires officiels.

Les animaux à partir desquels ces denrées ont été préparées ne doivent pas avoir été importés de pays à partir desquels la Partie contractante destinataire n'autorise pas l'entrée des animaux sur son territoire. Les organes compétents d'Etat se tiendront informés par lettre de la liste de ces pays.

En outre ces animaux ne doivent pas avoir fait l'objet d'un traitement à l'aide de produits de nature à affecter la qualité de la viande, tels que thyrostatiques, antibiotiques, œstrogènes (à des fins autres que thérapeutiques) et attendrisseurs.

Les denrées précitées ne peuvent être importées que sous forme :

- a) de parties pas plus petites que des quartiers,
- b) organes,
- c) graisse non fondue.

Néanmoins la viande de porc peut être importée aussi sous forme :

- a) de jambon, d'épaules entières et de régions dorso-lombaires avec os,
- b) de lard de dos et du ventre entier.

Les denrées doivent porter l'estampille et le numéro d'agrément de l'abattoir d'exportation certifiant que les denrées proviennent d'animaux qui ont subi le contrôle vétérinaire avant et après l'abattage et sont reconnus propres à la consommation humaine. Chaque quartier doit être muni de deux marques estampillées. Chaque organe, chaque partie de graisse non fondue et chaque autre partie doit être muni d'une marque estampillée indépendante; s'il s'agit de parties ou organes inestampillables, une étiquette doit être attachée et estampillée de la même manière.

La viande de porc doit être accompagnée d'une attestation du vétérinaire agréé par l'Etat, d'où il ressort que la viande a été examinée sur la trichine avec un résultat négatif ou bien d'une attestation certifiant que le pays exportateur est indemne de trichinose depuis plus de 3 ans.

La viande, les graisses, et les organes frais, réfrigérés, congelés et surgelés, doivent être accompagnés d'un certificat sanitaire conforme au modèle prévu à l'annexe VIII; pour ceux-ci provenant des espèces bovine, ovine, caprine ou porcine, le texte de ce document est complété par une attestation certifiant que la marchandise en question est faite à partir d'animaux qui ne proviennent pas d'une zone placée sous interdit pour cause de fièvre aphteuse, ou s'il s'agit de porcins pour cause de la maladie de Teschen, exanthème vésiculaire et en outre de la peste porcine.

Article 9. L'importation de produits à base de viande, à base d'abats ou d'autres parties comestibles sera réalisée conformément aux conditions vétérinaires déterminées d'un cas à l'autre d'un commun accord.

Article 10. L'importation de la volaille de consommation tuée, de parties de volaille, d'abats comestibles et de leurs produits frais, réfrigérés, congelés, surgelés se conformera aux conditions vétérinaires déterminées d'un cas à l'autre d'un commun accord.

Article 11. Les certificats vétérinaires faisant objet du présent Protocole doivent être rédigés en langue tchèque et française pour l'exportation de la République socialiste tchécoslovaque et en langues néerlandaise et française pour l'exportation du Royaume des Pays-Bas.

Article 12. Les animaux vivants et les produits d'origine animale précités peuvent être refoulés par le pays importateur lorsqu'ils ne remplissent pas les conditions prescrites par le présent Protocole.

Le motif du refoulement doit être inscrit sur le certificat vétérinaire par le vétérinaire officiel chargé par l'Etat.

En cas d'impossibilité de procéder à leur renvoi, les animaux seront abattus aux frais de l'importateur dans l'abattoir le plus proche de la frontière, désigné par le Service vétérinaire du pays importateur; les denrées seront détruites à l'atelier d'équarrissage le plus proche aux frais de l'importateur.

Dans ce cas le Service vétérinaire compétent du pays importateur avertira le plus tôt possible par télégramme le Service vétérinaire compétent du pays exportateur des mesures qu'il a prises et des circonstances qui les ont motivées. Le télégramme sera confirmé par un rapport détaillé.

Article 13. Les véhicules utilisés pour le transport des animaux vivants doivent être nettoyés et désinfectés avant le chargement et après le déchargement. Les Services vétérinaires compétents des Parties contractantes se communiqueront réciproquement les règlements en vigueur concernant la désinfection des moyens de transport.

Article 14. En cas de maladie contagieuse constatée sur le territoire d'une des Parties contractantes, l'autre Partie a le droit de prohiber ou de limiter pour la durée de la contagion, l'importation des animaux et de leurs produits ainsi que de tous les produits pouvant servir de véhicule à la contagion. Sous maladies contagieuses au sens de cet article s'entendent les maladies contagieuses figurant sur la liste A établie par l'Office international des épizooties.

ANNEXE N° 1

CERTIFICAT VÉTÉRINAIRE pour les solipèdes destinés à l'abattage

Pays de l'exportateur :

Ministère :

Service vétérinaire :

District :

I. Nombre d'animaux :

II. Identification des animaux :

<i>Numéro de suite</i>	<i>Signalement complet</i>	<i>Age selon la dentition</i>	<i>Plomb de crinière</i>
.....
.....
.....

III. Destination des animaux :

Les animaux sont expédiés de

(lieu d'expédition)

à

(pays et lieu de destination)

² par wagon ³ camion ³ avion ³

Nom et adresse de l'expéditeur

Nom et adresse du mandataire (le cas échéant)

Point de passage probable de la frontière (poste frontalier) au pays de destination

Nom et adresse du destinataire

IV. Garanties vétérinaires :

Le soussigné vétérinaire officiel⁴ certifie que les animaux désignés ci-dessus répondent aux conditions suivantes :

- a) les animaux exportés ont été soumis ce jour au contrôle vétérinaire et ne présentent aucun symptôme clinique de maladie,
- b) au jour de délivrance de l'attestation, l'exploitation où les animaux ont été maintenus ainsi que son entourage à un rayon de 10 kilomètres étaient indemnes d'anémie contagieuse, de morve et de dourine pendant les six derniers mois avant la date d'exportation,
- c) immédiatement avant l'embarquement les animaux n'ont pas été examinés sur la morve à la malléine.

V. Le présent certificat est valable 10 jours à partir de la date d'embarquement.

Fait à, le à heures.
(le jour d'embarquement)

Le vétérinaire officiel⁴

¹ Le Certificat vétérinaire ne peut être établi que pour le nombre d'animaux transportés dans le même wagon, camion ou avion, et qui sont expédiés par le même expéditeur et ont le même lieu de destination.

² Biffer la mention inutile.

³ Pour les wagons et les camions indiquer le numéro d'immatriculation et pour les avions le numéro de vol.

⁴ En Tchécoslovaquie : Médecin vétérinaire d'Etat
Aux Pays-Bas : *Districtsinspecteur*.

A N N E X E N° II

CERTIFICAT VÉTÉRINAIRE
pour les solipèdes destinés à la rente

Pays de l'exportateur :

Ministère :

Service vétérinaire :

District :

I. Identification de l'animal :

Race sexe âge selon la dentition plomb de crinière

autres marques ou caractéristiques

II. Origine de l'animal :

L'animal

— a été maintenu au moins 6 mois avant l'embarquement sur le territoire du pays de l'exportateur¹ est âgé de moins de 6 mois ou bien a été maintenu depuis sa naissance sur le territoire du pays de l'exportateur¹

III. Destination de l'animal :

L'animal est expédié de

(lieu d'expédition)

à
(pays et lieu de destination)

par wagon ^{1 2} camion ^{1 2} avion ^{1 2}

Nom et adresse de l'expéditeur

Nom et adresse de son mandataire (le cas échéant)

Point de passage probable de la frontière (poste frontalier) au pays de destination

Nom et adresse du destinataire

IV. Garanties vétérinaires :

Le soussigné vétérinaire officiel³ certifie que l'animal désigné ci-dessus répond aux conditions suivantes :

- a) dans un délai ne dépassant pas les 8 jours avant le chargement, l'animal a été examiné — avec un résultat négatif — sur la morve, par la méthode de l'épreuve sanguine de la fixation du complément,
- b) immédiatement avant le chargement l'animal a été soumis au contrôle vétérinaire qui n'a présenté aucun symptôme clinique de maladie,
- c) à l'endroit d'origine indiqué dans le certificat et dans un rayon de 10 kilomètres à partir de l'endroit où pendant une durée de 6 mois avant l'exportation l'animal avait été maintenu, aucun cas de morve ni d'anémie contagieuse ni de dourine n'avait été constaté pendant une période de 12 mois.

V. Ce certificat est valable 10 jours à partir de la date d'embarquement.

Fait à, le à heures.

(le jour d'embarquement)

Le vétérinaire officiel³

¹ Biffer la mention inutile.

² Pour les wagons et les camions indiquer le numéro d'immatriculation et pour les avions le numéro de vol.

³ En Tchécoslovaquie : Médecin vétérinaire d'Etat

Aux Pays-Bas : *Districtsinspecteur*.

A N N E X E N° III

CERTIFICAT VÉTÉRINAIRE

pour les solipèdes destinés aux buts sportifs
et importés pour une période de 6 mois au maximum

Pays de l'exportateur :

Ministère :

Service vétérinaire :

District :

I. Identification de l'animal :

Race sexe âge selon la dentition autres marques ou caractéristiques

II. Destination de l'animal :

L'animal sera expédié de

(lieu d'expédition)

à
(pays et lieu de destination)

par wagon ^{1 2} camion ^{1 2} avion ^{1 2}

Nom et adresse de l'expéditeur

Nom et adresse du mandataire (le cas échéant)

Point de passage probable de la frontière (poste frontalier) au pays de destination

Nom et adresse du destinataire

III. Garanties vétérinaires :

Le soussigné vétérinaire officiel³ certifie que l'animal désigné ci-dessus a été examiné ce jour et ne présente aucun symptôme clinique de maladie.

IV. Ce certificat est valable 10 jours à partir de la date d'embarquement.

Fait à, le à heures.
(le jour d'embarquement)

Le vétérinaire officiel³

¹ Biffer la mention inutile.

² Pour les wagons et les camions indiquer le numéro d'immatriculation et pour les avions le numéro de vol.

³ En Tchécoslovaquie : Médecin vétérinaire d'Etat
Aux Pays-Bas : *Districtsinspecteur*.

A N N E X E N° IV

CERTIFICAT VÉTÉRINAIRE
pour les bovins d'élevage ou de rente

Pays de l'exportateur :

Ministère :

Service vétérinaire :

District :

I. Nombre d'animaux :

II. Identification des animaux :

<i>No de série</i>	<i>Vache, génisse</i>	<i>Taureau, veau</i>	<i>Boeuf</i>	<i>Race</i>	<i>Age</i>	<i>Marques officielles, autres marques ou signalements (indiquer no et emplacement)</i>
.....
.....
.....

III. Provenance de l'animal — des animaux :

L'animal — les animaux

- a (ont) séjourné depuis au moins 6 mois avant le jour de l'embarquement sur le territoire du pays de l'exportateur²,
- âgé(s) de moins de 6 mois, a (ont) séjourné depuis sa (leur) naissance sur le territoire du pays de l'exportateur².

IV. Destination de l'animal — des animaux :

L'animal (Les animaux) sera (seront) expédiés de
 (lieu d'expédition)
 à
 (pays et lieu de destination)

par wagon ^{2 3} camion ^{2 3} avion ^{2 3}

Nom et adresse de l'expéditeur.....

Nom et adresse de son mandataire (le cas échéant)

Point de passage probable de la frontière (poste frontalier) au pays de destination

Nom et adresse du destinataire.....

V. Garanties vétérinaires :

Le soussigné vétérinaire officiel certifie que l'animal (les animaux) désigné(s) ci-dessus répond(ent) aux conditions suivantes :

a) Il(s) a (ont) été examiné(s) ce jour et ne présente(nt) aucun symptôme clinique de maladie.

b) Il(s) a (ont) été vacciné(s) dans le délai prescrit de 15 jours au moins et 4 mois au plus³ avant l'embarquement contre les types A, C, et O de fièvre aphteuse à l'aide d'un vaccin inactivé officiellement agréé et contrôlé².

c) Il(s) provient(ment) d'un cheptel bovin officiellement déclaré indemne de tuberculose. Le résultat de l'intradermotuberculination effectuée dans un délai de 30 jours a été négatif², ⁷.

d) Il(s) provient(ment) d'un cheptel bovin officiellement déclaré indemne de brucellose². La séro-agglutination pratiquée dans le délai de 30 jours³ a décelé un titre brucellique de moins de 30 unités inter./ml /2/, /8/; son (leur) sperme a été analysé au laboratoire et ne contient pas d'agglutinines brucelliques /2/, /9/.

e) Il(s) ne présent(ent) aucun signe clinique de mammite; la première analyse ni la seconde² — du lait pratiquée dans un délai de 30 jours³ n'a pas présenté d'aucuns microéléments indiquant des processus inflammatoire ni de germes pathogènes et ni lors de la deuxième analyse au laboratoire la présence d'antibiotiques^{2 10}.

f) Depuis au moins 12 mois³ le pays de l'exportateur est indemne de la peste bovine, de la fièvre aphteuse des types exotiques, de la péripneumonie bovine infectueuse, exanthème coital et depuis au moins 6 mois³ est indemne de la fièvre catarrhale du mouton et de stomatite vésiculaire infectueuse.

g) Pendant les derniers 30 jours³, l'animal a séjourné sur le territoire de l'Etat de l'exportateur dans une exploitation où pendant ladite période ni la rage, ni la TBC, ni la fièvre charbonneuse n'ont pas été constatées officiellement.

h) En outre, sur un rayon de 10 kilomètres autour de l'exploitation au cours des derniers 30 jours avant le chargement aucun cas de fièvre aphteuse n'avait été constaté et dans l'exploitation elle-même pendant 3 mois³ aucun cas de fièvre aphteuse ni de brucellose bovine n'a pas été officiellement constaté; depuis 1 an³ la leucose bovine et la paratuberculose n'y ont pas été constatées. Le contrôle sanguin sur la leucose effectué dans le délai de 30 jours³ a donné un résultat négatif.

i) Il a été acquis dans une exploitation et il a été transporté directement² — ou bien par l'endroit de rassemblement² de l'exploitation à l'endroit déterminé de l'embarquement sans entrer en contact avec d'autres animaux que des animaux d'élevage ou de rente des espèces bovine ou porcine qui ne répondent pas aux conditions prévues pour les échanges entre les

deux Parties Contractantes et ont été transportés dans des moyens de transport nettoyés et désinfectés préalablement y compris des outils auxiliaires. L'endroit du chargement est situé au centre d'une zone comme visée sous V, h.

VI. Le présent certificat est valable 10 jours à partir de la date d'embarquement.

Fait à, le à heures.
(le jour d'embarquement)

Le vétérinaire officiel⁴

¹ Un certificat vétérinaire collectif ne peut être établi que pour un groupe d'animaux transportés dans le même wagon, camion ou avion provenant de la même exploitation et ayant le même lieu de destination.

² Biffer la mention inutile.

³ Pour les wagons et les camions indiquer le numéro d'immatriculation et pour les avions le numéro de vol.

⁴ En Tchécoslovaquie : Médecin vétérinaire d'Etat

Aux Pays-Bas : *Districtsinspecteur*.

⁵ Ce délai se réfère au jour d'embarquement.

⁶ L'indication n'est nécessaire que pour les bovins âgés de plus de 4 mois.

⁷ L'indication n'est nécessaire que pour les bovins âgés de plus de 6 semaines.

⁸ L'indication n'est nécessaire que pour les bovins âgés de plus de 12 mois.

⁹ L'indication n'est nécessaire que pour les taureaux âgés de plus de 18 mois.

¹⁰ L'indication n'est nécessaire que pour les vaches laitières.

A N N E X E N^o V

CERTIFICAT VÉTÉRINAIRE pour les porcins d'élevage ou de rente

Pays de l'exportateur :

Ministère :

Service vétérinaire :

District :

I. Nombre d'animaux :

II. Identification des animaux :

Numéro de série

Porcs ou porcelets

*Marques auriculaires
officielles*

III. Provenance des animaux :

— les animaux ont été maintenus au moins 6 mois avant le jour de l'embarquement sur le territoire du pays de l'exportateur¹.

— les animaux âgés de moins de 6 mois ont été maintenus depuis leur naissance sur le territoire au pays de l'exportateur¹.

IV. Destination des animaux :

Les animaux seront expédiés de

(lieu d'expédition)

à

(pays et lieu de destination)

par wagon ^{1 2} camion ^{1 2} avion ^{1 2}

Nom et adresse de l'expéditeur

Nom et adresse du mandataire (le cas échéant)

Point de passage probable de la frontière (poste frontalier) au pays de destination

Nom et adresse du destinataire.....

V. Garanties vétérinaires :

Le soussigné vétérinaire officiel certifie que³ les animaux désignés ci-dessus répondent aux conditions suivantes :

a) Ils ont été examinés ce jour et aucun symptôme clinique de maladie n'a pas été relevé.
b) Ils proviennent d'un cheptel porcin qui est indemne de brucellose; la séroagglutination pratiquée dans le délai de 30 jours⁴ a présenté un titre inférieur à 30 unités intern./ml⁵.

c) Depuis au moins 12 mois⁴ le pays de l'exportateur est indemne de fièvre aphteuse du type exotique et de peste porcine africaine; au moins 6 mois d'exanthème vésiculaire. Que les animaux ont séjourné sur le territoire du pays exportateur les 40 jours précédant leur embarquement ou depuis leur naissance dans une exploitation où il n'a été constaté officiellement pendant une période de 12 mois aucun cas d'Encéphalomyélite enzootique porcine, et que cette exploitation d'origine n'est pas elle-même située dans une « zone infectée » d'Encéphalomyélite enzootique porcine; pendant 12 mois soit considérée comme « zone infectée » le rayon de 50 km autour du foyer infecté.

d) Au cours des derniers 30 jours⁴ les animaux ont été maintenus sur le territoire du pays de l'expéditeur dans une exploitation où pendant ladite période ni la rage ni la fièvre charbonneuse ont été constatées officiellement.

e) En outre, sur un rayon de 10 kilomètres autour de l'exploitation pendant les derniers 30 jours avant l'embarquement ni la fièvre aphteuse, ni la peste porcine et dans l'exploitation elle-même depuis 3 mois⁴ ni la fièvre aphteuse, ni la brucellose bovine, ni la brucellose porcine ni la peste porcine n'ont pas été constatées officiellement.

f) Les animaux ont été acquis dans une exploitation et transportés directement — ou en passant par le lieu de rassemblement¹ ou le lieu prévu pour le chargement, sans entrer en contact avec d'autres animaux d'élevage ou de rente, porcins ou bovins, qui ne répondent pas aux conditions prévues pour les échanges entre les deux Parties Contractantes et ont été transportés dans des moyens de transport y compris les outils auxiliaires préalablement nettoyés et désinfectés. Le lieu de chargement se trouve au centre d'une zone comme visée sous V,e.

VI. Ce certificat est valable 10 jours à partir de la date d'embarquement.

Fait à , le à heures.
(le jour d'embarquement)

Le vétérinaire officiel³

¹ Biffer la mention inutile.

² Pour les wagons et les camions indiquer le numéro d'immatriculation et pour les avions le numéro de vol.

³ En Tchécoslovaquie : Médecin vétérinaire d'Etat
Aux Pays-Bas : *Districtinspecteur*.

⁴ Ce délai se réfère au jour du chargement.

⁵ La séro-agglutination n'est pratiquée que pour les porcs dont le poids dépasse 25 kilogrammes.

⁶ Un certificat vétérinaire collectif ne peut être établi que pour un groupe d'animaux transportés dans un même wagon, camion ou avion, provenant de la même exploitation et ayant le même lieu de destination.

A N N E X E N° VI

CERTIFICAT VÉTÉRINAIRE pour les bovins de boucherie

Pays de l'exportateur :
Ministère :
Service vétérinaire :

District :

I. Nombre d'animaux :

II. Identification des animaux :

No de série	Vache, génisse,	Taureau, veau	Bœuf	Marques auriculaires officielles
.....				
.....				
.....				

III. Provenance des animaux :

Les animaux

- ont été maintenus au moins 3 mois avant le chargement sur le territoire du pays exportateur³
- âgés de moins de 3 mois, ont été maintenus depuis leur naissance sur le territoire du pays exportateur³.

IV. Destination des animaux :

Les animaux seront expédiés de

(lieu d'expédition)

à

(pays et lieu de destination)

par wagon ^{3 4} camion ^{3 4} avion ^{3 4}

Nom et adresse de l'expéditeur

Nom et adresse du mandataire (le cas échéant)

Point de passage probable de la frontière (poste frontalier) au pays de destination

Nom et adresse du destinataire

V. Garanties vétérinaires :

Le soussigné vétérinaire officiel⁵ certifie que les animaux ci-dessus désignés répondent aux conditions suivantes :

a) Ils ont subi l'inspection vétérinaire le jour de l'embarquement et ne présentent aucun symptôme clinique de maladie.

b) Ils ont été vaccinés dans le délai prescrit de 15 jours au moins et 4 mois au plus⁷ contre la fièvre aphteuse du type A, O et C à l'aide d'un vaccin inactivé officiellement agréé et contrôlé^{3 6}.

c) Ils proviennent d'un cheptel bovin officiellement reconnu indemne de TBC ou ne proviennent pas d'un cheptel bovin officiellement reconnu indemne de TBC, mais la tuberculination intradermale pratiquée dans le délai de 30 jours⁷ était négative^{3 6}.

d) Proviennent d'un cheptel bovin officiellement reconnu indemne de brucellose.

e) Il ne s'agit pas d'animaux destinés à l'élimination dans le cadre du programme national pour l'éradication des maladies contagieuses.

f) Depuis au moins 12 mois⁷ le pays de l'exportateur est indemne de peste bovine, de fièvre aphteuse du type exotique, de péripneumonie bovine infectieuse et d'exanthème coital et au moins 6 mois⁷ de fièvre catarrhale du mouton et de stomatite vésiculaire contagieuse.

g) Au cours des derniers 30 jours⁷ les animaux ont été maintenus sur le territoire de

l'Etat de l'exportateur dans une exploitation où pendant ladite période la rage et la fièvre charbonneuse n'ont pas été officiellement constatées.

h) En outre, sur un rayon de 10 kilomètres autour de l'exploitation pendant les derniers 30 jours avant le chargement aucun cas de fièvre aphteuse et pendant 3 mois⁷ dans l'exploitation elle-même aucun cas de fièvre aphteuse ni de brucellose bovine n'ont pas été constatés officiellement.

i) Les animaux ont été acquis dans une exploitation et ont été transportés directement — ou en passant par le lieu de rassemblement³ de l'exploitation — à l'endroit prévu pour le chargement sans entrer en contact avec d'autres animaux que les animaux de boucherie, bovins ou porcins, qui ne répondent pas aux conditions prévues pour les échanges entre les deux Parties Contractantes et ont été transportés dans les moyens de transport nettoyés et désinfectés à l'avance y compris des outils auxiliaires. Le lieu de chargement est situé au centre d'une zone comme visée sous V, h.

VI. Le présent certificat est valable 10 jours à partir de la date d'embarquement.

Fait à, le à heures.
(le jour d'embarquement)

Le vétérinaire officiel⁵

¹ Un certificat vétérinaire collectif ne peut être établi que pour un groupe d'animaux transportés dans un seul wagon, camion ou avion, provenant du même expéditeur et ayant le même lieu de destination.
² Bovins de boucherie : bovins destinés à être conduits directement à l'abattoir sitôt arrivés dans le pays destinataire.
³ Biffer la mention inutile.
⁴ Pour les wagons et les camions indiquer le numéro d'immatriculation et pour les avions le numéro de vol.
⁵ En Tchécoslovaquie : Médecin vétérinaire d'Etat
Aux Pays-Bas : *Districtinspecteur*.
⁶ Il n'y a pas lieu de fournir les indications du point V. alinéas b, c et d de ce certificat lorsqu'il s'agit de veaux de moins de 4 mois.
⁷ Ce délai se réfère au jour d'embarquement.

A N N E X E N° VII

CERTIFICAT VÉTÉRINAIRE¹
pour les porcins de boucherie²

Pays de l'exportateur :
Ministère :
Service vétérinaire :
District :

I. Nombre d'animaux :
II. Identification des animaux :

<i>Numéro de série</i>	<i>Porcs ou porcelets</i>	<i>Marques auriculaires officielles</i>
.....		
.....		
.....		

III. Provenance des animaux :

Les animaux

- ont été maintenus au moins 3 mois avant le jour de l'embarquement sur le territoire de l'Etat exportateur³
- âgés de moins de 3 mois, ont séjourné depuis leur naissance sur le territoire de l'Etat exportateur³.

IV. Destination des animaux :

Les animaux seront expédiés de

(lieu d'expédition)

à

(pays et lieu de destination)

par wagon^{3 4} camion^{3 4} avion^{3 4}

Nom et adresse de l'expéditeur

Nom et adresse du mandataire (le cas échéant)

Point de passage probable de la frontière (poste frontalier) au pays de destination

Nom et adresse du destinataire

V. Garanties vétérinaires :

Le soussigné vétérinaire officiel⁵ certifie que les animaux désignés ci-dessus répondent aux conditions suivantes :

a) Ils ont subi l'inspection vétérinaire le jour de l'embarquement et ne présentent aucun symptôme clinique de maladie.

b) Il ne s'agit pas d'animaux destinés à l'élimination dans le cadre du programme national pour l'éradication des maladies contagieuses porcines.

c) Pendant au moins 12 mois⁶ le pays de l'exportateur est indemne de fièvre aphteuse du type exotique, de la peste porcine africaine, et pendant au moins 6 mois⁶ de l'exanthème vésiculaire.

Que les animaux ont séjourné sur le territoire du pays exportateur les 40 jours précédant leur embarquement ou depuis leur naissance, dans une exploitation où il n'a été constaté officiellement pendant une période de 12 mois aucun cas d'Encéphalomyélite enzootique porcine, et que cette exploitation d'origine n'est pas elle-même située dans une «zone infectée» d'Encéphalomyélite enzootique porcine; pendant 12 mois soit considérée comme «zone infectée» le rayon de 50 km autour du foyer infecté.

d) Pendant les derniers 30 jours l'animal était maintenu sur le territoire du pays de l'exportateur dans une exploitation, où au cours de ladite période aucun cas de rage ni de fièvre charbonneuse n'a été officiellement constaté,

e) En outre, sur un rayon de 10 kilomètres autour de l'exploitation aucun cas de fièvre aphteuse ni de peste porcine n'a été constaté officiellement pendant les 30 derniers jours avant l'embarquement et pendant 3 mois⁶ dans les exploitations elles-mêmes ni la fièvre aphteuse, ni la brucellose bovine, ni la brucellose porcine ni la peste porcine n'ont été constatées officiellement.

f) Les animaux ont été transportés directement — ou par les lieux de rassemblement³ de l'exploitation à l'endroit prévu pour le chargement sans entrer en contact avec d'autres animaux que des bovins ou porcins de boucherie qui ne répondent pas aux conditions prévues pour les échanges entre les deux Parties Contractantes et ont été transportés dans des moyens de transport préalablement nettoyés et désinfectés y compris des outils auxiliaires. L'endroit du chargement est situé au centre d'une zone comme visée sous V, e.

VI. Le présent certificat est valable 10 jours à partir de la date d'embarquement.

Fait à , le à heures.
(le jour d'embarquement)

Le vétérinaire officiel¹

¹ Un certificat vétérinaire collectif ne peut être établi que pour un groupe d'animaux transportés dans un seul wagon, camion ou avion, provenant du même expéditeur et ayant le même lieu de destination.

² Porcins de boucherie : porcins destinés à l'abattage immédiatement après l'arrivée dans le pays de destination.

³ Biffer la mention inutile.

⁴ Pour les wagons et les camions indiquer le numéro d'immatriculation et pour les avions le numéro de vol.

⁵ En Tchécoslovaquie : Médecin vétérinaire d'Etat

Aux Pays-Bas : *Districtinspecteur*.

⁶ Ce délai se réfère au jour d'embarquement.

A N N E X E N° VIII

CERTIFICAT DE SALUBRITÉ pour la viande fraîche¹

Pays de l'exportateur :
Ministère :
Service vétérinaire :
District :

I. Identification de la viande :

Viande de
(espèce d'animal)

Caractéristique des pièces (parties)

Caractéristique de l'emballage

Nombre de pièces ou d'unités d'emballage

Poids net

II. Provenance de la viande

Adresse et numéro d'agrément vétérinaire de l'abattoir agréé par le pays importateur

Adresse et numéro d'agrément vétérinaire de l'atelier de découpe agréé par le pays importateur

III. Destination de la viande

La viande est expédiée de
(lieu d'expédition)

à
(pays et lieu de destination)

par le moyen de transport suivant²

Nom et adresse de l'expéditeur

Nom et adresse du destinataire

IV. Garanties sanitaires :

Le soussigné, vétérinaire officiel⁴, certifie :

- a) que la viande désignée ci-dessus³ — que l'emballage de la viande désignée ci-dessus³ — est muni d'une estampille certifiant que la totalité de la viande provient d'animaux abattus dans un abattoir agréé;

- b) que la viande est reconnue propre à la consommation humaine; cette attestation avait été établie à la suite d'une inspection vétérinaire effectuée conformément aux prescriptions du pays importateur valables pour les échanges de viande fraîche;
- c) que cette viande provient à partir d'animaux qui ne proviennent pas d'une région placée sous interdit pour cause de fièvre aphteuse, peste porcine, la maladie de Teschen et exanthème vésiculaire porcin, et s'il s'agit de viande de porc;
- d) que la viande avait été découpée dans un atelier de découpe agréé¹;
- e) qu'elle a été — n'a pas été — soumise à un examen trichinoscopique²;
- f) 1) que les viandes faisant l'objet de l'expédition portent l'estampille prouvant que les viandes proviennent en totalité d'animaux abattus dans des abattoirs officiellement agréés et reconnus sains avant et après l'abattage;
- 2) que ces abattoirs ne sont pas situés dans une «zone infectée» d'Encéphalomyélite enzootique porcine;
- 3) que ces viandes sont celles d'animaux ne provenant pas d'une «zone infectée» d'Encéphalomyélite enzootique porcine;
- g) que les moyens de transport ainsi que les conditions de chargement de cet envoi correspondent aux modalités hygiéniques prévues par les prescriptions précitées du Pays importateur.

Fait à, le à heures.
(le jour d'embarquement)

Le vétérinaire officiel⁴

¹ Viande fraîche, dans le sens de la directive mentionnée sous IV, b, du présent certificat, toutes les parties propres à la consommation humaine des animaux domestiques des types suivants: bovins, porcins, ovins, caprins et solipèdes dont les parties n'ont subi aucun traitement influençant la stabilité; comme viande fraîche est aussi considérée la viande réfrigérée, congelée ou surgelée.

² Pour les wagons et les camions indiquer le numéro d'immatriculation et pour les avions le numéro de vol.

³ Biffer la mention inutile.

⁴ En Tchécoslovaquie : Médecin vétérinaire d'Etat
Aux Pays-Bas : *Rijkskeurmeester*.

[TRANSLATION — TRADUCTION]

VETERINARY AGREEMENT¹ BETWEEN THE GOVERNMENT OF
THE CZECHOSLOVAK SOCIALIST REPUBLIC AND THE GOV-
ERNMENT OF THE KINGDOM OF THE NETHERLANDS

The Government of the Czechoslovak Socialist Republic and the Government of the Kingdom of the Netherlands,

Desiring to increase co-operation in the veterinary field with a view to reducing the threat to human health and to the development of stock-raising caused by animal diseases and to facilitating exchanges of animals and products of animal origin,

Have agreed as follows:

Article 1. 1. The Contracting Parties shall co-operate in the import, export and transit of animals, products and raw materials of animal origin and forage, with a view to preventing the possibility of introducing disease into the territory of the two States.

2. The Contracting Parties shall facilitate exchanges of animals and products of animal origin. They shall undertake the import, export and transit of animals, products and raw materials of animal origin and forage, after prior approval by the competent State veterinary services.

Article 2. The veterinary health conditions for the import of live animals and products of animal origin from the territory of one Contracting Party into the territory of the other shall be set forth in the protocol annexed to this Agreement.

Article 3. The competent State organs shall, at least once a month, exchange health bulletins containing statistics on contagious animal diseases.

They shall also communicate to each other all information on veterinary matters which might be of interest to them.

Article 4. 1. The Contracting Parties shall facilitate:

- (a) Co-operation with regard to veterinary research, co-operation between the laboratories of the State veterinary services and exchange of results;
- (b) Exchange of veterinary experts of the two countries with a view to being informed about the health of animals and to collecting all useful information concerning the activities of the competent State veterinary services.

2. The competent State organs may also jointly prepare co-operation plans covering a given period.

Article 5. The competent State organs shall correspond directly on questions concerning the implementation of this Agreement and shall be empowered to modify the protocol annexed to this Agreement.

The modifications shall be confirmed by an exchange of diplomatic notes and shall take effect on the date of such exchange.

Article 6. The expenses arising out of the implementation of article 4 of this

¹ Came into force on 12 April 1973, the date of the last of the notifications by which the Contracting Parties informed each other of the fulfilment of the procedures required under their respective constitutions, in accordance with article 10 (1).

Agreement shall be borne by the State which in its interest sends its experts to, or requests the sending of experts from, the other Contracting Party.

Article 7. Any difficulties arising from the implementation of this Agreement and the attached protocol shall be examined by a Joint Commission.

The Commission shall be composed of three members from each country, among whom two State veterinarians shall be included.

The representatives of each country may be accompanied by other experts.

The Commission shall meet within two months after being convened by one of the Parties.

Questions on which the Joint Commission does not agree shall be settled through the diplomatic channel.

Article 8. This Agreement shall apply with regard to the Czechoslovak Socialist Republic to its national territory and with regard to the Kingdom of the Netherlands to the part of the Kingdom situated in Europe.

Article 9. 1. This Agreement shall not affect the rights and obligations which the Contracting Parties have assumed or may assume under other international agreements.

2. If one of the Contracting Parties considers it desirable to modify any provision of this Agreement, it shall request consultations on the matter with the other Contracting Party. Such consultations shall be held within 60 days from the date of the submission of the request. If the competent State organs agree on a modification of this Agreement, they shall submit it to the respective Governments.

3. Any modification of this Agreement shall be effected by means of an exchange of notes between the Contracting Parties.

Article 10. 1. Each Contracting Party shall notify the other of the fulfilment of the procedures required by its constitution to render applicable this Agreement, which shall enter into force on the date of the latest notification.

2. This Agreement shall remain in force until denounced in writing by either Party giving six months' notice.

IN WITNESS WHEREOF, the undersigned, being duly authorized thereto, have signed this Agreement.

DONE at Prague, on 4 July 1972 in duplicate in the French language.

For the Government
of the Czechoslovak
Socialist Republic:
[BOHUSLAV VEČEŘA]

For the Government
of the Kingdom
of the Netherlands:
[M. R. FROGER]

PROTOCOL

CONCERNING THE IMPLEMENTATION OF ARTICLE 2 OF THE VETERINARY AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE CZECHOSLOVAK SOCIALIST REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF THE KINGDOM OF THE NETHERLANDS

Article 1. The provisions of article 2 of the above-mentioned Veterinary Agreement shall apply to live animals and products from the following animals:

- Domestic solid-hoofed animals,
- Domestic cattle and pigs,
- Domestic sheep and goats,
- Live poultry (cocks, hens, ducks, geese, turkey, guinea-fowl),
- Day-old chicks and eggs for incubation,
- Meat and edible offal of cattle, horses, pigs, sheep and goats, whether fresh, chilled, frozen or deep-frozen,
- Products derived from meat, offal, or other edible parts of cattle, horses, pigs, sheep and goats,
- Slaughtered poultry for consumption, poultry parts, edible offal of poultry and products thereof, whether fresh, chilled, frozen, deep-frozen or preserved in an authorized manner.

Live animals and products of animal origin not included in this Protocol shall be judged in accordance with the regulations of each Contracting Party.

Article 2. Frontier points approved for the veterinary control of products referred to in the Agreement shall be designated by each Contracting Party. The customs office through which the consignment is to be imported shall be specified in the veterinary certificate.

Article 3. Solid-hoofed animals shall be categorized as follows:

- (a) Solid-hoofed animals intended for slaughter,
- (b) Solid-hoofed animals intended for production,
- (c) Solid-hoofed animals intended for sporting purposes imported for less than 6 months.

The veterinary certificate for animals of this species intended for slaughter may be collective, according to model I; this regulation shall not apply to categories (b) and (c), for which the veterinary certificate must be issued individually, according to models II and III in the annex.

Solid-hoofed animals in categories (a) and (b) shall be marked with official lead seals on the mane. One side of the seal will indicate the country of origin, i.e. CS for the Czechoslovak Socialist Republic and NL for the Kingdom of the Netherlands, and the other side of the seal will indicate the serial number.

The characteristics of the marker shall be described in the veterinary certificate.

The import of thoroughbred solid-hoofed animals for breeding shall remain subject to the respective regulations of each Contracting Party.

Article 4. Cattle for breeding and production and pigs for breeding and production must be accompanied by a veterinary certificate according to models IV and V in the annex. The animals must have official or officially recognized and numbered earmarks. The characteristics of these earmarks shall be described in the veterinary certificate.

Article 5. Cattle and pigs for slaughter must be accompanied by a veterinary certificate according to models VI and VII in the annex.

These animals must be marked in accordance with the provisions of the previous article, and the characteristics of the earmarks must be described in the veterinary certificate.

Article 6. The import of domestic sheep and goats shall be effected in accordance with the veterinary conditions agreed upon on a case-by-case basis.

Article 7. For the import of poultry, day-old chicks and eggs for incubation, the veterinary conditions shall be agreed upon on a case-by-case basis.

Article 8. Meat, offal and fat from domestic solid-hoofed animals and domestic animals of the bovine, caprine, ovine and porcine species, whether fresh, chilled or frozen, must have been prepared in slaughter-houses and butchering shops certified by the importing country.

The aforementioned products shall be subject to a special control by veterinary officers.

The animals from which these products come must not have been imported from countries from which the Contracting Party of destination does not authorize the import of animals. The competent State organs shall inform each other by letter of the list of such countries.

Furthermore, these animals must not have undergone treatment whereby the quality of the meat might be affected by such products as thyreostatic, antibiotic or oestrogenic substances (used for other than therapeutic reasons) and tenderizers.

The aforementioned products may be imported only in the following forms:

- (a) Parts no smaller than quarters,
- (b) Organs,
- (c) Unrendered fat.

However, meat from pigs may also be imported in the following forms:

- (a) Ham, whole shoulders and dorso-lumbar regions with bones,
- (b) Back-fat and whole stomachs.

The products must bear the stamp and official number of the export slaughter-house which certifies that the products come from animals which were subject to veterinary control before and after slaughter and are judged fit for human consumption. Each quarter must have two stamps. Each organ, each part of unrendered fat and every other part must have a separate stamp; in the case of parts or organs which cannot be stamped, a label must be attached and stamped in the same way.

Meat from pigs must be accompanied by a certificate issued by a State-approved veterinarian showing that the meat has been examined for trichina with negative results or alternatively by a certificate to the effect that the exporting country has been free from trichinosis for more than 3 years.

Meat, fat and organs, whether fresh, chilled, frozen or deep-frozen, must be accompanied by a health inspection certificate in accordance with model VIII in the annex; for such products coming from the bovine, ovine, caprine or porcine species, this document shall be accompanied by a certificate stating that the goods in question come from animals which did not originate in an area quarantined for foot-and-mouth disease, or in the case of pigs Teschen disease, vesicular exanthema and also swine fever.

Article 9. The import of products derived from meat, offal and other edible parts shall be conducted in accordance with veterinary conditions agreed upon on a case-by-case basis.

Article 10. The import of slaughtered poultry for consumption, poultry parts, edible offal and products thereof, whether fresh, chilled, frozen or deep-frozen, shall be conducted in accordance with veterinary conditions agreed upon on a case-by-case basis.

Article 11. The veterinary certificates to which this Protocol applies must be drawn up in the Czech and French languages for exports from the Czechoslovak Socialist Republic and in the Dutch and French languages for exports from the Kingdom of the Netherlands.

Article 12. Live animals and the aforementioned products of animal origin may be refused clearance by the importing country when they do not satisfy the conditions laid down in this Protocol.

The grounds for refusing clearance shall be given in the veterinary certificate by the State veterinary officer.

Should their return prove impossible, the animals shall be slaughtered at the expense of the importer in the slaughter-house which is nearest to the frontier, designated by the veterinary service of the importing country; the products shall be destroyed at the nearest knacker's yard at the expense of the importer.

In such a case, the competent veterinary service of the importing country shall inform the

competent veterinary services of the exporting country by telegram as quickly as possible of the measures taken and the circumstances leading to those measures. The telegram shall be followed by a detailed report.

Article 13. Vehicles used for the carriage of live animals must be cleaned and disinfected before loading and after unloading. The competent veterinary services of the Contracting Parties shall inform each other of the regulations in force as regards disinfecting means of transport.

Article 14. If a contagious disease is detected in the territory of one Contracting Party, the other Party has the right to prohibit or limit, for the duration of the contagion, the import of animals and their products, and of all products which might serve as carriers of contagion. For the purposes of this article, contagious diseases means the contagious diseases specified in list A compiled by the International Office of Epizootics.

A N N E X I

VETERINARY CERTIFICATE for solid-hoofed animals intended for slaughter

Country of exporter:
Ministry:
Veterinary service:
District:

- I. Number of animals:
II. Identification of animals:

<i>Serial number</i>	<i>Complete description</i>	<i>Age as indicated by dentition</i>	<i>Lead seal on mane</i>
.....
.....
.....

- III. Description of animals:

The animals are being sent from
(place of loading)

to
(country and place of destination)

² by wagon ³ by lorry ³ by air ³

Name and address of consignor

Name and address of consignor's agent (where applicable)

Likely point of frontier crossing (frontier post) into the country of destination

Name and address of consignee

- IV. Attestation of veterinary officer:

I, the undersigned veterinary officer⁴ hereby certify that the animals described above satisfy the following conditions:

- (a) The exported animals have on this day been subjected to veterinary control and do not exhibit any clinical symptoms of disease;
- (b) As of the date of issue of this certificate, the farm on which the animals were kept and the surrounding area within a radius of 10 kilometres were free from contagious anaemia, glanders and dourine during the 6 months prior to the date of export;
- (c) A mallein test for glanders was not administered to the animals immediately before loading.

IV. This certificate is valid for 10 days from the date of loading.

Done at, on at o'clock.
(date of loading)

Veterinary officer ³

¹ The veterinary certificate may be issued only for groups of animals conveyed in the same wagon, lorry or aircraft and dispatched by the same consignor to the same place of destination.

² Cross out any material which does not apply.

³ Indicate the registration number of wagons and lorries and the flight number in the case of shipment by air.

⁴ In Czechoslovakia: State Veterinarian
In the Netherlands: District Inspector.

A N N E X I I

VETERINARY CERTIFICATE for solid-hoofed animals intended for production

Country of exporter:

Ministry:

Veterinary service:

District:

I. Identification of animal:

Breed sex age as indicated by dentition lead
seal on mane other distinguishing marks or characteristics

II. Origin of the animal:

The animal

— Has been kept for at least 6 months before loading in the territory of the country of the exporter¹

— Is less than 6 months old or has been kept since birth in the territory of the country of the exporter¹

III. Destination of the animal :

The animal is being shipped from
(place of loading)

to
(country and place of destination)

by wagon ^{1 2} by lorry ^{1 2} by air ^{1 2}

Name and address of consignor

Name and address of consignor's agent (where applicable)

Likely point of frontier crossing (frontier post) into the country of destination

Name and address of consignee.....

IV. Attestation of veterinary officer:

I, the undersigned veterinary officer³ hereby certify that the animal described above satisfies the following conditions:

- (a) The animal was examined for glanders not more than 8 days prior to loading by means of a complement fixation test and the result was negative,
- (b) Immediately before loading the animal underwent veterinary control and was found to exhibit no clinical symptoms of disease,
- (c) There has been no recorded case of glanders, infectious anaemia or dourine for 12 months in the place of origin indicated in the certificate, where the animal was kept for six months before being exported, and within a radius of ten kilometres thereof.

V. This certificate is valid for 10 days from the date of loading.

Done at, on at o'clock.
(date of loading)

Veterinary officer ³

¹ Cross out any material which does not apply.
² Indicate the registration number of wagons and lorries and the flight number in the case of shipment by air.
³ In Czechoslovakia: State Veterinarian
 In the Netherlands: District Inspector.

A N N E X III

VETERINARY CERTIFICATE
for solid-hoofed animals intended for sporting purposes
and imported for a maximum period of six months

Country of exporter:
Ministry:
Veterinary services:
District:

I. Identification of animal:
Breed sex age as indicated by dentition
other distinguishing marks or characteristics

II. Destination of animal:
The animal will be shipped from
(place of loading)
to
(country and place of destination)
by wagon ^{1 2} by lorry ^{1 2} by air ^{1 2}

Name and address of consignor
Name and address of consignor's agent (where applicable)
Likely point of frontier crossing (frontier post) into the country of destination

Name and address of consignee

III. Attestation of veterinary officer
I, the undersigned veterinary officer³ hereby certify that the animal described above has this day been examined and has been found to exhibit no clinical symptoms of disease.

IV. This certificate is valid for 10 days from the date of loading.

Done at , on at o'clock.
(date of loading)

Veterinary officer ³

¹ Cross out any material which does not apply.

² Indicate the registration number of wagons and lorries and the flight number in the case of shipment by air.

³ In Czechoslovakia: State Veterinarian
In the Netherlands: District Inspector.

A N N E X I V

VETERINARY CERTIFICATE
for cattle for breeding or production

Country of exporter:
Ministry:
Veterinary service:
District:

I. Number of animals:

II. Identification of animals:

<i>Serial No.</i>	<i>Cow, heifer</i>	<i>Bull, calf</i>	<i>Ox</i>	<i>Breed</i>	<i>Age</i>	<i>Official brands, other marks or distinctive features (indicate number and location)</i>
.....						
.....						
.....						

III. Origin of animal or animals:

The animal(s)

- has (have) remained in the territory of the country of the exporter² for at least 6 months prior to the date of loading,
- is (are) less than 6 months old and has (have) remained since birth in the territory of the country of the exporter²

IV. Destination of animal(s):

The animal(s) will be shipped from
(place of loading)

to
(country and place of destination)

by wagon ^{2 3} by lorry ^{2 3} by air ^{2 3}

Name and address of consignor

Name and address of consignor's agent (where applicable)

Likely point of frontier crossing (frontier post) into the country of destination.

Name and address of consignee

V. Attestation of veterinary officer:

I, the undersigned veterinary officer, hereby certify that the animal(s) described above satisfies (satisfy) the following conditions:

(a) It (they) has (have) on this day been examined and exhibit(s) no clinical symptom of disease.

(b) It (they) has (have) been vaccinated within the prescribed period of at least 15 days and no more than 4 months⁵ before loading against types A, C, and O of foot-and-mouth disease through the administration of an officially approved and controlled inactivated vaccine.²

(c) The herd from which it (they) comes (come) has been officially declared to be free from tuberculosis. The result of an intracutaneous tuberculin test administered not more than 30 days earlier⁵ was negative.^{2 7}

(d) It (they) is (are) from a herd which has been officially declared to be free from brucellosis.²

An agglutination test for brucellosis administered not more than 30 days earlier⁵ gave a reading of less than 30 i.u./ml;^{2 8} its (their) sperm has been subjected to laboratory analysis and has been found not to contain brucellosis agglutinins.^{2 9}

(e) It (they) does (do) not exhibit any clinical signs of mastitis; neither a first nor second analysis² of milk carried out not more than 30 days earlier⁵ revealed the presence of micro-organisms indicative of inflammation or the presence of pathogenic bacteria; the second laboratory analysis did not reveal the presence of antibiotics.^{2 10}

(f) The country of the exporter has, for at least 12 months⁵ been free from rinderpest, exotic types of foot-and-mouth disease, infectious bovine pleuropneumonia and coital exanthema, and for at least 6 months⁵ free from blue tongue and infectious vesicular stomatitis.

(g) The animal has remained on a farm in the territory of the State of the exporter for the preceding 30 days⁵ during which time there were no officially recorded cases of rabies, TB or anthrax.

(h) Furthermore, within a radius of 10 kilometres of the farm no case of foot-and-mouth disease was recorded within 30 days of loading, and on the farm itself, no case of foot-and-mouth disease or bovine brucellosis has been officially recorded for 3 months.⁵ There was no case of bovine leukosis or paratuberculosis on the farm for 1 year.⁵ The result of a blood test for leukosis carried out not more than 30 days earlier⁵ was negative.

(i) The animal was obtained on a farm and has been conveyed directly² or through a collection station² from the farm to the agreed place of loading without coming into contact with animals other than cattle or pigs for breeding or production which do not meet the requirements laid down for exchanges between the two Contracting Parties; the vehicles used to convey the animals and all auxiliary equipment were cleaned and disinfected prior to shipment. The place of loading is situated within the area envisaged in section V, *h* above.

VI. This certificate is valid for 10 days from the date of loading.

Done at, on at o'clock.
(date of loading)

Veterinary officer ⁴

- ¹ A collective veterinary certificate may be issued only for groups of animals originating on the same farm and conveyed in the same wagon, lorry or aircraft to the same place of destination.
- ² Cross out any material which does not apply.
- ³ Indicate the registration number of wagons and lorries and the flight number in the case of shipment by air.
- ⁴ In Czechoslovakia: State Veterinarian
In the Netherlands: District Inspector.
- ⁵ Calculated from the date of loading.
- ⁶ Necessary only for cattle over 4 months of age.
- ⁷ Necessary only for cattle over 6 weeks of age.
- ⁸ Necessary only for cattle over 12 months of age.
- ⁹ Necessary only for bulls over 18 months of age.
- ¹⁰ Necessary only for dairy cows.

A N N E X V

VETERINARY CERTIFICATE
for pigs for breeding or production

Country of the exporter:
Ministry:
Veterinary service:
District:

I. Number of animals:

II. Identification of animals:

<i>Serial No.</i>	<i>Pigs or piglets</i>	<i>Official earmarks</i>
-------------------	------------------------	--------------------------

III. Origin of animals:

- The animals have been kept for at least 6 months prior to the date of shipment in the territory of the country of the exporter¹
- Animals under 6 months of age have been kept from birth in the territory of the country of the exporter.¹

IV. Destination of the animals:

The animals will be shipped from
(place of loading)

to
(country and place of destination)

by wagon ^{1 2} by lorry ^{1 2} by air ^{1 2}

Name and address of consignor

Name and address of consignor's agent (where applicable)

Likely point of frontier crossing (frontier post) into the country of destination.

Name and address of initial consignee

IV. Attestation of veterinary officer:

I, the undersigned veterinary officer hereby certify³ that the animals described above satisfy the following conditions:

(a) They have been inspected on this day and found to exhibit no clinical symptoms of disease.

(b) They are from a brucellosis-free herd; an agglutination test administered not more than 30 days earlier⁴ gave a reading of less than 30 i.u./ml.^{1 5}

(c) The country of the exporter has been free from exotic types of foot-and-mouth disease and African swine fever for at least 12 months⁴ and from vesicular exanthema for at least 6 months. The animals remained in the territory of the country of the exporter during the 40 days preceding loading or from birth on a farm where no case of porcine infectious encephalomyelitis has been officially recorded for 12 months. Moreover, the farm of origin is not situated in an "area infected" with porcine infectious encephalomyelitis. An "area infected" shall be taken to mean the area within a radius of 50 kilometres of the centre of infection for a period of 12 months.

(d) During the past 30 days⁴ the animals have been kept in the territory of the consignor's country on a farm where, during the period in question, there was no officially recorded case of rabies or anthrax.

(e) Moreover, during the 30 days before shipment, within a radius of 10 kilometres of the farm, there was no officially recorded case of foot-and-mouth disease or swine fever, and for 3 months⁴ on the farm itself, there was no officially recorded case of foot-and-mouth disease, bovine brucellosis, porcine brucellosis or swine fever.

(f) The animals were obtained on a farm and were conveyed directly — or through a collection station¹ — to the place designated for loading, without coming into contact with other pigs or cattle for breeding or production which do not meet the requirements laid down for exchanges between the two Contracting Parties; the vehicles used to convey the animals and all auxiliary equipment were cleaned and disinfected prior to shipment. The place of loading is situated within the area envisaged in section V, e above.

VI. This certificate is valid for 10 days from the date of loading.

Done at, on at o'clock.
(date of loading)

Veterinary officer ³

¹ Cross out any material which does not apply.

² Indicate the registration number of wagons and lorries and the flight number in the case of shipment by air.

³ In Czechoslovakia: State Veterinarian

In the Netherlands: District Inspector.

⁴ Calculated from the date of shipment.

⁵ The agglutination test is administered only in the case of pigs weighing more than 25 kilogrammes.

⁶ A collective veterinary certificate may be issued only for groups of animals originating on the same farm and conveyed in the same wagon, lorry or aircraft to the same place of destination.

ANNEX VI

VETERINARY CERTIFICATE
for cattle for slaughter²

Country of exporter:
Ministry:
Veterinary service:
District:

- I. Number of animals:
- II. Identification of animals:

<i>Serial no.</i>	<i>Cow, heifer</i>	<i>Bull, calf</i>	<i>Ox</i>	<i>Official earmarks</i>
.....				
.....				
.....				

III. Origin of animals:

The animals

- have been kept for at least 3 months prior to shipment in the territory of the exporting country³
- are under 3 months of age, and have been kept since birth in the territory of the exporting country.³

IV. Destination of animals:

The animals will be shipped from
(place of loading)

to
(country and place of destination)

by wagon ^{3 4} by lorry ^{3 4} by air ^{3 4}

Name and address of consignor

Name and address of consignor's agent (where applicable)

Likely point of frontier crossing (frontier post) into the country of destination.....

Name and address of consignee.....

V. Attestation of Veterinary officer:

I, the undersigned veterinary officer⁵ hereby certify that the animals described above satisfy the following conditions:

- (a) They have undergone a veterinary inspection on the day of shipment and do not exhibit any clinical symptoms of disease.
- (b) They have been vaccinated in the prescribed period of at least 15 days and no more than 4 months⁷ against types A, O and C of foot-and-mouth disease through the administration of an officially approved and controlled inactivated vaccine.^{3 6}
- (c) They are from a herd which has been officially declared free from TB or, alternatively, they do not come from such a herd but the result of an intracutaneous tuberculin test administered not more than 30 days earlier⁷ was negative.^{3 6}
- (d) They are from a herd that has been officially declared free from brucellosis.

(e) They are not animals that have been designated for elimination under the national programme for the eradication of contagious diseases.

(f) The country of the exporter has been free for at least 12 months⁷ from rinderpest, exotic types of foot-and-mouth disease, infectious bovine pleuropneumonia and coital exanthema and for at least 6 months⁷ from blue tongue and contagious vesicular stomatitis.

(g) The animals have been kept on a farm in the territory of the State of the exporter for the past 30 days, during which time there has been no officially recorded case of rabies or anthrax.

(h) Furthermore, within a radius of 10 kilometres of the farm, no case of foot-and-mouth disease was recorded within 30 days of loading, and on the farm itself, no case of foot-and-mouth disease or bovine brucellosis has been officially recorded for 3 months.⁷

(i) The animals were obtained on a farm and were conveyed directly—or through a collection station³ from the farm to the place designated for loading without coming into contact with animals other than cattle or pigs for slaughter which do not meet the conditions laid down for exchanges between the two Contracting Parties; the vehicles used to convey the animals and all auxiliary equipment were cleaned and disinfected prior to shipment. The place of loading is situated within the area envisaged in section V, *h* above.

VI. This certificate is valid for 10 days from the date of shipment.

Done at, on at o'clock.
(date of loading)

Veterinary officer ⁵

¹ A collective veterinary certificate may be issued only for groups of animals originating with the same consignor and conveyed in the same wagon, lorry or aircraft to the same place of destination.

² Cattle for slaughter: those intended to be taken directly to the slaughter-house immediately upon arrival in the country of destination.

³ Cross out any material which does not apply.

⁴ Indicate the registration number of wagons and lorries and the flight number in the case of shipment by air.

⁵ In Czechoslovakia: State Veterinarian

In the Netherlands: District Inspector.

⁶ The information requested in section V, *b*, *c* and *d* of this certificate need not be provided in the case of calves under 4 months of age.

⁷ Calculated from the date of shipment.

A N N E X VII

VETERINARY CERTIFICATE for pigs for slaughter²

Country of the exporter:

Ministry:

Veterinary service:

District:

I. Number of animals:

II. Identification of animals:

<i>Serial no.</i>	<i>Pigs or piglets</i>	<i>Official earmarks</i>
.....		
.....		
.....		

III. Origin of animals:

The animals

- have been kept for at least 3 months prior to shipment in the territory of the exporting State³
- are under 3 months of age, and have remained since birth in the territory of the exporting country.³

IV. Destination of animals:

The animals will be shipped from
(place of loading)

to
(country and place of destination)

by wagon ^{3 4} by lorry ^{3 4} by air ^{3 4}

Name and address of consignor

Name and address of consignor's agent (where applicable)

Likely point of frontier crossing (frontier post) into the country of destination.....

Name and address of consignee

V. Attestation of veterinary officer:

I, the undersigned veterinary officer⁵ hereby certify that the animals described above satisfy the following conditions:

(a) They have undergone a veterinary inspection on the day of shipment and do not exhibit any clinical symptoms of disease.

(b) They are not animals that have been designated for elimination under the national programme for the eradication of contagious diseases of the porcine species.

(c) The country of the exporter has been free from exotic types of foot-and-mouth disease and African swine fever for at least 12 months;⁶ and from vesicular exanthema for at least 6 months.⁶

The animals remained in the territory of the country of the exporter during the 40 days preceding loading or from birth on a farm where no case of porcine infectious encephalomyelitis has been officially recorded for 12 months. Moreover, the farm of origin is not situated in an "area infected" with porcine infectious encephalomyelitis. An "infected area" shall be taken to mean the area within a radius of 50 kilometres of the centre of infection for a period of 12 months.

(d) During the past 30 days the animal has been kept in the territory of the country of the exporter on a farm where, during the period in question, there was no officially recorded case of rabies or anthrax.

(e) Moreover, during the 30 days before shipment, within a radius of 10 kilometres of the farm, there was no officially recorded case of foot-and-mouth disease or swine fever, and for 3 months⁶ on the farm itself, there was no officially recorded case of foot-and-mouth disease, bovine brucellosis, porcine brucellosis or swine fever.

(f) The animals were conveyed directly—or through a collection station³ to the place designated for loading, without coming into contact with animals other than cattle or pigs for slaughter which does not meet the requirements laid down for exchanges between the two Contracting Parties; the vehicles used to convey the animals and all auxiliary equipment were cleaned and disinfected prior to shipment. The place of loading is situated within the area envisaged in section V, e above.

VI. This certificate is valid for 10 days from the date of loading.

Done at, on at o'clock.
(date of loading)

Veterinary officer ⁵

- ¹ A collective veterinary certificate may be issued only for groups of animals originating with the same consignor and conveyed in the same wagon, lorry or aircraft to the same place of destination.
- ² Pigs for slaughter: those intended to be slaughtered immediately upon arrival in the country of destination.
- ³ Cross out any material which does not apply.
- ⁴ Indicate the registration number of wagons and lorries and the flight number in the case of shipment by air.
- ⁵ In Czechoslovakia: State Veterinarian
In the Netherlands: District Inspector.
- ⁶ Calculated from the date of loading.

A N N E X VIII

HEALTH INSPECTION CERTIFICATE
for fresh meat

Country of exporter:
Ministry:
Veterinary service:
District:

I. Identification of meat

Meat of
(animal species)

Description of pieces (parts)

Description of packaging

Number of pieces or packaging units

Net weight

II. Origin of meat

Address and veterinary identification of the slaughter-house approved by the importing country

Address and veterinary identification number of butchering shop approved by the importing country

III. Destination of meat

The meat is being shipped from
(place of loading)

to
(country and place of destination)

by the following means of transport'

Name and address of consignor

Name and address of consignee

IV. Guarantee of sanitary condition

I, the undersigned official veterinary officer⁴ hereby certify that:

- (a) The meat described above³ — the packaging of the meat described above³ — bears a stamp certifying that the meat has been taken entirely from animals slaughtered in an approved slaughter-house;
- (b) The meat has been declared fit for human consumption following a veterinary inspection carried out in accordance with the requirements of the importing country governing the sale of fresh meat;
- (c) This meat has been taken from animals which did not originate in an area quarantined for foot-and-mouth disease, swine fever, Teschen disease or porcine vesicular exanthema, and in the case of pork;
- (d) The meat has been butchered in an approved butchering shop;³
- (e) A test for trichinosis has — has not³ — been performed;
- (f) (1) The meats being shipped have been stamped to indicate that they have been taken entirely from animals slaughtered in officially approved slaughter-houses which have been certified as sanitary both before and after slaughtering;
- (2) The slaughter-houses in question are not situated in an "area infected" with porcine infectious encephalomyelitis;
- (3) The meats have been taken from animals not originating in an "area infected" with porcine infectious encephalomyelitis;
- g) The means of transport and the conditions in which the consignment was loaded meet the above-mentioned hygienic requirements of the importing country.

Done at, on at o'clock.

(date of loading)

Veterinary officer ⁴

¹ For the purposes of section IV, *b*, of this certificate, fresh meat shall be taken to mean all the parts fit for human consumption of the following types of domestic animals: animals of the bovine, porcine, ovine, caprine and solid-hoofed species, the parts of which have not been processed in any way which might influence stability; chilled, frozen or deep-frozen meat shall also be considered to be fresh meat.

² Indicate the registration number of wagons and lorries and the flight number in the case of shipment by air.

³ Cross out any material which does not apply.

⁴ In Czechoslovakia: State Veterinarian
In the Netherlands: State Food and Drug Inspector.

No. 13230

**MONGOLIA
and
CZECHOSLOVAKIA**

**Treaty of friendship and co-operation. Signed at Ulan Bator
on 18 June 1973**

Authentic texts: Mongolian and Czech.

Registered by Mongolia on 22 April 1974.

**MONGOLIE
et
TCHÉCOSLOVAQUIE**

**Traité d'amitié et de coopération. Signé à Onlan-Bator le 18
juin 1973**

Textes authentiques : mongol et tchèque.

Enregistré par la Mongolie le 22 avril 1974.

[MONGOLIAN TEXT — TEXTE MONGOL]

БҮГД НАЙРАМДАХ МОНГОЛ АРД УЛС, БҮГД НАЙРАМДАХ СОЦИАЛИСТ ЧЕХОСЛОВАК УЛСЫН ХООРОНДЫН НАЙРАМДАЛ, ХАМТЫН АЖИЛЛАГААНЫ ТУХАЙ ГЭРЭЭ

Бүгд Найрамдах Монгол Ард Улс, Бүгд Найрамдах Социалист Чехословак Улс,

Бүгд Найрамдах Монгол Ард Улс, Бүгд Найрамдах Социалист Чехословак Улсын хоорондын ах дүүгийн найрамдал, бүх талын хамтын ажиллагаа болон нөхөр ёсоор харилцан туслах харилцааг хэлбэрэлтгүй хөгжүүлэн гүнзгийрүүлэхийг тус хоёр орны ард түмэн чин сэтгэлээсээ эрмэлзэж байгааг удирдлага болгон,

марксизм-ленинизм, социалист интернационализмын хөдлөшгүй зарчимд тулгуурласаи хоёр орны хоороидын найрамдалт харилцаа нь монгол, чехословакийн ард түмний амин чухал эрх ашнг болон социалист хамтын нөхөрлөлний эрх ашигт бүрэн дүүрэн нийцэж байгаад гүнээ итгэн,

ард түмний баатарлаг хүчин чармайлт, шургуу хөдөлмөрөөр байлдан олсон социалист ололт амжилтыг харилцан дэмжих, бататган хамгаалах, мөн түүнчлэн дэлхийн социалист хамтын нөхөрлөлний нэгдэл, иягтралыг бүхнй л талаар зузаатган бэхжүүлэх явдал бол нийт социалист орнуудын интернационалч үүрэг мөн гэдгийг ухамсарлаи,

нийгмний янз бүрийн байгуулал бүхий улс гүрэнтэй эих тайвнаар ээрэгцэн орших бодлогыг тууштай явуулж, Нэгдсэн Үндэстний Байгууллагын зорилго, зарчмын дагуу Европ, Ази тив болон даян дэлхийд энх тайван, аюулгүй байдлыг хангахад бүх талаар тус дөхөм үзүүлэх шийдвэр төгс байгаагаа илэрхийлэн,

хоёр орны хооронд эдийн засгийн талаар нягт хамтран ажиллах нь социалист эдийн засгийн интеграцыг цаашид хөгжүүлж боловсронгуй болгох, Эдийн Засгийн Харилцан Туслах Зөвлөлний гишүүн услуудын эдийн засгийн хөгжлийн түвшинг аажмаар ойртуулан жигдрүүлэх зорилтод бүрэн нийцэж байна гэж үзэн,

хоёр улсын хоорондын найрамдалт харилцааг хөгжүүлэхэд Бүгд Найрамдах Монгол Ард Улс, Бүгд Найрамдах Чехословак Улсын хооронд 1957 оны дөрөвдүгээр сарын 8-нд байгуулсан найрамдал, хамтын ажиллагааны тухай Гэргээний гүйцэтгэсэн үүргийг өндөөр үнэлэн үзэж,

өнгөрсөн хугацаанд тус хоёр улсын хоорондын харилцаанд хуримталсан туршлага, хамтын ажиллагааны бүтээлч үр дүн болон мөн хугацаанд дэлхий дахинд гарсан их өөрчлөлтийг харгалзан үзэж,

энэхүү Гэрээг байгуулахаар шийдэж дор дурдсан зүйлсийг хэлэлцэн тохиров. Үүнд:

Нэгдүгээр зүйл. Хэлэлцэн тохирогч Эрхэм хоёр Этгээд монгол, чехословакийн ард түмний ах дүүгийн найрамдлыг социалист интернационализмын зарчмын дагуу цаашид цуцалтгүй багатган бэхжүүлж, төрний

бүрэн эрхт байдал, тусгаар тогтнолыг хүндэтгэх, тэгш эрх, бие биеийн дотоот хэрэгт үл оролцохд үндсэн дээр бүх талын хамтын ажиллагаа, харилцан туслах харилцааг хөгжүүлэх болно.

Хоёрдугаар зүйл. Хэлэлцэн Тохирогч Эрхэм хоёр Этгээд нөхөр ёсоор харилцан туслах, харилцан ашигтай байх болон олон улсын социалист хөдөлмөрийн хуваарийн зарчимд тулгуурлан хоёр орны хооронд эдийн засаг, шинжлэх ухаан-техникийн хамтын ажиллагааг хэлбэрэлтгүй хөгжүүлэн гүнзгийрүүлнэ. Энэ зорилгын үүднээс хоёр Этгээд Эдийн Засгийн Харилцан Туслах Зөвлөлийн гишүүн орнуудын хоорондын олон талт хамтын ажиллагааг дэмжин хөгжүүлж, Эдийн Засгийн Харилцан Туслах Зөвлөлийн хүрээнд хамтын ажиллагааг цаашид гүнзгийрүүлэн боловсронгуй болгож социалист эдийн засгийн интеграцыг хөгжүүлэх цогцолбор программыг хэрэгжүүлэх журмаар гишүүн орнуудын эдийн засгийн хөгжлийн түвшинг ойртуулж жигдрүүлэхэд бүх талаар тус дөхөм үзүүлэх болио.

Гуравдугаар зүйл. Хэлэлцэн Тохирогч Эрхэм хоёр Этгээд тус хоёр орны хооронд соёл, шинжлэх ухаан, боловсрол, эрүүлийг хамгаалах, утга зохиол, урлаг, хэвлэл, радио, телевиз, кино, тойрон аялал, биеийн тамир, спорт болон бусад салбарт холбоо харилцаагаа улам өргөтгөж туршлага солилцох явдлыг хөгжүүлнэ.

Дөрөвдүгээр зүйл. Хэлэлцэн Тохирогч Эрхэм хоёр Этгээд хоёр улсын төрийн болон албан, олон нийтийн байгууллагуудын хооронд хамтын ажиллагаа, шууд холбоо харилцаа тогтоон хөгжүүлэх нь Бүгд Найрамдах Монгол Ард Улс, Бүгд Найрамдах Социалист Чехословак Улсын ард түмнийг ойр дотно болгож, тэднийг тус хоёр орны амьдрал, шинэ нийгэм байгуулж байгаа туршлагатай харилцан танлцуулах чухал хэрэглүүр мөн гэж үзэн өргөнөөр дэмжинэ.

Тавдугаар зүйл. Хэлэлцэн Тохирогч Эрхэм хоёр Этгээд дэлхийн бүх хувьсгалт, дэвшилт хүчний гол түшиг тулгуур болсон социалист хамтын нөхөрлөлийн нэгдэл, нягтралыг зузаатгаж бэхжүүлэх талаар бүхий л хүчин чармайлтаа гаргаана.

Зургадугаар зүйл. Хэлэлцэн Тохирогч Эрхэм хоёр Этгээд нийгмийн янз бүрийн байгуулал бүхий улсуудтай энх тайвнаар зэрэгцэн орших бодлого тууштай явуулах бөгөөд Нэгдсэн Үндэстний Байгууллагын Дүрмийн зарчмын дагуу даян дэлхийн энх тайван, аюулгүй байдлыг бэхжүүлэх үйлст тус дөхөм үзүүлнэ. Хоёр Этгээд империалист түрэмгийллийг сэрэмжлэн зайлуулах, олон улсын хурцадмал байдлыг намжаах, зэвсгээр хөөцөлдөхийг зогсоох, зэвсгийг бүх нийтээр бүрэн хураах явдлыг хэрэгжүүлэх, колоничлолыг бүх хэлбэр, илрэлээр нь бүрэн устгах талаар хүчин чармайлт гаргахын дээр колонийн дарлалаас чөлөөлөгдөж тусгаар тогтнол, нийгмийн дэвшлийн замд орсон ард түмэнд дэмжлэг үзүүлж байна.

Долдугаар зүйл. Хэлэлцэн Тохирогч Эрхэм хоёр Этгээд улс гүрний хооронд найрсаг хамтын ажиллагааг хөгжүүлж Европ болон Ази тивд аюулгүй байдлын зохистой систем тогтоохын төлөө шургуу чармайлт гарган ажиллана.

Наймдугаар зүйл. Хэлэлцэн Тохирогч Эрхэм хоёр Этгээд тус хоёр улсын болон даян дэлхийн энх тайван, аюулгүй байдлын эрх ашгийг хөндсөн олон улсын чухал чухал асуудлаар санал, мэдээлэл солилцож байр сууриа зохицуулан зөвлөлдөж байна.

Есдүгээр зүйл. Энэхүү Гэрээний үндсэн дээр түүнийг хэрэгжүүлэн биелүүлэх зорилгоор хоёр Этгээдийн Засгийн газар, төрийн болон албан,

олон нийтийн байгууллагын хооронд тодорхой гэрээ хэлэлцээр байгуулж байна.

Аравдугаар зүйл. Энэхүү Гэрээ нь Хэлэлцэн Тохирогч Эрхэм хоёр Этгээдийн дагаи мөрдөж байгаа хоёр болон олон талт гэрээ хэлэлцээрээр хүлээсэн үүргийг хөндөхгүй.

Арван нэгдүгээр зүйл. Энэхүү Гэрээг 20 жилийн хугацаагаар байгуулж байгаа бөгөөд Хэлэлцэн Тохирогч Эрхэм хоёр Этгээдийн аль нэг нь дурдсан хугацааг дуусахаас 12 сарын өмнө уг Гэрээг цуцлахаа бичгээр мэдэгдэхгүй бол энэ Гэрээний хүчин төгөлдөр байх хугацаа арав арван жилээр аяндаа сунгагдаж байх болно.

Энэхүү Гэрээ батлагдах бөгөөд батламж жуух бичгүүдийг Прага хотноо ойрын хугацаанд солилцсон өдрөөс хүчин төгөлдөр болно.

Энэхүү Гэрээг 1973 оны зургадугаар сарын 18-ны өдөр Улаанбаатар хотноо монгол, чех хэлээр тус бүр хоёр хувь үйлдсэн бөгөөд хоёр эх нь адил хүчинтэй байна.

Бүгд Найрамдах Монгол
Ард Улсыг
Төлөөлж:

[Signed — Signé]¹

Бүгд Найрамдах Социалнст
Чехословак Улсыг
Төлөөлж:

[Signed — Signé]²

[Signed — Signé]³

¹ Signed by Yumzhaagyn Tsendenbal— Signé par Yumzhaagyn Tsendenbal.

² Signed by Gustáv Husák— Signé par Gustáv Husák.

³ Signed by Lubomír Strougal— Signé par Lubomír Strougal.

[CZECH TEXT — TEXTE TCHÉQUE]

SMLOUVA O PŘÁTELSTVÍ A SPOLUPRÁCI MEZI MONGOLSKOU LIDOVOU REPUBLIKOU A ČESKOSLOVENSKOU SOCIALISTICKOU REPUBLIKOU

Mongolská lidová republika a Československá socialistická republika, vedeny upřímným přáním lidu obou zemí neustále rozvíjet a prohlubovat vztahy bratrského přátelství, všestranné spolupráce a vzájemné soudružské pomoci mezi Mongolskou lidovou republikou a Československou socialistickou republikou,

hluboce přesvědčeny, že přátelské vztahy mezi oběma zeměmi, založené na neochvějných zásadách marxismu-leninismu a socialistického internacionalismu, plně odpovídají životním zájmům mongolského a československého lidu a slouží zájmům socialistického společenství,

uznávající, že vzájemná podpora, upevňování a ochrana socialistických vymožeností, jichž bylo dosaženo hrdinným úsilím a obětavou prací lidu každé země, jakož i všemožné upevňování jednoty a semknutosti světového socialistického společenství, jsou společnou internacionální povinností socialistických zemí,

rozhodnuty všemožně přispívat k zajištění míru a bezpečnosti v Evropě, Asii a v celém světě na základě důsledného provádění politiky mírového soužití států s různými sociálními zřízeními a v souladu s cíli a zásadami Charty Organizace spojených národů,

majíce za to, že těsná hospodářská spolupráce mezi oběma zeměmi plně odpovídá cílům a úkolům dalšího rozvoje a zdokonalování socialistické ekonomické integrace, postupného sblížování a vyrovnávání úrovně ekonomického rozvoje členských států Rady vzájemné hospodářské pomoci,

vysoce oceňující úlohu Smlouvy o přátelství a vzájemné spolupráci mezi Mongolskou lidovou republikou a Československou republikou z 8. dubna 1957 v rozvoji přátelských vztahů mezi oběma státy,

berouce v úvahu dosažené zkušenosti a plodné výsledky vzájemné spolupráce mezi oběma státy v uplynulých letech a přihlížejíce též k velkým změnám, ke kterým došlo za tuto dobu ve světě,

rozhodly se uzavřít tuto smlouvu a dohodly se takto:

Článek 1. Vysoké smluvní strany budou v souladu se zásadami socialistického internacionalismu i nadále stále upevňovat bratrské přátelství mezi mongolským a československým lidem, rozvíjet vztahy všestranné spolupráce a vzájemné pomoci mezi oběma státy na základě respektování státní svrchovanosti a nezávislosti, rovnoprávnosti a nevměšování do vnitřních záležitostí.

Článek 2. Vysoké smluvní strany budou neochvějně rozvíjet a prohlubovat hospodářskou a vědecko-technickou spolupráci mezi oběma zeměmi, opírajíce se o zásady soudružské vzájemné pomoci, vzájemné výhodnosti a mezinárodní socialistické dělby práce. V tomto duchu budou strany podporovat a rozvíjet mnohostrannou spolupráci mezi členskými státy Rady vzájemné hospodářské pomoci, všemožně přispívat k sblížování a vyrovnávání úrovně jejich ekonomického rozvoje uskutečňováním Komplexního programu dalšího prohlubování a

zdokonalování spolupráce a rozvoje socialistické ekonomické integrace v rámci Rady vzájemné hospodářské pomoci.

Článek 3. Vysoké smluvní strany budou i nadále rozvíjet a rozšiřovat styky a výměnu zkušeností mezi oběma zeměmi v oblasti kultury a vědy, školství, zdravotnictví, literatury, umění, tisku, rozhlasu, televize, filmu, turistiky, tělesné výchovy a sportu a v jiných oblastech.

Článek 4. Vysoké smluvní strany budou povzbuzovat rozvoj spolupráce a přímých styků mezi státními orgány, institucemi a společenskými organizacemi obou zemí jako důležitý prostředek pro sblížení národů Mongolské lidové republiky a Československé socialistické republiky a vzájemné poznávání života a zkušeností při budování nové společnosti v obou zemích.

Článek 5. Vysoké smluvní strany budou vynakládat veškeré úsilí za účelem všemožného upevnění jednoty a semknutosti světového socialistického společenství— hlavní opory všech revolučních a pokrokových sil světa.

Článek 6. Vysoké smluvní strany budou důsledně uskutečňovat politiku mírového soužití států s různým společenským zřízením a v souladu se zásadami Charty Organizace spojených národů budou přispívat k upevnění mezinárodního míru a bezpečnosti v celém světě. Strany budou vynakládat veškeré úsilí k odvrácení imperialistické agrese, ke zmírnění mezinárodního napětí, zastavení závodů ve zbrojení a dosažení všeobecného a úplného odzbrojení, k úplné likvidaci kolonialismu ve všech jeho formách a projevech, jakož i poskytovat podporu národům, jež se osvobodily z koloniální nadvlády a nastoupily cestu nezávislého rozvoje a sociálního pokroku.

Článek 7. Vysoké smluvní strany budou důrazně usilovat o to, aby napomáhaly rozvoji přátelské spolupráce mezi státy a vytvoření účinných systémů bezpečnosti jak v Evropě, tak v Asii.

Článek 8. Vysoké smluvní strany si budou vyměňovat názory a informace, sjednocovat svá stanoviska a radit se o důležitých mezinárodních otázkách, dotýkajících se zájmů obou států i míru a bezpečnosti v celém světě.

Článek 9. Na základě této smlouvy a za účelem jejího plnění budou uzavírány konkrétní smlouvy a dohody mezi vládami, státními orgány, institucemi a organizacemi obou stran.

Článek 10. Tato smlouva se nedotýká závazků vysokých smluvních stran, vyplývajících z dvoustranných a mnohostranných smluv a dohod.

Článek 11. Tato smlouva se uzavírá na dobu dvaceti let a bude se automaticky prodlužovat pokaždé na další desetileté období, jestliže ji žádná z vysokých smluvních stran písemně nevyhoví dvanáct měsíců před uplynutím příslušného období platnosti.

Tato smlouva podléhá ratifikaci a vstoupí v platnost dnem výměny ratifikačních listin, která bude provedena v Praze v době co nejkratší.

DĀNO v Ulánbátaru dne 18 června 1973 ve dvou vyhotoveních, každé v jazyce mongolském a českém, přičemž obě znění mají stejnou platnost.

Za Mongolskou lidovou
republiku:

[Signed—Signé]¹

Za Československou
socialistickou republiku:

[Signed—Signé]²

[Signed—Signé]³

¹ Signed by Yumzhaagyn Tsedenbal—Signé par Yumzhaagyn Tsedenbal.

² Signed by Gustáv Husák—Signé par Gustáv Husák.

³ Signed by Lubomír Strougal—Signé par Lubomír Strougal.

[TRANSLATION — TRADUCTION]

TREATY¹ OF FRIENDSHIP AND CO-OPERATION BETWEEN THE MONGOLIAN PEOPLE'S REPUBLIC AND THE CZECHOSLOVAK SOCIALIST REPUBLIC

The Mongolian People's Republic and the Czechoslovak Socialist Republic,
Prompted by the sincere desire of the peoples of the two countries to develop and intensify constantly the relations of fraternal friendship, all-round co-operation and mutual comradesly assistance between the Mongolian People's Republic and the Czechoslovak Socialist Republic,

Profoundly convinced that friendly relations between the two countries, based on the unshakable principles of Marxism-Leninism and socialist internationalism, are fully in keeping with the vital interests of the Mongolian and Czechoslovak peoples and serve the interests of the socialist community,

Recognizing that it is the common international duty of the socialist countries mutually to support, strengthen and defend the socialist gains achieved through the heroic efforts and selfless labour of the people of each country and to strengthen in every way the unity and solidarity of the world socialist community,

Determined to contribute in every possible way to the safeguarding of peace and security in Europe, in Asia and throughout the world through the consistent pursuit of a policy of peaceful coexistence between States with different social systems and in accordance with the purposes and principles of the Charter of the United Nations,

Believing that close economic co-operation between the two countries is fully in keeping with the aims and tasks of the further development and improvement of socialist economic integration and of ensuring that the levels of economic development of the States members of the Council for Mutual Economic Assistance are gradually brought closer together and equalized,

Noting with satisfaction the role played by the Treaty of Friendship and Co-operation of 8 April 1957² between the Mongolian People's Republic and the Czechoslovak Republic in the development of friendly relations between the two States,

Bearing in mind the experience gained and the fruitful results achieved in the course of co-operation between the two States in past years and having regard to the major changes which have taken place in the world during that time,

Have decided to conclude this Treaty and have agreed as follows:

Article 1. The High Contracting Parties shall, in accordance with the principles of socialist internationalism, continue to strengthen constantly the fraternal friendship between the Mongolian and Czechoslovak peoples and to develop relations of all-round co-operation and mutual assistance between the two States on the basis of respect for State sovereignty and independence, equal rights and non-interference in each other's internal affairs.

¹ Came into force on 5 February 1974 by the exchange of the instruments of ratification, which took place in Prague, in accordance with article 11.

² United Nations, *Treaty Series*, vol. 501, p. 171.

Article 2. The High Contracting Parties shall steadfastly develop and intensify economic, scientific and technical co-operation between the two countries on the basis of the principles of comradely mutual assistance, mutual benefit and the international socialist division of labour. The Parties shall, in that spirit, support and develop comprehensive co-operation between the States members of the Council for Mutual Economic Assistance and shall in every way assist in bringing closer together and equalizing the levels of their economic development by implementing the Complex Programme for the further intensification and improvement of co-operation and the development of socialist economic integration within the framework of the Council for Mutual Economic Assistance.

Article 3. The High Contracting Parties shall continue to develop and expand contacts and the exchange of experience between the two countries in culture and science, education, health, literature, art, the press, radio, television, the cinema, tourism, physical education and sports, and other fields.

Article 4. The High Contracting Parties shall encourage the development of co-operation and direct contacts between the State organs, institutions and public organizations of the two countries as an important means of bringing the peoples of the Mongolian People's Republic and the Czechoslovak Socialist Republic closer together and making them better acquainted with each other's life and experience in the building of a new society in the two countries.

Article 5. The High Contracting Parties shall make every effort to strengthen in every way the unity and solidarity of the world socialist community, which is the main support of all revolutionary and progressive forces in the world.

Article 6. The High Contracting Parties shall consistently pursue a policy of peaceful coexistence between States with different social systems and shall, in accordance with the principles of the Charter of the United Nations, help to strengthen international peace and security throughout the world. The Parties shall make every effort to prevent imperialist aggression, reduce international tension, halt the arms race and achieve general and complete disarmament, bring about the complete elimination of colonialism in all its forms and manifestations, and provide support to peoples which have freed themselves from colonial domination and set out on the path of independent development and social progress.

Article 7. The High Contracting Parties shall earnestly endeavour to promote the development of friendly co-operation between States and the creation of effective security systems in both Europe and Asia.

Article 8. The High Contracting Parties shall exchange views and information, co-ordinate their positions and consult together on important international questions affecting the interests of the two States and of peace and security throughout the world.

Article 9. Pursuant to this Treaty and with a view to its implementation, specific treaties and agreements shall be concluded between the Governments, State organs, institutions and organizations of the two Parties.

Article 10. This Treaty shall not affect obligations of the High Contracting Parties deriving from bilateral and multilateral treaties and agreements.

Article 11. This Treaty is concluded for a term of 20 years and shall be automatically extended for successive 10-year terms unless one of the High Contracting Parties denounces it in writing 12 months before the expiry of the current term.

This Treaty is subject to ratification and shall enter into force on the date of the exchange of the instruments of ratification, which shall take place in Prague as soon as possible.

DONE at Ulan Bator on 18 June 1973, in duplicate in the Mongolian and Czech languages, both texts being equally authentic.

For the Mongolian
People's Republic:

[YUMZHAAGYN TSEDENBAL]

For the Czechoslovak
Socialist Republic:

[GUSTÁV HUSÁK]

[LUBOMÍR STROUGAL]

[TRADUCTION—TRANSLATION]

TRAITÉ¹ D'AMITIÉ ET DE COOPÉRATION ENTRE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE MONGOLE ET LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE TCHÉCOSLOVAQUE

La République populaire mongole et la République socialiste tchécoslovaque, Animées par le désir sincère des peuples des deux pays de développer et d'intensifier constamment les relations d'amitié fraternelle, de coopération dans tous les domaines et d'assistance mutuelle amicale entre la République populaire mongole et la République socialiste tchécoslovaque,

Profondément convaincues que les relations amicales entre les deux pays, fondées sur les principes inébranlables du marxisme-léninisme et de l'internationalisme socialiste, répondent pleinement aux intérêts vitaux des peuples mongol et tchécoslovaque et servent les intérêts de la communauté socialiste,

Reconnaissant qu'il est du devoir international commun des pays socialistes de soutenir, de consolider et de défendre les conquêtes socialistes qui ont été réalisées grâce aux efforts héroïques et au travail désintéressé des peuples des deux pays et de consolider par tous les moyens l'unité et la solidarité de la communauté socialiste mondiale,

Résolues à contribuer par tous les moyens possibles à la sauvegarde de la paix et de la sécurité en Europe, en Asie et dans le monde entier par l'application constante d'une politique de coexistence pacifique entre les Etats dotés de régimes sociaux différents et conformément aux buts et aux principes de la Charte des Nations Unies,

Persuadés qu'une coopération économique étroite entre les deux pays répond entièrement aux objectifs et aux tâches concernant le développement et l'amélioration constante de l'intégration économique socialiste ainsi que les efforts déployés pour que les niveaux du développement économique des Etats membres du Conseil d'assistance économique mutuelle soient progressivement rapprochés et égalisés,

Constatant avec satisfaction le rôle joué par le Traité d'amitié et de coopération entre la République populaire mongole et la République tchécoslovaque, signé le 8 avril 1957², dans le développement des relations amicales entre les deux Etats,

Tenant compte de l'expérience acquise et des résultats fructueux obtenus grâce à la coopération entre les deux Etats au cours des dernières années et considérant les grands changements qui se sont produits dans le monde pendant ce temps,

Ont décidé de conclure le présent Traité et sont convenues de ce qui suit :

Article premier. Les Hautes Parties contractantes, conformément aux principes de l'internationalisme socialiste, continueront à consolider l'amitié fraternelle entre les peuples mongole et tchécoslovaque et à développer entre les deux pays la coopération et l'assistance mutuelle dans tous les domaines en se fondant sur le

¹ Entré en vigueur le 5 février 1974 par l'échange des instruments de ratification, qui a eu lieu à Prague, conformément à l'article 11.

² Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 501, p. 171.

respect de la souveraineté et de l'indépendance nationales, de l'égalité des droits et de la non-ingérence dans les affaires intérieures.

Article 2. Les Hautes Parties contractantes développeront et intensifieront constamment la coopération économique, scientifique et technique entre les deux pays, conformément aux principes de l'entraide amicale, de l'intérêt mutuel et de la division internationale socialiste du travail. Dans cet esprit, les Parties favoriseront et développeront une coopération approfondie entre les Etats membres du Conseil d'aide économique mutuelle et contribueront par tous les moyens à rapprocher et à égaliser les niveaux de leur développement économique par l'exécution du Programme complexe visant l'intensification et l'amélioration constantes de la coopération ainsi que le développement et l'intégration économique socialiste dans le cadre du Conseil d'aide économique mutuelle.

Article 3. Les Hautes Parties contractantes continueront à développer et à élargir les relations et l'échange de données d'expérience entre les deux pays dans les domaines de la culture et de la science, de l'enseignement, de la santé, des lettres, des arts, de la presse, de la radio, de la télévision, du cinéma, du tourisme, de l'éducation physique et des sports ainsi que dans d'autres domaines.

Article 4. Les Hautes Parties contractantes encourageront le développement de la coopération et les contacts directs entre les organes nationaux, les institutions et les organisations publiques des deux pays, en tant que moyen important de rapprocher davantage les peuples de la République populaire mongole et de la République socialiste tchécoslovaque et de leur permettre de mieux connaître mutuellement leur vie et leur expérience de l'édification d'une nouvelle société.

Article 5. Les Hautes Parties contractantes feront tout ce qui est en leur pouvoir pour consolider par tous les moyens l'unité et la solidarité de la communauté socialiste mondiale, qui est le principal soutien de toutes les forces révolutionnaires et progressistes du monde.

Article 6. Les Hautes Parties contractantes pratiqueront systématiquement une politique de coexistence pacifique entre Etats dotés de régimes sociaux différents et contribueront, conformément aux principes de la Charte des Nations Unies, à renforcer la paix et la sécurité internationales dans le monde entier. Les Parties feront tout ce qui est en leur pouvoir pour prévenir l'agression impérialiste, réduire la tension internationale, arrêter la course aux armements et réaliser le désarmement général et complet, parvenir à l'élimination complète du colonialisme, sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations et fournir un appui aux peuples qui se sont libérés de la domination coloniale et se sont engagés dans la voie du développement indépendant et du progrès social.

Article 7. Les Hautes Parties contractantes s'emploieront énergiquement à promouvoir le développement d'une coopération amicale entre Etats ainsi que la création de systèmes efficaces de sécurité tant en Europe qu'en Asie.

Article 8. Les Hautes Parties contractantes échangeront des vues et des renseignements, coordonneront leur position et se consulteront au sujet des importantes questions internationales affectant les intérêts des deux Etats ainsi que la paix et la sécurité dans le monde.

Article 9. En vertu du présent Traité et en vue de son application, des traités et des accords particuliers seront conclus entre les Gouvernements, les organes nationaux, les institutions et les organisations des deux Parties.

Article 10. Le présent Traité n'affectera pas les obligations contractées par les Hautes Parties contractantes, dans le cadre de traités et d'accords bilatéraux et multilatéraux.

Article 11. Le présent Traité est conclu pour une durée de 20 ans et il sera prorogé automatiquement pour des périodes successives de 10 ans à moins que l'une des Hautes Parties contractantes ne le dénonce par écrit 12 mois avant l'expiration de la période de validité en cours.

Le présent Traité est sujet à ratification et entrera en vigueur dès l'échange des instruments de ratification, qui aura lieu à Prague aussitôt que possible.

FAIT à Oulan-Bator, le 18 juin 1976, en double exemplaire, en langues mongole et tchèque, les deux textes faisant également foi.

Pour la République populaire
mongole :

[YUMZHAAGYN TSEDENBAL]

Pour la République socialiste
tchécoslovaque :

[GUSTÁV HUSÁK]

[LUBOMÍR STROUGAL]

No. 13231

**NETHERLANDS, BELGIUM and LUXEMBOURG
(BENELUX),
and
POLAND**

**Long-term Trade Agreement (with annex and Protocol, and related
letters and declaration dated 8 September 1971). Signed at
The Hague on 25 November 1971**

Authentic text: French.

Registered by the Netherlands on 23 April 1974.

**PAYS-BAS, BELGIQUE et LUXEMBOURG
(BENELUX),
et
POLOGNE**

**Accord commercial à long terme (avec annexe et protocole, et lettres
connexes et déclaration en date du 8 septembre 1971). Signé à
La Haye le 25 novembre 1971**

Texte authentique : français.

Enregistré par les Pays-Bas le 23 avril 1974.

ACCORD¹ COMMERCIAL À LONG TERME ENTRE L'UNION ÉCONOMIQUE BENELUX ET LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE POLOGNE SIGNÉ À LA HAYE LE 25 NOVEMBRE 1971

Le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas, et

Le Gouvernement du Royaume de Belgique, tant en son nom qu'au nom du Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'accords existants,

Ces Gouvernements agissant en commun en vertu du Traité instituant l'Union économique Benelux, signé à La Haye, le 3 février 1958², Partie contractante, d'une part, et

Le Gouvernement de la République populaire de Pologne, Partie contractante, d'autre part,

Considérant que les progrès de leurs économies créent des conditions favorables au développement des échanges commerciaux,

Animés du désir de continuer leurs efforts tendant à faciliter et à accroître leurs échanges commerciaux réciproques, tenant compte de leur appartenance à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce³, ainsi que de leurs réglementations internes en vigueur,

Sont convenus des dispositions suivantes:

Article I. Prenant en considération leur appartenance et leurs conditions de participation respectives à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, les Parties contractantes s'accordent le traitement de la nation la plus favorisée en ce qui concerne les droits de douane et taxes et en ce qui a trait aux règles et formalités concernant les exportations et importations de marchandises et services ainsi qu'il est prévu à l'article I dudit Accord général.

Article II. 1. Les Parties contractantes tendront à assurer un libre accès aux marchés des Parties respectivement pour les marchandises néerlandaises, belges, luxembourgeoises et polonaises. A cet égard, les échanges entre les Parties s'effectueront dans les conditions de liberté qui résultent de leur réglementation respective, à l'exception des produits énumérés dans la liste négative annexée au présent Accord.

Les Gouvernements des pays du Benelux poursuivront une politique de libéralisation des importations en se fixant pour objectif de supprimer, au cours de la durée d'application de l'Accord, les restrictions quantitatives qui existent encore.

2. Les dispositions détaillées concernant les échanges commerciaux réciproques

¹ Appliqué à titre provisoire à compter du 25 novembre 1971, date de la signature, avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 1971, conformément aux dispositions des lettres connexes Nos VI et VII, et entré en vigueur le 5 juin 1973, date du dépôt du dernier instrument de ratification auprès du Gouvernement néerlandais, avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 1971, conformément à l'article XI. Les instruments ont été déposés comme suit :

Pays-Bas pour le Royaume en Europe, le Surinam et les Antilles néerlandaises	13 juin 1972
Pologne	11 octobre 1973
Belgique	5 juin 1973
(Aussi pour le Luxembourg)	

² Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 381, p. 165.

³ *Ibid.*, vol. 55, p. 187.

dans le cadre du présent Accord seront reprises dans des protocoles annuels. Les dispositions pour l'année 1971 figurent dans le « Protocole 1971 », annexé au présent Accord.

Les dispositions pour chacune des années suivantes seront prises sur la base des travaux de la Commission mixte prévue à l'article VIII du présent Accord, en tenant compte du désir des Parties contractantes de faciliter et d'accroître les échanges commerciaux d'année en année, au cours de la période de validité du présent Accord.

Article III. Aux fins du présent Accord, sont considérés comme produits néerlandais, produits belges et produits luxembourgeois, les produits qui sont originaires de l'Union économique Benelux.

Sont considérés comme produits polonais, les produits qui sont originaires de la République populaire de Pologne.

Article IV. Les Parties contractantes expriment leur désir de faciliter le développement de la coopération économique, industrielle et technique entre entreprises établies sur leurs territoires respectifs.

A cet effet les autorités compétentes des Parties contractantes examineront avec bienveillance, cas par cas, les échanges de marchandises résultant d'opérations de coopération, en vue de les autoriser aussi en dehors des possibilités d'importation prévues au présent Accord.

Article V. En ce qui concerne les échanges entre les territoires des Parties contractantes dans le cadre de contrats concernant le travail à façon, les autorités compétentes n'appliqueront pas des procédés d'autorisation d'importation et des formalités de dédouanement moins avantageux que ceux appliqués par elles à de tels échanges réalisés avec d'autres pays.

Article VI. Le règlement des paiements afférents aux échanges commerciaux entre les territoires des Parties contractantes s'effectue conformément aux dispositions de l'Accord de paiement en vigueur entre les pays du Benelux et la République de Pologne.

Article VII. Les Parties contractantes conviennent de poursuivre une politique non-discriminatoire en matière de navigation maritime internationale.

Dans cet esprit, les Gouvernements des Parties contractantes sont convenus de s'abstenir de toutes mesures au détriment de la navigation maritime de l'autre Partie.

Article VIII. Une Commission mixte, composée de représentants des Gouvernements intéressés, se réunira chaque année, alternativement à La Haye et à Varsovie; en outre elle pourra être réunie à tout moment, à la demande de l'une des Parties contractantes.

La Commission mixte est habilitée à présenter aux Parties contractantes toutes les propositions susceptibles de favoriser le développement des échanges commerciaux entre leurs territoires et à examiner les questions qui pourraient surgir lors de l'application du présent Accord.

Elle est en particulier habilitée à faire des propositions pour des protocoles annuels concernant l'importation et l'exportation, ainsi qu'il est prévu à l'article II du présent Accord.

Article IX. Le présent Accord sera ratifié ou approuvé, selon les règles internes en vigueur dans les pays respectifs. Les instruments de ratification ou d'ap-

probation seront déposés auprès du Gouvernement du Royaume des Pays-Bas aussitôt que possible.

Article X. En ce qui concerne le Royaume des Pays-Bas, le présent Accord s'appliquera au Royaume tout entier à moins que l'instrument de ratification néerlandais n'en dispose autrement.

Article XI. Le présent Accord est valable pour une durée de quatre ans et entrera en vigueur le jour du dépôt du dernier instrument de ratification ou d'approbation, avec effet rétroactif à partir du 1^{er} janvier 1971.

Les Parties contractantes se réservent le droit de procéder à des consultations en fonction de leurs engagements internationaux, sans que toutefois ces consultations puissent remettre en cause les objectifs fondamentaux de l'Accord.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Accord.

FAIT à La Haye le 25 novembre 1971 en triple original en langue française.

Pour l'Union économique
Benelux :

Pour le Royaume des Pays-Bas :
W. K. N. SCHMELZER

Pour l'Union économique
belgo-luxembourgeoise :
W. VAN CAUWENBERG

Pour la République populaire
de Pologne :

OLSZEWSKI

ANNEXE À L'ACCORD COMMERCIAL À LONG TERME

LISTE DE PRODUITS ORIGINAIRES DE POLOGNE QUI NE BÉNÉFICIENT PAS DE LA SUPPRESSION DES
RESTRICTIONS QUANTITATIVES À L'IMPORTATION EN BENELUX

LISTE NÉGATIVE

No tarif	Dénomination
ex 01.01	Chevaux vivants destinés à la boucherie
ex 01.04	Animaux vivants de l'espèce ovine domestique, à l'exclusion des ovins reproducteurs de race pure
ex 02.01	— Viandes des animaux des espèces chevaline et ovine domestique, fraîches, réfrigérées ou congelées — Abats comestibles des animaux de l'espèce ovine, frais, réfrigérés ou congelés, autres que ceux destinés à la fabrication de produits pharmaceutiques
ex 02.06	— Viandes de cheval, salées ou en saumure, ou bien séchées — Viandes et abats comestibles de l'espèce ovine domestique, salés ou en saumure, séchés ou fumés
ex 04.01	Lait et crème de lait, frais, non concentrés ni sucrés, d'une teneur en poids de matières grasses inférieure ou égale à 6%
ex 06.03	Fleurs et boutons de fleurs, coupés, pour bouquets ou pour ornements, frais
ex 07.01	— Pommes de terre autres que de semences, à l'état frais ou réfrigéré — Tomates, à l'état frais ou réfrigéré

<i>No tarif</i>	<i>Dénomination</i>
ex 07.02	Pommes de terre autres que de semence cuites ou non, à l'état congelé
ex 07.03	Pommes de terre autres que de semence présentées dans l'eau salée, soufrée ou additionnée d'autres substances servant à assurer provisoirement leur conservation, mais non spécialement préparées pour la consommation immédiate
ex 08.04	Raisins frais de table
12.05	Racines de chicorée, fraîches ou séchées, même coupées, non torrifiées
17.04	Sucreries sans cacao
18.06	Chocolat et autres préparations alimentaires contenant du cacao
ex 20.05	Confitures, gelées et marmelades, obtenues par cuisson, avec ou sans addition de sucre
25.01	Sel gemme, sel de saline, sel marin, sel préparé pour la table; chlorure de sodium pur, eaux mères de salines, eau de mer
25.23	Ciments hydrauliques (y compris les ciments non pulvérisés dits «clinkers», même colorés
27.01	Houilles; briquettes, boulets et combustibles solides similaires obtenus à partir de la houille
27.02	Lignites et agglomérés de lignites
ex 27.04	Cokes et semi-cokes de houille, autres que ceux destinés à la fabrication d'électrodes
27.09	Huiles brutes de pétrole ou de minéraux bitumineux
ex 27.10	Huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux (autres que les huiles brutes) : légères, moyennes, gasoil et fuel-oils, (à l'exclusion des préparations non dénommées ni comprises ailleurs contenant en poids une proportion d'huile de pétrole ou de minéraux bitumineux supérieure ou égale à 70% et dont ces huiles constituent l'élément de base)
ex 28.17	Hydroxyde de sodium (soude caustique)
ex 28.19	Oxyde de zinc
ex 28.28	Oxydes d'antimoine
ex 28.40	Phosphate trisodique
ex 28.42	Carbonate neutre de sodium, anhydre
ex 28.45	Silicates de sodium y compris les silicates de sodium du commerce
28.54	Peroxyde d'hydrogène (eau oxygénée), y compris l'eau oxygénée solide
ex 28.56	Carbure de calcium
ex 29.14	Acide acétique
ex 29.44	Pénicillines
ex 30.03	Médicaments pour la médecine humaine ou vétérinaire, contenant des pénicillines ou leurs dérivés
ex 31.02	Engrais minéraux ou chimiques azotés, à l'exclusion de nitrate de sodium naturel
ex e1.03 ¹	Superphosphates
ex 32.05	Matières colorantes organiques synthétiques
ex 32.07	Pigments à base de sulfure de zinc (lithopone et similaires)
36.02	Explosifs préparés
36.03	Mèches; cordeaux détonants
36.04	Amorces et capsules fulminantes; allumeurs; détonateurs
36.06	Allumettes
ex 40.14	Ronds en caoutchouc pour bouchons à stériliser
ex 42.02	Malles et valises de voyage, cartons à chapeaux, valises pour enfants, mallettes de pique-niques, valises pour machines à coudre ou à écrire et malles et valises similaires en fibre vulcanisée ou en carton
ex 44.24	Pinces à linge en bois

¹ Should read — Devrait se lire : ex 31.03

No tarif	Dénomination
ex 46.03	Ouvrages de vannerie en osier écorcé pesant plus de 2,5 kg la pièce, ainsi que ceux en osier non écorcé pesant plus de 1,5 kg la pièce, à l'exclusion des dames-jeannes destinées à l'industrie
ex 48.01	Papier sulfite d'emballage, de 30 gr ou plus par m ²
ex 51.04	Tissus de fibres textiles synthétiques et artificielles continues (y compris les tissus de monofils ou de lames des nos 51.01 ou 51.02), à l'exclusion des tissus pour bandages pneumatiques, des crêpes et des tissus écrus
ex 53.11	Tissus de laine ou de poils fins, à l'exclusion des tissus pour couvertures
ex 55.09	Autres tissus de coton contenant au moins 85% en poids de coton, à l'exclusion des tissus écrus non mercerisés; gaze isolante en rubans et tissus molletonnés contenant moins de 85% en poids de coton, à l'exclusion des tissus écrus non mercerisés
ex 56.01	Fibres textiles artificielles discontinues en masse
ex 56.03	Déchets de fibres textiles artificielles (continues ou discontinues) en masse, y compris les déchets de fils et lfs effilochés
ex 56.07	Tissus de fibres textiles synthétiques et artificielles discontinues, à l'exclusion des crêpes et des tissus écrus
ex 58.04	Velours, peluches, tissus bouclés et tissus de chenille, à l'exclusion des articles des nos 55.08 et 58.05, de laine, de poils fins ou grossiers
ex 60.02	Ganterie de bonnetcrie non élastique ni caoutchoutée, de matières textiles synthétiques ou artificielles
ex 60.03	Bas et chaussettes de bonneterie non élastique ni caoutchoutée de matières textiles synthétiques et chaussettes grossières pour hommes d'un poids de 80 à 120 g la paire de matières textiles artificielles ou de laine
ex 60.04	Sous-vêtements de bonneterie non élastique ni caoutchoutée, de matières textiles synthétiques ou artificielles, de coton ou d'autres matières textiles végétales
ex 60.05	Vêtements de dessus, accessoires du vêtement et autres articles de bonneterie non élastique ni caoutchoutée, de coton ou d'autres fibres textiles végétales
ex 61.03	Vêtements de dessous (linge de corps) pour hommes et garçons, y compris les cols, faux cols, plastrons et manchettes, à l'exclusion de ceux de soie, bourre de soie (schappe) et bourrette de soie, de laine ou de poils fins
ex 61.04	Vêtements de dessous (linge de corps) pour femmes, fillettes et jeunes enfants, à l'exclusion de ceux de soie, bourre de soie (schappe), bourrette de soie, de laine ou de poils fins
ex 62.01	Couvertures autres que chauffantes électriques, de coton pur
ex 62.02	Linge de lit, de table, de toilette, d'office ou de cuisine, de coton ou de lin
ex 62.04	— Tentes, à l'exclusion des tentes-jouets
	— Matelas pneumatiques
ex 64.01	Bottes et couvre-chaussures à semelles extérieures et dessus de caoutchouc
ex 64.02	— Brodequins à dessus en cuir naturel, à semelles intérieures d'une longueur de 24 cm et plus et à semelles extérieures en cuir naturel, artificiel ou reconstitué et à semelles extérieures en caoutchouc ou en matières plastiques artificielles (autres que chaussures du n° 64.01) — Autres chaussures pour hommes à semelles extérieures en cuir naturel, artificiel ou reconstitué et à semelles extérieures en caoutchouc ou en matières plastiques artificielles (autres que chaussures du n° 64.01)
ex 69.06	Tuyaux, raccords et autres pièces pour canalisation et usages similaires, en grès
ex 69.07	Carreaux de pavement ou de revêtement, non vernissés ni émaillés, en grès, en faïence ou en poterie fine
ex 69.08	Autres carreaux de pavement ou de revêtement, en grès, en faïence ou en poterie fine

No tarif	Dénomination
ex 69.09	<ul style="list-style-type: none"> — Auges, bacs et autres récipients similaires pour l'économie rurale; cruchons et autres récipients similaires de transport ou d'emballage : en porcelaine — Cruchons et autres récipients similaires de transport ou d'emballage en matières céramiques autres que porcelaine, à l'exclusion de ceux en terre cuite commune ou en grès
69.11	Vaisselle et articles de ménage ou de toilette, en porcelaine
ex 69.12	Vaisselle et articles de ménage ou de toilette, autres que ceux en terre commune ou en grès
ex 69.14	Autres ouvrages en porcelaine, à l'exclusion de poêles et des parties de poêles, en faïence ou en poterie fine
ex 70.05	Verre étiré ou soufflé dit «verre à vitres» non travaillé (même plaqué en cours de fabrication), en feuilles de forme carrée ou rectangulaire, non coloré ni plaqué, à l'exclusion de verre réfractaire pour foyers, fours et poêles et des verres pour diapositives
ex 70.10	<ul style="list-style-type: none"> — Bonbonnes, bouteilles et flacons, en verre non travaillé, d'une contenance de plus de 25 cl jusqu'à 2 litres et demi — Bonbonnes, bouteilles, flacons, bocaux, pots, tubes à comprimés et autres récipients similaires de transport ou d'emballage, (à l'exclusion des bonbonnes, bouteilles et flacons, en verre non travaillé, d'une contenance de plus de 25 cl jusqu'à 2 litres et demi), en verre soufflé ou pressé; bouchons, couvercles et autres dispositifs de fermeture en verre soufflé et pressé
ex 70.13	Objets en verre pour le service de la table, de la cuisine, de toilette, pour le bureau, l'ornement des appartements ou usages similaires (à l'exclusion des articles du n° 70.19) en verre soufflé ou pressé, à l'exclusion des biberons et des aquariums
ex 70.17	Verrerie de laboratoire, d'hygiène et de pharmacie en verre soufflé ou pressé, autre qu'en silice fondue ou en quartz fondu, à l'exclusion de verrerie de laboratoire en verre soufflé ou travaillé au chalumeau
ex 70.21	Autres ouvrages en verre soufflé ou pressé
73.01	Fontes (y compris la fonte spiegel), brutes, en lingots, gueuses, saumons ou masses
ex 73.02	Ferro-manganèse contenant en poids plus de 2% de carbone (ferro-manganèse carburé)
73.08	Ebauches en rouleaux pour tôles, en fer ou en acier
ex 73.10	Barres en fer ou en acier (y compris le fil machine), et les barres creuses en acier pour forage des mines : <ul style="list-style-type: none"> — simplement laminées ou filées à chaud — simplement plaquées, laminées ou filées à chaud
ex 73.11	Profilés en fer ou en acier : <ul style="list-style-type: none"> — simplement laminés ou filés à chaud, — simplement plaqués, laminés ou filés à chaud, — palplanches, même percées ou faites d'éléments assemblés
ex 73.12	Feuillards en fer ou en acier : <ul style="list-style-type: none"> — simplement laminés à chaud, — simplement laminés à froid, destinés à faire le fer-blanc (présentés en rouleaux) — fer-blanc, — simplement plaqués, laminés à chaud
ex 73.13	— Tôles de fer ou d'acier, dites magnétiques

No tarif	Dénomination
	<ul style="list-style-type: none"> — Autres tôles : <ul style="list-style-type: none"> — simplement laminées à chaud, — simplement laminées à froid, d'une épaisseur inférieure à 3 mm; — simplement lustrées, polies ou glacées, — plaquées, revêtues ou autrement traitées à la surface, à l'exclusion des tôles argentées, dorées, platinées ou émaillées — simplement découpées de forme autre que carrée ou rectangulaire, à l'exclusion des tôles argentées, dorées, platinées ou émaillées
ex 73.15	<ul style="list-style-type: none"> — Lingots, blooms, billettes, brames, largets autres que forgés en aciers alliés ou en acier fin au carbone — Ebauches en rouleaux pour tôles et larges plats, en aciers alliés ou en acier fin au carbone — Barres (y compris le fil machine et les barres creuses pour forage des mines) et profilés en aciers alliés ou en acier fin au carbone : <ul style="list-style-type: none"> — simplement laminés ou filés au chaud, — simplement plaqués, laminés ou filés à chaud — Feuillards en aciers alliés ou en acier fin au carbone : <ul style="list-style-type: none"> — simplement laminés à chaud — simplement plaqués, laminés à chaud — Tôles en aciers alliés ou en acier fin au carbone : <ul style="list-style-type: none"> — simplement laminées à chaud — simplement laminées à froid, d'une épaisseur de moins de 3 mm, — polies, plaquées, revêtues ou autrement traitées à la surface, — simplement découpées de forme autre que carrée ou rectangulaire
ex 73.16	<ul style="list-style-type: none"> — Rails, autres que conducteurs de courant, avec partie en métal non ferreux, en fonte, fer ou acier — Contre-rails, en fonte, fer ou acier — Traverses, en fonte, fer ou acier — Eclisses et selles d'assise, en fonte, fer ou acier, laminés
73.18	<ul style="list-style-type: none"> — Tubes et tuyaux (y compris leurs ébauches) en fer ou en acier à l'exclusion des articles du n° 73.19
ex 73.32	Vis à bois en fonte, fer ou en acier
ex 76.01	Aluminium brut
ex 79.01	Zinc brut
ex 79.03	Planches, feuilles et bandes de toute épaisseur, en zinc, de forme carrée ou rectangulaire
ex 81.04	Antimoine brut
ex 85.09	Appareils d'éclairage autres que ceux du n° 85.08 pour bicyclettes, y compris leurs dynamos
ex 87.10	Vélocipèdes sans moteur, à l'exclusion des triporteurs et similaires
ex 87.12	Pédales de vélocipèdes sans moteur; cadres assemblés ou non d'une ou de plusieurs pièces pour vélocipèdes sans moteur, à l'exclusion des triporteurs et similaires
ex 93.07	Cartouches pour armes de chasse à canon lisse
ex 96.02	Brosses à dents; brosses et balais-brosses ne constituant pas des éléments de machines; pinceaux
ex 97.04	Cartes à jouer

PROTOCOLE 1971

ANNEXÉ À L'ACCORD COMMERCIAL À LONG TERME ENTRE L'UNION ÉCONOMIQUE BENELUX ET LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE POLOGNE SIGNÉ À LA HAYE LE 25 NOVEMBRE 1971

Au cours des pourparlers qui ont abouti à la conclusion de l'Accord commercial à long terme, les Parties contractantes sont convenues de ce qui suit :

Article I. Se référant à l'article II de l'Accord précité, les Parties contractantes ont établi, pour l'année 1971, les «A» et «B» ci-annexés.

Article II. Les valeurs ou quantités indiquées dans les listes «A» et «B» peuvent, avec l'autorisation des autorités compétentes, être dépassées.

Article III. Le présent Protocole fait partie intégrante de l'Accord commercial à long terme.

FAIT à La Haye le 25 novembre 1971 en triple original en langue française.

Pour l'Union économique
Benelux :

Pour la République populaire
de Pologne :

OLSZEWSKI

Pour le Royaume des Pays-Bas :
W. K. N. SCHMELZER

Pour l'Union économique
belgo-luxembourgeoise :
W. VAN CAUWENBERG

LISTE «A»

IMPORTATIONS DE PRODUITS POLONAIS DANS L'UNION ÉCONOMIQUE BENELUX

Les autorités compétentes des Parties contractantes autorisent l'importation respectivement l'exportation au moins à concurrence des quantités ou des valeurs indiquées ci-dessous.

No	No tarif	Dénomination	Quantité	Valeur en 1.000 FB
1.	ex 01.01	Chevaux de boucherie	pcs.	7 500
2.	ex 01.04	Moutons de boucherie et viande ovine ⁽¹⁾ ...	tonnes	100
	ex.02.01			
	ex 02.01	Viande chevaline ⁽²⁾	tonnes	4 000
	ex 02.06			
4.	ex 12.05	Racines de chicorée séchées ⁽³⁾	tonnes	2 100

¹ *Moutons de boucherie et viande ovine.* Les Autorités compétentes de l'Union Economique Benelux font savoir, que les importations dans le cadre du contingent ouvert pour ces produits doivent être réalisées en principe pendant la période allant du 1er janvier au 31 août.

Si la situation du marché intérieur évolue favorablement, Elles examineront avec bienveillance la possibilité d'autoriser également l'importation de ces produits au cours de la période allant du 1er septembre au 31 décembre.

² *Viande chevaline.* Les Autorités compétentes de l'Union Economique Benelux s'engagent à examiner avec bienveillance la possibilité de délivrer des licences d'importation à concurrence d'au moins 2.000 tonnes en dehors du contingent de 4.000 tonnes.

³ *Racines de chicorée, séchées.* Le contingent de 2.100 tonnes est destiné aux Pays-Bas.

Les Autorités compétentes de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise autorisent l'importation de 3.150 tonnes de racines de chicorées séchées destinées à la réexportation après transformation. Si la situation du marché évolue favorablement, Elles autoriseront, dans le cadre du contingent ouvert pour ce produit, l'importation pour la consommation intérieure.

No	No tarif	Dénomination	Quantité	Valeur en 1.000 FB
5.	ex 17.04 18.06	Articles de confiserie	tonnes 120	
6.	ex 20.02	Confitures, gelées et marmelades	tonnes 25	
7.	25.23	Ciments ⁽¹⁾		p.m.
8.	ex 28.17	Soude caustique		p.m.
9.	ex 28.19	Blanc de zinc	tonnes 600	
10.	ex 28.42	Carbonate de sodium		p.m.
11.	ex 28.56	Carbure de calcium		p.m.
12.	ex 29.14	Acide acétique	tonnes 30	
13.	ex 31.02	Engrais chimiques azotés		p.m.
14.	ex 32.05	Colorants organiques synthétiques ⁽²⁾		2 500
15.	ex 32.07	Lithopone		p.m.
16.	36.06	Allumettes	boîtes 1 500 000	
17.	ex 44.24	Pinces à linge, en bois		p.m.
18.	ex 48.01	Papier sulfite d'emballage		550
19.	ex 51.04 ex 55.09 ex 56.07	Tissus imprimés		3 600
20.	ex 51.04 ex 55.09 ex 56.07	Tissus teints		6 000
21.	ex 51.05 ex 55.09 ex 56.07	Tissus, autres		p.m.
22.	ex 53.11 ex 56.07 ex 58.04	Tissus de laine pure ou mélangée		1 000
23.	ex 60.03	Bas en matières textiles synthétiques, pour femmes		p.m.
24.	ex 60.03	Bas et chaussettes en matières textiles synthétiques, autres que bas pour femmes	douz. de paires 15 000	
25.	ex 60.04	Sous-vêtements de bonneterie		500
26.	ex 60.05	Vêtements de dessus, accessoires du vêtement et autres articles de bonneterie, de coton ou d'autres fibres textiles végétales		500
27.	ex 61.03	Linge de corps, pour hommes, y compris les cols, plastrons et manchettes		p.m.
28.	ex 62.02	Linge de lit, de table, de toilette, d'office ou de cuisine, de coton ou de lin		250
29.	ex 62.04	Tentes	tonnes 10	

¹ *Ciments.* Les Autorités compétentes de l'Union Economique Benelux sont disposées à autoriser l'importation de ciments, originaires de Pologne, dans le cadre du contingent ouvert pour l'importation de ce produit. Néanmoins Elles encourageront l'importation d'une quantité de ciments polonais pouvant aller jusqu'à 35.000 tonnes.

² *Colorants organiques synthétiques.* En dehors du contingent de 2.500.000 de francs belges, les Autorités compétentes de l'Union Economique Benelux s'engagent à délivrer des licences pour l'importation de colorants, originaires de Pologne, à concurrence :

- de 10.000.000 de francs belges pour des affaires de réciprocité portant exclusivement sur des échanges de colorants;
- de 1.000.000 de francs belges en ce qui concerne les colorants des positions statistiques 32.05.10/25/30/35/40/45/50.

<i>No</i>	<i>No tarif</i>	<i>Dénomination</i>	<i>Quantité</i>	<i>Valeur en 1.000 FB</i>
30.	ex 62.04	Matelas pneumatiques	pcs. 8 000	
31.	ex 64.01	Bottes et couvre-chaussures en caoutchouc.	paires 46 000	
32.	ex 64.02	Brodequins	paires 5 000	
33.	ex 64.02	Autres chaussures en cuir, pour hommes . .	paires 57 500	
34.	ex 69.06	Tuyaux en grès	tonnes 2 000	
35.	69.11	Vaisselle et autres ouvrages en porcelaine . .		12 000
	ex 69.14			
36.	ex 69.12	Vaisselle et autres ouvrages en faïence où en porcelite		3 150
	ex 69.14			
37.	ex 70.05	Verre à vitres	tonnes 1 800	
38.	ex 70.10	Verreries d'emballage		5 000
39.	ex 70.10	Ouvrages en verre soufflé ou pressé		2 625
	ex 70.13			
	ex 70.17			
40.	73.08	Ebouches en rouleaux pour tôles, en fer ou en acier/coils/	tonnes 10 000	
41.	ex 73.10	Produits sidérurgiques, finis	tonnes 6 000	
	ex 73.11			
	ex 73.12			
	ex 73.13			
	ex 73.15			
42.	ex 87.10	Vélocipèdes sans moteur; cadres.	pcs. 1 000	
	ex 87.12			
43.	ex 93.07	Cartouches pour armes de chasse à canon lisse	pcs. 450 000	
44.	ex 96.02	Brosses et pinceaux		1 000
45.		Autres produits non libérés		p.m.

LISTE «B»

IMPORTATIONS DE PRODUITS DE L'UNION ÉCONOMIQUE BENELUX EN POLOGNE

Les autorités compétentes des Parties contractantes autorisent l'importation respectivement l'exportation au moins à concurrence des quantités ou des valeurs indiquées ci-dessous.

	<i>Valeur en millions FB</i>
I. <i>Matériel de reproduction et utilitaire d'origine animale et végétale</i>	63
Animaux reproducteurs, poussins d'un jour, autres animaux vivants, y compris animaux exotiques, œufs à couver, semences agricoles et horticoles, parmi lesquelles des semences de lin (dont 30% contrôlées sur pied), bulbes à fleurs, égrains et plants, plantes vivantes, fleurs coupées, plantes pour la floriculture et produits de pépinières; rotins, roseaux, osiers et leurs produits.	
II. <i>Produits agricoles de consommation</i>	97
Produits laitiers, viandes, poissons de mer, boyaux et vessies naturels, fruits et légumes frais, houblon indigène, semences de consommation, plantes médicinales et pour la parfumerie, tabacs bruts indigènes, tabacs préparés.	

Valeur en
millions FB

111. <i>Produits des industries alimentaires</i>	160
<p>Conserves de viande, de poisson, de fruit et de légume; huiles et graisses animales et végétales, acide gras, huiles acides et alcools gras; glycérine; produits à base de céréales; beurre de cacao et autres produits de chocolat et de confiserie, glucoses et sirops; bières et boissons distillées, thé mélangé, autres préparations alimentaires, extrait de levure; tourteaux.</p>	
IV. <i>Produits chimiques</i>	700
<p>Huiles de pétrole, autres que brutes, vaseline et paraffine; sélénium; anhydride arsénieux et arsenic; oxydes et sels de cobalt; oxydes d'étain et de cadmium; dioxyde de germanium; chlorure de zinc; sulfates de cuivre, de zinc et de nickel; sulfures de calcium; phosphate bicalcique alimentaire; phosphites et hypophosphites; perborate de soude, éthylène glycol; cyclohexanol; phénols; diéthylène glycol; oxyde d'éthylène; acides stéariques; polyacides; acide citrique; composés à fonction amine; chlorure de choline et de chlorocholine; diméthylformamide; thiocomposés organiques; enzymes; produits pour laboratoire; caféine; engrais minéraux ou chimiques; colorants; pigments, opacifiants et couleurs préparés; compositions vitrifiables, fritte de verre; peintures et vernis; huiles essentielles; parfums synthétiques, essences composées et essences de fruits; produits organiques tensio-actifs; émulsifiants, démulsiants; gélatines; insecticides, fongicides et pesticides; produits sensibilisés pour la photographie, la radiographie, la cinématographie et les arts graphiques en noir et blanc et en couleurs; supports de films; additifs pour huiles minérales; catalyseurs; matières plastiques artificielles, éthers et esters de la cellulose, résines artificielles et ouvrages en ces matières.</p>	
V. <i>Produits pharmaceutiques</i>	70
<p>Matières premières; spécialités; antibiotiques, sérums et vaccins, médicaments préparés, préparations à base d'hormones, vitamines.</p>	
VI. <i>Ouvrages en caoutchouc</i>	70
<p>Caoutchouc synthétique; courroies transporteuses ou de transmission; pneumatiques (enveloppes et chambres).</p>	
VII. <i>Cuir et ouvrages en cuir</i>	30
<p>Cuir de veaux et de bovin, cuir à semelles et à courroies, cuir et peaux vernis ou métallisés, ouvrages en cuir naturel, artificiel ou reconstitué; maroquinerie, chaussures.</p>	
VIII. <i>Bois et ouvrages en bois</i>	10
IX. <i>Papiers et cartons, ouvrages en papier et en carton, articles de librairie</i> ...	30
<p>Papiers et cartons duplex, papiers couchés, papiers barytés, parchemin végétal, papiers et cartons colorés en surface; papiers et cartons, enduits de résines artificielles.</p>	

Valeur en
millions FB

X. <i>Matières textiles</i>	300
Lin tiellé, étoupes et autres déchets de lin; fibres artificielles et synthétiques, y compris câbles; laines en masse, laines et poils cardés et peignés, blousses et déchets; effilochés de laine; drilles et chiffons.	
XI. <i>Ouvrages en matières textiles</i>	60
Fils de fibres artificielles et synthétiques, y compris fils pour pneus et ceux conditionnés pour la vente au détail; fils de laine pure ou mélangés; fils de laine à tricoter; fils à coudre; tissus de laine, de coton et de fibres synthétiques et artificielles, purs ou mélangés; tissus d'ameublement et pour rideaux; couvertures; ficelles et cordages; feutres et tissus techniques; cloches pour chapeaux; articles de bonneterie; confections; couvre-parquet.	
XII. <i>Verre et ouvrages en verre; produits céramiques; ouvrages en pierre</i>	40
Produits en asbeste-ciment; amiante travaillée, ouvrages en amiante; produits réfractaires pour l'industrie céramique; verre à vitres, glace polie ou flottée, double vitrage, glaces et verres de sécurité, tubes en verre; produits en fibres de verre, fibres et filés de verre et tissus en fibres de verre; laine de roche.	
XIII. <i>Produits sidérurgiques (10.000 t + s.b.)</i>	100
XIV. <i>Métaux non ferreux et ouvrages en ces métaux</i>	170 + p.a.
Fil-machine, fil de cuivre et autres demi-produits de cuivre; bronze en poudre; barres et buselures en bronzes spéciaux; demi-finis en aluminium; produits finis en aluminium; métaux antifriction à base d'étain, soudures d'étain et alliages à base de plomb; feuilles minces de cuivre.	
XV. <i>Produits de l'industrie des fabrications métalliques, mécaniques et électriques</i>	1- 150
Matériel d'équipement, installations et usines complètes. Ouvrages en métaux communs, Machines, appareils et engins mécaniques. Machines et appareils électriques et objets servant à des usages électroniques. Véhicules pour le transport routier, y compris tracteurs et véhicules spéciaux; pièces détachées et de rechange; matériel pour voies ferrées; bateaux et équipement pour bateaux. Instruments et appareils d'optique, de mesure, de pesage, de vérification, de précision, instruments et appareils médico-chirurgicaux. Engins de sport de toute sorte.	

LETTRES CONNEXES

I

LE PRÉSIDENT DE LA DÉLÉGATION
DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE POLOGNE

Varsovie, le 8 septembre 1971

Monsieur le Président,

Au cours des négociations qui ont abouti au paraphe, en date de ce jour, de l'Accord commercial à long terme entre la République populaire de Pologne et l'Union économique Benelux, il a été constaté que les dispositions du Traité de Commerce et de Navigation, existant entre la Pologne et les Pays-Bas, signé à Varsovie le 30 mai 1924¹, ainsi que les dispositions du Traité de Commerce existant entre la Pologne et la Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg, signé à Bruxelles le 13 décembre 1922², relatives au traitement de la nation la plus favorisée, sont toujours en vigueur.

Je vous saurais gré de vouloir bien marquer votre accord sur ce qui précède.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

L. KLUCINSKI

A Monsieur F. G. Moquette
Président de la Délégation
de l'Union économique Benelux
à Varsovie

II

LE PRÉSIDENT DE LA DÉLÉGATION
DE L'UNION ÉCONOMIQUE BENELUX

Varsovie, le 8 septembre 1971

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre en date de ce jour, libellée comme suit :

[Voir lettre I]

Je marque mon accord sur ce qui précède.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

F. G. MOQUETTE

A Monsieur L. Klucinski
Président de la Délégation
de la République populaire de Pologne
à Varsovie

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. XXXIV, p. 9.

² *Ibid.*, vol. XXI, p. 183 and vol. CXLIV, p. 137.

III

LE PRÉSIDENT DE LA DÉLÉGATION
DE L'UNION ÉCONOMIQUE BENELUX

Varsovie, le 8 septembre 1971

Monsieur le Président,

Au cours des pourparlers qui ont abouti au paraphe, en date de ce jour, de l'Accord commercial à long terme entre l'Union économique Benelux et la République populaire de Pologne, vous avez exprimé le désir de supprimer la formalité de la licence pour les produits d'origine polonaise pour lesquels les restrictions quantitatives sont supprimées à l'importation dans l'Union économique Benelux. Vous avez en effet souligné l'intérêt manifesté par le Gouvernement de la République populaire de Pologne de pouvoir bénéficier en matière de licences à l'importation du régime applicable aux autres Parties contractantes de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce.

J'ai l'honneur de vous communiquer que les Gouvernements des pays de l'Union économique Benelux sont disposés à examiner avec bienveillance dans quelle mesure il serait possible de satisfaire à ce désir.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

F. G. MOQUETTE

A Monsieur L. Kłucinski
Président de la Délégation
de la République populaire de Pologne
à Varsovie

IV

LE PRÉSIDENT DE LA DÉLÉGATION
DE L'UNION ÉCONOMIQUE BENELUX

Varsovie, le 8 septembre 1971

Monsieur le Président,

Au cours des négociations qui ont abouti au paraphe, en date de ce jour, de l'Accord commercial à long terme entre l'Union économique Benelux et la République populaire de Pologne, j'ai eu l'honneur de vous informer de ce qui suit :

- Afin de favoriser les échanges commerciaux entre les territoires des Parties contractantes, les importations de produits destinés à la réexportation sont, en principe, autorisées en dehors des possibilités prévues au présent Accord, à condition que l'origine de ces produits ne soit pas modifiée;
- En outre, les échanges effectués dans le cadre de contrats concernant le travail à façon sont, en principe, autorisés aussi en dehors des possibilités prévues au présent Accord.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

F. G. MOQUETTE

A Monsieur L. Klucinski
Président de la Délégation
de la République populaire de Pologne
à Varsovie

V

LE PRÉSIDENT DE LA DÉLÉGATION
DE L'UNION ÉCONOMIQUE BENELUX

Varsovie, le 8 septembre 1971

Monsieur le Président,

Au cours des négociations qui ont abouti au paraphe, en date de ce jour, de l'Accord commercial à long terme entre l'Union économique Benelux et la République populaire de Pologne, vous avez soulevé le problème de la répartition entre les Pays-Bas et l'Union économique belgo-luxembourgeoise des contingents en vigueur pour l'importation de produits polonais dans l'Union économique Benelux, ainsi que celui de la procédure d'octroi de licences d'importation.

A cet égard j'ai eu l'honneur de vous communiquer ce qui suit :

Les licences étant délivrées par les trois instances compétentes des pays du Benelux, une répartition provisoire des contingents repris au «Protocole 1971» pour l'importation de produits polonais dans les pays du Benelux, s'impose. Elle est de nature à faciliter l'utilisation de ces contingents.

Les dispositions nécessaires seront prises par les autorités compétentes des pays du Benelux afin d'éviter que la susdite répartition des contingents ne donne lieu à des refus de licences aussi longtemps que des licences n'auront pas été délivrées pour la totalité des contingents Benelux.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

F. G. MOQUETTE

A Monsieur L. Klucinski
Président de la Délégation
de la République populaire de Pologne
à Varsovie

VI

LE PRÉSIDENT DE LA DÉLÉGATION
DE L'UNION ÉCONOMIQUE BENELUX

Varsovie, le 8 septembre 1971

Monsieur le Président,

Me référant à l'Accord commercial à long terme entre l'Union économique

Benelux et la République populaire de Pologne, paraphé en date de ce jour, j'ai l'honneur de vous confirmer ce qui suit :

En attendant l'entrée en vigueur de l'Accord précité dans les conditions y prévues et afin d'éviter tout délai dans son exécution, toutes les dispositions concernant les échanges de marchandises, prévues dans cet Accord et ses annexes, seront mises en application à titre provisoire au moment de la signature de l'Accord avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 1971, par les mesures administratives nécessaires.

Je vous prie de vouloir bien marquer votre accord sur ce qui précède.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

F. G. MOQUETTE

A Monsieur L. Kłucinski
Président de la Délégation
de la République populaire de Pologne
à Varsovie

VII

LE PRÉSIDENT DE LA DÉLÉGATION DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE POLOGNE

Varsovie, le 8 septembre 1971

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre en date de ce jour, libellée comme suit :

[*Voir lettre VI*]

Je marque mon accord sur ce qui précède.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

L. KŁUCINSKI

A Monsieur F. G. Moquette
Président de la Délégation
de l'Union économique Benelux
à Varsovie

VIII

LE PRÉSIDENT DE LA DÉLÉGATION DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE POLOGNE

Varsovie, le 8 septembre 1971

Monsieur le Président,

Au cours des négociations qui ont abouti au paraphe, en date de ce jour, de l'Accord commercial à long terme entre la République populaire de Pologne et l'Union économique Benelux, la question de l'exécution des contrats conclus pen-

dant la période de validité de cet Accord et dont l'exécution se poursuivra au-delà de la date de son expiration, a été évoquée.

Nous avons constaté à ce propos que les stipulations engageant les parties aux contrats demeureront en vigueur en conformité avec la législation respective.

Par ailleurs, comme il est de règle, il a été convenu que les dispositions nécessaires seraient prises en temps opportun par les autorités compétentes, dans le cadre de la réglementation en vigueur, afin que l'expiration de l'Accord à long terme ne fasse pas obstacle à la réalisation des contrats conclus, avant la date de son expiration, entre les organisations, institutions et entreprises intéressées de part et d'autre, compte tenu du désir des deux Parties contractantes d'assurer la stabilité et le développement des échanges commerciaux.

Je vous prie de vouloir bien marquer votre accord sur ce qui précède.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

L. KLUCINSKI

A Monsieur F. G. Moquette
Président de la Délégation
de l'Union économique Benelux
à Varsovie

IX

LE PRÉSIDENT DE LA DÉLÉGATION DE L'UNION ÉCONOMIQUE BENELUX

Varsovie, le 8 septembre 1971

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre en date de ce jour, libellée comme suit :

[*Voir lettre VIII*]

Je marque mon accord sur ce qui précède.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

F. G. MOQUETTE

A Monsieur L. Klucinski
Président de la Délégation
de la République populaire de Pologne
à Varsovie

LE PRÉSIDENT DE LA DÉLÉGATION
DE L'UNION ÉCONOMIQUE BENELUX

Varsovie, le 8 septembre 1971

Monsieur le Président,

Au cours des négociations qui ont abouti au paraphe, en date de ce jour, de l'Accord commercial à long terme entre l'Union économique Benelux et la République populaire de Pologne, les Parties contractantes sont convenues que les prix des marchandises livrées en vertu du présent Accord seront établis sur la base des prix mondiaux, c'est-à-dire des prix pratiqués sur les principaux marchés pour des marchandises similaires. Si pour de telles marchandises il n'existe pas de prix mondiaux, les prix considérés seront ceux en vigueur sur les marchés respectifs.

Au cas où des difficultés surgissent dans le domaine des prix, les deux Parties se consulteront incessamment dans le cadre de la Commission mixte ou par l'intermédiaire des Conseillers commerciaux, afin de prendre des mesures adéquates pour éliminer ces difficultés.

Je vous prie de vouloir bien marquer votre accord sur ce qui précède.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

F. G. MOQUETTE

A Monsieur L. Klucinski
Président de la Délégation
de la République populaire de Pologne
à Varsovie

XI

LE PRÉSIDENT DE LA DÉLÉGATION
DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE POLOGNE

Varsovie, le 8 septembre 1971

Monsieur le Président,

Par lettre en date de ce jour, vous avez bien voulu me faire savoir ce qui suit :

[Voir lettre X]

Je marque mon accord sur ce qui précède.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

L. KLUCINSKI

A Monsieur F. G. Moquette
Président de la Délégation
de l'Union économique Benelux
à Varsovie

XII

LE PRÉSIDENT DE LA DÉLÉGATION
DE L'UNION ÉCONOMIQUE BENELUX

Varsovie, le 8 septembre 1971

Monsieur le Président,

Au cours des négociations qui ont abouti au paraphe, en date de ce jour, de l'Accord commercial à long terme entre l'Union économique Benelux et la République populaire de Pologne, vous avez attiré mon attention sur le fait que le charbon polonais est fourni aux pays de l'Union économique Benelux sur la base de contrats à long terme qui dépassent la période de validité du «Protocole 1971».

A cet égard vous avez exprimé le souhait que les autorités compétentes des pays de l'Union économique Benelux continueront à accorder les licences nécessaires pour l'exécution complète desdits contrats.

J'ai l'honneur de vous communiquer que les autorités compétentes des pays de l'Union économique Benelux s'engagent à délivrer des licences d'importation pour l'année 1971 à concurrence de 1 150 000 tonnes et qu'elles continueront à autoriser l'importation de charbon polonais, dans le cadre de leur politique générale d'importation de produits minéraux solides.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

F. G. MOQUETTE

A Monsieur L. Kłucinski
Président de la Délégation
de la République populaire de Pologne
à Varsovie

XIII

LE PRÉSIDENT DE LA DÉLÉGATION
DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE POLOGNE

Varsovie, le 8 septembre 1971

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre en date de ce jour, libellée comme suit :

[Voir lettre XII]

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

L. KLUCINSKI

A Monsieur F. G. Moquette
Président de la Délégation
de l'Union économique Benelux
à Varsovie

DÉCLARATION DU PRÉSIDENT DE LA DÉLÉGATION
DE L'UNION ÉCONOMIQUE BENELUX

Au cours des négociations qui ont abouti au paraphe, en date de ce jour, de l'Accord commercial à long terme entre l'Union économique Benelux et la République populaire de Pologne, les Gouvernements des pays du Benelux ont exprimé leur intention de poursuivre une politique de libéralisation des importations en se fixant pour objectif de supprimer au cours de la durée d'application dudit Accord, les restrictions quantitatives qui existent encore. Ils ne peuvent toutefois pas exclure que, à titre exceptionnel, certaines restrictions quantitatives doivent être maintenues pour des raisons particulières au-delà de cette période.

Si tel devait être le cas, les Gouvernements des pays du Benelux sont prêts à se concerter à ce sujet dans le cadre de la Commission mixte.

[TRANSLATION—TRADUCTION]

LONG-TERM TRADE AGREEMENT¹ BETWEEN THE BENELUX ECONOMIC UNION AND THE POLISH PEOPLE'S REPUBLIC SIGNED AT THE HAGUE ON 25 NOVEMBER 1971

The Government of the Kingdom of the Netherlands, and

The Government of the Kingdom of Belgium, acting, by virtue of existing agreements, both on its own behalf and on behalf of the Government of the Grand Duchy of Luxembourg,

These Governments acting jointly by virtue of the Treaty instituting the Benelux Economic Union, signed at The Hague, on 3 February 1958,² being the Contracting Party of the one part, and

The Government of the Polish People's Republic, being the Contracting Party of the other part,

Considering that the progress of their economies creates favourable conditions for the development of trade,

Desiring to continue their efforts to facilitate and increase their reciprocal trade, account being taken of the fact that they are parties to the General Agreement on Tariffs and Trade³ and of their domestic laws and regulations in force,

Have agreed as follows:

Article I. Taking into account the fact that, and the terms on which, they are parties to the General Agreement on Tariffs and Trade, the Contracting Parties shall accord to each other most-favoured-nation treatment with respect to customs duties and other charges and with respect to rules and formalities in connexion with exports and imports of goods and services, as provided in article 1 of the said General Agreement.

Article II. 1. The Contracting Parties shall endeavour to ensure free access to the markets of the Parties for Netherlands, Belgian, Luxembourg and Polish goods respectively. In that connexion, trade between the Parties shall be carried on in the conditions of freedom which result from their respective laws and regulations, except in the case of the products listed in the negative schedule annexed to this Agreement.

The Governments of the Benelux countries shall pursue a policy of liberaliza-

¹ Applied provisionally as from 25 November 1971, the date of signature, with retroactive effect from 1 January 1971, in accordance with the provisions of related letters Nos. VI and VII, and came into force definitively on 5 June 1973, the date of deposit with the Government of the Netherlands of the last instrument of ratification, with retroactive effect from 1 January 1971, in accordance with article XI. The instruments were deposited as follows:

Netherlands		
(For the Kingdom in Europe, Surinam and the Netherlands Antilles)	13 June	1972
Poland	11 October	1972
Belgium (also for Luxembourg)	5 June	1973

² United Nations, *Treaty Series*, vol. 381, p. 165.

³ United Nations, *Treaty Series*, vol. 55, p. 187.

tion of imports with the aim of abolishing, during the period of application of the Agreement, such quantitative restrictions as still exist.

2. The detailed provisions relating to reciprocal trade under this Agreement shall be set forth in annual protocols. The provisions for the year 1971 appear in the "1971 Protocol", annexed to this Agreement.

The provisions for each of the following years shall be adopted on the basis of the work of the Mixed Commission provided for in article VIII of this Agreement, account being taken of the desire of the Contracting Parties to facilitate and increase trade from year to year during the period of validity of this Agreement.

Article III. For the purposes of this Agreement, Netherlands, Belgian and Luxembourg goods shall be deemed to be those originating in the Benelux Economic Union.

Polish goods shall be deemed to be those originating in the Polish People's Republic.

Article IV. The Contracting Parties express their desire to facilitate the development of economic, industrial and technical co-operation between enterprises established in their respective territories.

To that end, the competent authorities of the Contracting Parties shall give sympathetic consideration, on a case-by-case basis, to trade resulting from co-operation activities, with a view to authorizing such trade over and above the import possibilities provided for in this Agreement.

Article V. In the case of exchanges between the territories of the Contracting Parties under contracts relating to job-work, the competent authorities shall not apply licence-issuing procedures or customs clearance formalities less advantageous than those which they apply to similar exchanges with other countries.

Article VI. Payments relating to trade between the territories of the Contracting Parties shall be effected in accordance with the provisions of the Payments Agreement in force between the Benelux countries and the Polish Republic.

Article VII. The Contracting Parties agree to pursue a policy of non-discrimination in the matter of international shipping.

The Governments of the Contracting Parties have accordingly agreed to refrain from any action detrimental to the shipping of the other Party.

Article VIII. A Mixed Commission, composed of representatives of the Governments concerned, shall meet each year alternately at The Hague and at Warsaw; it may also be convened whenever either of the Contracting Parties so requests.

The Mixed Commission shall be empowered to submit to the Contracting Parties any proposals for furthering the development of trade between their territories and to consider any questions which may arise during the implementation of this Agreement.

It shall, in particular, be empowered to make proposals concerning annual protocols relating to imports and exports, as provided for in article II of this Agreement.

Article IX. This Agreement shall be ratified or approved, in accordance with the domestic rules in force in the respective countries. The instruments of ratification or approval shall be deposited with the Government of the Kingdom of the Netherlands as soon as possible.

Article X. In the case of the Kingdom of the Netherlands, this Agreement shall apply to the whole of the Kingdom unless otherwise provided in the Netherlands instrument of ratification.

Article XI. This Agreement shall be valid for a period of four years and shall enter into force on the date of the deposit of the last instrument of ratification or approval, with retroactive effect from 1 January 1971.

The Contracting Parties reserve the right to engage in consultations pursuant to their international commitments, but such consultations shall not call in question the fundamental objectives of the Agreement.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned, being duly authorized thereto, have signed this Agreement.

DONE at The Hague, on 25 November 1971, in triplicate in the French language.

For the Benelux
Economic Union:

For the Kingdom
of the Netherlands:

W. K. N. SCHMELZER

For the Belgo-Luxembourg
Economic Union:

W. VAN CAUWENBERG

For the Polish
People's Republic:

OLSZEWSKI

ANNEX TO THE LONG-TERM TRADE AGREEMENT

SCHEDULE OF PRODUCTS ORIGINATING IN POLAND TO WHICH THE ABOLITION
OF QUANTITATIVE RESTRICTIONS ON IMPORTS INTO BENELUX DOES NOT APPLY

NEGATIVE SCHEDULE

<i>Tariff No.</i>	<i>Description of goods</i>
ex 01.01	Live horses for slaughter
ex 01.04	Live domestic sheep, other than thoroughbred sheep for breeding
ex 02.01	— Meat of domestic horses and sheep, fresh, chilled or frozen
	— Edible offals of sheep, fresh, chilled or frozen, other than those intended for the manufacture of pharmaceutical products
ex 02.06	— Horsemeat, salted, in brine or dried
	— Meat and edible offals of domestic sheep, salted, in brine, dried or smoked
ex 04.01	Milk and cream, fresh, not concentrated or sweetened, with a fat content by weight of not more than 6 per cent
ex 06.03	Cut flowers and flower buds of a kind suitable for bouquets or for ornamental purposes, fresh
ex 07.01	— Potatoes, other than seed potatoes, fresh or chilled
	— Tomatoes, fresh or chilled
ex 07.02	Potatoes, other than seed potatoes (whether or not cooked), preserved by freezing

<i>Tariff No.</i>	<i>Description of goods</i>
ex 07.03	Potatoes, other than seed potatoes, provisionally preserved in brine, in sulphur water or in other preservative solutions, but not specially prepared for immediate consumption
ex 08.04	Fresh dessert grapes
12.05	Chicory roots, fresh or dried, whole or cut, unroasted
17.04	Sugar confectionery, not containing cocoa
18.06	Chocolate and other food preparations containing cocoa
ex 20.05	Jams, fruit jellies and marmalades, being cooked preparations, whether or not containing added sugar
25.01	Common salt (including rock salt, sea salt and table salt); pure sodium chloride; salt liquors, sea water
25.23	Portland cement, ciment fondu, slag cement, supersulphate cement and similar hydraulic cements, whether or not coloured or in the form of clinker
27.01	Coal; briquettes, ovoids and similar solid fuels manufactured from coal
27.02	Lignite, whether or not agglomerated
ex 27.04	Coke and semi-coke of coal, other than that intended for the manufacture of electrodes
27.09	Petroleum and shale oils, crude
ex 27.10	Petroleum and shale oils, other than crude: light oils, medium oils, gas oils and fuel oils (other than preparations not elsewhere specified or included, containing not less than 70 per cent by weight of petroleum or shale oils, these oils being the basic constituents of the preparations)
ex 28.17	Sodium hydroxide (caustic soda)
ex 28.19	Zinc oxide
ex 28.28	Antimony oxides
ex 28.40	Trisodium phosphate
ex 28.42	Sodium carbonate, neutral, dehydrated
ex 28.45	Sodium silicates, including commercial sodium silicates
28.54	Hydrogen peroxide, including solid hydrogen peroxide
ex 28.56	Calcium carbide
ex 29.14	Acetic acid
ex 29.44	Penicillins
ex 30.03	Medicaments (including veterinary medicaments), containing penicillins or their derivatives
ex 31.02	Mineral or chemical fertilizers, nitrogenous, other than natural sodium nitrate
cx 31.03	Superphosphates
ex 32.05	Synthetic organic dyestuffs
ex 32.07	Pigments with a zinc sulphide base (lithopone and the like)
36.02	Prepared explosives
36.03	Mining, blasting and safety fuses
36.04	Percussion and detonating caps; igniters; detonators
36.06	Matches
ex 40.14	Rubber rings for preserving jars
ex 42.02	Trunks, suitcases, hat-boxes, children's cases, picnic hampers, cases for sewing-machines or typewriters and similar trunks and cases, of vulcanized fibre or paperboard
ex 44.24	Wooden clothes-pegs
ex 46.03	Basketwork, wickerwork and other articles of osier, peeled, weighing more than 2.5 kg each, and articles of osier, not peeled, weighing more than 1.5 kg each, other than demijohns for industrial use
ex 48.01	Sulphite wrapping paper weighing 30 gr or more per m ²

<i>Tariff No.</i>	<i>Description of goods</i>
ex 51.04	Woven fabrics of man-made fibres (continuous), including woven fabrics of monofil or strip of heading No. 51.01 or 51.02, other than woven fabrics for outer covers of pneumatic tires, crêpes and unbleached woven fabrics
ex 53.11	Woven fabrics or sheep's or lambs' wool or of fine animal hair, other than woven fabrics for travelling rugs and blankets
ex 55.09	Other woven fabrics of cotton containing at least 85 per cent by weight of cotton, other than unbleached woven fabrics, not mercerized; insulating gauze in strips and woven fabrics with raised nap containing less than 85 per cent by weight of cotton, other than unbleached woven fabrics, not mercerized.
ex 56.01	Artificial textile fibres, not carded, combed or otherwise prepared for spinning
ex 56.03	Waste (including yarn waste and pulled or garnetted rags) of artificial textile fibres (continuous or discontinuous), not carded, combed or otherwise prepared for spinning
ex 56.07	Woven fabrics of man-made fibres (discontinuous or waste), other than crêpes and unbleached woven fabrics
ex 58.04	Woven pile fabrics and chenille fabrics (other than fabrics falling within heading No. 55.08 or 58.05), of wool or of fine or course animal hair
ex 60.02	Gloves, mittens and mitts, knitted or crocheted, not elastic or rubberized, of synthetic or artificial textile fibres
ex 60.03	Stockings and socks, knitted or crocheted, not elastic or rubberized, of synthetic textile materials, and men's heavy socks weighing from 80 to 120 per pair, of artificial textile materials or of wool
ex 60.04	Under garments, knitted or crocheted, not elastic or rubberized, of synthetic or artificial materials, cotton or other vegetable textile materials
ex 60.05	Outer garments and other articles, knitted or crocheted, not elastic or rubberized, of cotton or other vegetable textile materials
ex 61.03	Men's and boys' undergarments, including collars, shirt fronts and cuffs, other than garments of silk, silk noil or other waste silk, wool or fine animal hair
ex 61.04	Women's, girls' and infants' undergarments, other than garments of silk, silk noil or other waste silk, wool or fine animal hair
ex 62.01	Travelling rugs and blankets, other than electric blankets, of pure cotton
ex 62.02	Bed linen, table linen, toilet linen and kitchen linen, of cotton or flax
ex 62.04	— Tents, other than play tents — Pneumatic mattresses
ex 64.01	Boots and overshoes with outer soles and uppers of rubber
ex 64.02	— Ankle-boots with uppers of leather, with inner soles at least 24 cm in length and with outer soles of rubber or artificial plastic material (other than footwear falling within heading No. 64.01) — Other footwear for men, with outer soles of leather or composition leather or of rubber or artificial plastic material (other than footwear falling within heading No. 64.01)
ex 69.06	Piping, conduits, and guttering (including angles, bends and similar fittings), of stoneware
ex 69.07	Unglazed paving, hearth and wall tiles, of stoneware, faïence or fine earthenware
ex 69.08	Glazed paving, hearth and wall tiles, of stoneware, faïence or fine earthenware
ex 69.09	— Troughs, tubs and similar receptacles of a kind used in agriculture; pots, jars and similar articles of a kind commonly used for the conveyance or packing of goods: of porcelain — Pots, jars and similar articles of a kind commonly used for the conveyance or packing of goods, of pottery other than porcelain, excluding articles of common earthenware or stoneware

<i>Tariff No.</i>	<i>Description of goods</i>
69.11	Tableware and other articles of a kind commonly used for domestic or toilet purposes, of porcelain
ex 69.12	Tableware and other articles of a kind commonly used for domestic or toilet purposes, other than articles of common earthenware or stoneware
ex 69.14	Other articles of porcelain (other than stoves and parts thereof), of faience or of fine earthenware
ex 70.05	Unworked drawn or blown glass (including flashed glass), in rectangles, not coloured or flashed, other than refractory glass for hearths, oven and stoves and glass slides
ex 70.10	— Carboys and bottles of unworked glass, with a capacity of over 25 centilitres but not more than 2½ litres — Carboys, bottles, jars, pots, tubular containers and similar containers of a kind commonly used for the conveyance or packing of goods (other than carboys and bottles, of unworked glass, with a capacity of over 25 centilitres but not more than 2½ litres), of blown or pressed glass; stoppers and other closures, of blown or pressed glass
ex 70.13	Glassware (other than articles falling within heading No. 70.19) of a kind commonly used for table, kitchen, toilet or office purposes, for indoor decoration, or for similar uses, of blown or pressed glass, other than missing bottles and fishbowls
ex 70.17	Laboratory, hygienic and pharmaceutical glassware, of blown or pressed glass (unless of fused silica or fused quartz), other than laboratory glassware of blown glass or lamp-worked glass
ex 70.21	Other articles of blown or pressed glass
73.01	Pig iron, cast iron and spiegeleisen, in pigs, blocks, lumps and similar forms
ex 73.02	Ferro-manganese containing more than 2 per cent by weight of carbon (carburi- zied ferro-manganese)
73.08	Iron or steel coils for re-rolling
ex 73.10	Bars and rods (including wire rod), of iron or steel, and hollow mining drill steel: — hot-rolled, forged or extruded but not further prepared — plated, hot-rolled, forged or extruded but not further prepared
ex 73.11	Angles, shapes and sections, of iron or steel: — hot-rolled, forged or extruded but not further prepared — plated, hot-rolled, forged or extruded but not further prepared — sheet piling, whether or not drilled, punched or made from assembled elements
ex 73.12	Hoop and strip, of iron or steel: — hot-rolled but not further prepared — cold-rolled but not further prepared, intended for the manufacture of tin-plate (in coils), — tin-plate, — plated, hot-rolled but not further prepared
ex 73.13	— Sheets and plates, of iron and steel, of the kind known as "magnetic" — Other sheets and plates: — hot-rolled but not further prepared — cold-rolled but not further prepared, of a thickness of less than 3 mm, — burnished or polished but not further prepared — plated, coated or otherwise treated on the surface, excluding silvered, gilt, platinized or enamelled sheets and plates — cut to non-rectangular shape but not further prepared, excluding silvered, gilt, platinized or enamelled sheets and plates

<i>Tariff No.</i>	<i>Description of goods</i>
ex 73.15	<ul style="list-style-type: none"> – Ingots, blooms, billets, slabs and sheet bars, other than forged, of alloy steel or high carbon steel – Coils for re-rolling, and universal plates, of alloy steel or high carbon steel – Bars and rods (including wire rod and hollow mining drill steel), and angles, shapes and sections, of alloy steel or high carbon steel: <ul style="list-style-type: none"> – hot-rolled, forged or extruded but not further prepared – plated, hot-rolled, forged or extruded but not further prepared – Hoop and strip, of alloy steel or high carbon steel: <ul style="list-style-type: none"> – hot-rolled but not further prepared – plated, hot-rolled but not further prepared – Sheets and plates, of alloy steel or high carbon steel: <ul style="list-style-type: none"> – hot-rolled but not further prepared – cold-rolled but not further prepared, of a thickness of less than 3 mm – polished, plated, coated or otherwise treated on the surface – cut to non rectangular shape but not further prepared
ex 73.16	<ul style="list-style-type: none"> – Railway and tramway rails (other than electric third rails partly of non-ferrous metal), of iron or steel – Check-rails, of iron or steel – Sleepers, of iron or steel – Fish-plates and chairs, of iron or steel, rolled
73.18	Tubes and pipes and blanks therefor, of iron (other than of cast iron) or steel, excluding high-pressure hydroelectric conduits
ex 73.32	Woods screws, of iron or steel
ex 76.01	Unwrought aluminium
ex 79.01	Unwrought zinc
ex 81.04	Crude antimony
ex 85.09	Lighting devices other than those listed under No. 85.08 for bicycles, including dynamos
ex 87.10	Cycles, not motorized, other than delivery tricycles
ex 87.12	Pedals for cycles, not motorized; frames, whether or not assembled from one or more parts, for cycles, not motorized, other than delivery tricycles
ex 93.07	Cartridges for smooth-bore hunting guns
ex 96.02	Tooth-brushes; brooms and brushes not of a kind used as parts of machines; artists' paint-brushes
ex 97.04	Playing-cards

1971 PROTOCOL

ANNEXED TO THE LONG-TERM TRADE AGREEMENT BETWEEN THE BENELUX ECONOMIC UNION AND THE POLISH PEOPLE'S REPUBLIC SIGNED AT THE HAGUE ON 25 NOVEMBER 1971

In the course of the negotiations leading to the conclusion of the Long-term Trade Agreement, the Contracting Parties have agreed as follows:

Article I. With reference to article II of the aforementioned Agreement, the Contracting Parties have drawn up for the year 1971 schedules A and B annexed hereto.

Article II. The values or quantities indicated in schedules A and B may be exceeded, with the authorization of the competent authorities.

Article III. This Protocol shall form an integral part of the Long-term Trade Agreement.

DONE at The Hague, on 25 November 1971, in triplicate in the French language.

For the Benelux
Economic Union

For the Kingdom
of the Netherlands

W. K. N. SCHMELZER

For the Belgo-Luxembourg
Economic Union:

W. VAN CAUWENBERG

For the Polish
People's Republic:

OLSZEWSKI

SCHEDULE A

IMPORTS OF POLISH PRODUCTS INTO THE BENELUX ECONOMIC UNION

The competent authorities of the Contracting Parties shall authorize imports or exports, as the case may be, at least up to the quantity or value indicated below.

No.	Tariff no.	Description of goods	Quantity	Value in thousands of Belgian francs
1.	ex 01.01	Horses for slaughter	7,500 head	
2.	ex 01.04	Sheep for slaughter and meat of sheep ⁽¹⁾ . .	100 tons	
3.	ex 02.01	Horse meat ⁽²⁾	4,000 tons	
	ex 02.06			
4.	ex 12.05	Chickory roots, dried ⁽³⁾	2,100 tons	
5.	ex 17.04	Confectionery	120 tons	
	18.06			
6.	ex 20.02	Jams, fruit jellies and marmalades	25 tons	
7.	25.23	Cement ⁽⁴⁾		p.m.

¹ *Sheep for slaughter and meat of sheep.* The competent authorities of the Benelux Economic Union state that imports under the quota established for these products should in principle take place between 1 January and 31 August.

If domestic market situation develops favourably, they will give sympathetic consideration to the possibility of also authorizing the import of these products between 1 September and 31 December.

² *Horsemeat.* The competent authorities of the Benelux Economic Union undertake to give sympathetic consideration to the possibility of issuing import licences for at least a quantity of up to 2,000 tons over and above the quota of 4,000 tons.

³ *Chickory roots, dried.* The quota of 2,100 tons is intended for the Netherlands.

The competent authorities of the Belgo-Luxembourg Economic Union authorize the import of 3,150 tons of dried chickory roots for re-export after processing. If the domestic market develops favourably, they will authorize, under the quota established for this product, imports for domestic consumption.

⁴ *Cement.* The competent authorities of the Benelux Economic Union are prepared to authorize the import of cement of Polish origin under the quota established for imports of this product. They will nevertheless encourage the import of Polish cement in a quantity of up to 35,000 tons.

No.	Tariff no.	Description of goods	Quantity	Value in thousands of Belgian francs
8.	ex 28.17	Caustic soda		p.m.
9.	ex 28.19	Zinc white	600 tons	
10.	ex 28.42	Sodium carbonate		p.m.
11.	ex 28.56	Calcium carbide		p.m.
12.	ex 29.14	Acetic acid	30 tons	
13.	ex 31.02	Nitrogenous chemical fertilizers		p.m.
14.	ex 32.05	Synthetic organic dyestuff ⁵		2,500
15.	ex 32.07	Lithopone		p.m.
16.	36.06	Matches	1,500,000 boxes	
17.	ex 44.24	Wooden clothes-pegs		p.m.
18.	ex 48.01	Sulphite wrapping paper		550
19.	ex 51.04	Printed fabrics		3,600
	ex 55.09			
	ex 56.07			
20.	ex 51.04	Dyed fabrics		6,000
	ex 55.09			
	ex 56.07			
21.	ex 51.05	Other fabrics		p.m.
	ex 55.09			
	ex 56.07			
22.	ex 53.11	Woven fabrics of sheep's or lambs' wool, pure or mixed		1,000
	ex 56.07			
	ex 58.04			
23.	ex 60.03	Women's stockings, of synthetic textile materials		p.m.
24.	ex 60.03	Stockings and socks of synthetic textile materials, other than women's stockings ...	15,000 dozen pairs	
25.	ex 60.04	Undergarments, knitted or crocheted		500
26.	ex 60.05	Outer garments and other articles knitted or crocheted, of cotton or other vegetable textile materials		500
27.	ex 61.03	Men's undergarments, including collars, shirt fronts and cuffs		p.m.
28.	ex 62.02	Bed linen, table linen, toilet linen and kitchen linen, of cotton or flax		250
29.	ex 62.04	Tents	10 tons	
30.	ex 62.04	Pneumatic mattresses	8,000 units	
31.	ex 64.01	Rubber boots and overshoes	46,000 pairs	
32.	ex 64.02	Ankle boots	5,000 pairs	
33.	ex 64.02	Other leather footwear for men	57,500 pairs	

⁵ *Synthetic organic dyestuffs.* Over and above the quota of 2.5 million Belgian francs, the competent authorities of the Benelux Economic Union undertake to issue licences for the import of dyestuffs of Polish origin up to the value of:

— 10 million Belgian francs for reciprocal transactions relating exclusively to trade in dyestuffs;

— 1 million Belgian francs for dyestuffs falling within statistical headings 32.05.10/25/30/35/40/45/50.

No.	Tariff no.	Description of goods	Quantity	Value in thousands of Belgian francs
34.	ex 69.06	Piping of stoneware	2,000 tons	
35.	69.11	Tableware and other articles of porcelain . .		12,000
	ex 69.14			
36.	ex 69.12	Tableware and other articles of faience or porcelite		3,150
	ex 69.14			
37.	ex 70.05	Drawn or blown glass	1,800 tons	
38.	ex 70.10	Glassware used for the packing of goods . .		5,000
39.	ex 70.10	Articles of blown or pressed glass		2,625
	ex 70.13			
	ex 70.17			
40.	73.08	Iron or steel coils for re-rolling	10,000 tons	
41.	ex 73.10	Iron and steel products, finished	6,000 tons	
	ex 73.11			
	ex 73.12			
	ex 73.13			
	ex 73.15			
42.	ex 87.10	Cycles, not motorized; frame	1,000 units	
	ex 87.12			
43.	ex 93.07	Cartridges for smooth-bore hunting guns . .	450,000 units	
44.	ex 96.02	Brooms and brushes		1,000
45.		Other products not freed from restriction . .		p.m.

SCHEDULE B

IMPORTS OF BENELUX ECONOMIC UNION PRODUCTS INTO POLAND

The competent authorities of the Contracting Parties shall authorize imports or exports, as the case may be, at least up to the quantity or value indicated below.

	Value in millions of Belgian francs
I. <i>Material of animal or vegetable origin for reproduction and general use</i>	63
Animals for breeding, day-old chicks, other live animals, including exotic animals, eggs for incubation, seeds for agriculture and horticulture, including flaxseed (30 per cent field-controlled), flower bulbs, slips and seedlings, live plants, cut flowers, floricultural plants and nursery garden products, rattans, reeds, osier and products thereof.	
II. <i>Agricultural products for consumption</i>	97
Dairy products, meat, sea fish, natural guts and bladders, fresh fruit and	

*Value in millions
of Belgian francs*

vegetables, indigenous hops, seeds for consumption, plants for use in pharmacy and perfumery, indigenous unmanufactured tobacco, manufactured tobacco.

III. <i>Products of the food industry</i>	160
<p>Preserved meat, fish, fruit and vegetables; animal and vegetable oils and fats, fatty acid, acid oils and fatty alcohols; glycerine; cereal preparations; cocoa butter and other chocolate and confectionery products, glucose and syrups; beer and distilled beverages, blended tea and other food preparations, yeast extract; oilcake.</p>	
IV. <i>Chemical products</i>	700
<p>Petroleum oils, other than crude, petroleum jelly and paraffin wax; selenium; arsenic trioxide and arsenic; cobalt oxides and salts; tin oxides and cadmium oxides; germanium dioxide; zinc chloride; copper sulphate, zinc sulphate and nickel sulphate; calcium sulphide; dicalcium phosphate, edible; phosphites and hypophosphites; sodium perborate; ethylene glycol; cyclohexanol; phenols; diethylene glycol; ethylene oxide; stearic acids; polyacids; citric acid; amine-function compounds; chloride of choline and chloride of chlorocholine; dimethylformamide; organo-sulphur compounds; enzymes; products for laboratory use; caffeine; mineral or chemical fertilizers; dyestuffs; prepared pigments, prepared opacifiers and prepared colours; vitrifiable compounds, glass frit; paints and varnishes; essential oils; synthetic perfumes, compound essences and fruit essences; organic surface-active agents; emulsifiers, demulsifiers; gelatin; insecticides, and pesticides; sensitized products for use in photography, radiography, cinematography and the graphic arts (in black and white or in colour); unsensitized film; additives for mineral oils; catalytic agents; artificial resins and plastic materials, cellulose esters and ethers and articles thereof.</p>	
V. <i>Pharmaceutical products</i>	70
<p>Raw materials; patent medicines; antibiotics, serums and vaccines, prepared medicaments, hormone preparations, vitamins.</p>	
VI. <i>Rubber products</i>	70
<p>Synthetic rubber; conveyor or transmission belts; tires (outer covers and inner tubes).</p>	
VII. <i>Leather and articles thereof</i>	30
<p>Bovine cattle leather, including calf, leather for soles and belts, patent leather and metallized leather, articles of leather or of composition leather; fancy leather goods, footwear.</p>	
VIII. <i>Wood and articles of wood</i>	10
IX. <i>Paper and paperboard, articles of paper and paperboard, book-trade items</i>	30
<p>Duplex paper and paperboard, coated paper, baryta paper, vegetable parch-</p>	

*Value in millions
of Belgian francs*

ment, surface-coloured paper and paperboard; paper and paperboard coated with artificial resins.

X. *Textiles* 300

Scutched flax, flax tow and flax waste; man-made fibres, including cables; wool not carded or combed, wool and other animal hair carded and combed, wool noils and wool waste not pulled or garnetted; used or new rags.

XI. *Textile articles* 60

Yarn of man-made fibres, including yarn for tires and yarn put up for retail sale; yarn of pure or mixed wool; knitting wool; sewing thread; woven fabrics of wool, cotton or man-made fibres, pure or mixed; fabrics for upholstery and for curtains; travelling rugs and blankets; twine and cordage; felt and fabrics for industrial use; hat bodies; knitted and crocheted goods; ready-made garments; floor coverings.

XII. *Glass and glassware; ceramic products; articles of stone* 40

Articles of asbestos-cement; fabricated asbestos and articles thereof; refractory goods for the ceramic industry; drawn or blown glass, plate glass polished or floated, double-pane glass, safety glass, glass tubes; articles of glass fibre, spun glass and fabrics of glass fibre; rock wool.

XIII. *Iron and steel products (10,000 tons + as required)* 100

XIV. *Non-ferrous metals and articles thereof* 170 +
possible
increase

Wire rod, copper wire and other semi-finished copper products; bronze powder; bars, rods and bushings of special bronze; semi-finished aluminium products, finished products of aluminium; tin-based antifriction metals, tin solder and lead alloys; copper foil.

XV. *Metal, mechanical and electrical manufactures* 1,150

Plant and equipment and complete factories. Articles of base metal. Machinery and mechanical appliances. Electrical and electronic machinery and equipment. Vehicles for road transport, including tractors and special-purpose vehicles, spare parts and replacement parts; railway or tramway equipment; ships and boats and equipment therefor. Optical, measuring, weighing, checking, precision, medical and surgical instruments and apparatus. Sports requisites of all kinds.

RELATED LETTERS

I

THE CHAIRMAN OF THE DELEGATION
OF THE POLISH PEOPLE'S REPUBLIC

Warsaw, 8 September 1971

Sir,

In the course of the negotiations which led to the initialling this day of the Long-term Trade Agreement between the Polish People's Republic and the Benelux Economic Union, it was confirmed that the provisions of the Treaty of Commerce and Navigation between Poland and the Netherlands, signed at Warsaw on 30 May 1924,¹ — and the provisions of the Treaty of Commerce between Poland and Belgium and the Grand Duchy of Luxembourg, signed at Brussels on 13 December 1922,² concerning most favoured-nation treatment are still in force.

I should be grateful if you would signify your agreement with the foregoing.
Accept, Sir, etc.

L. KLUCINSKI

Mr. F. G. Moquette
Chairman of the delegation
of the Benelux Economic Union
Warsaw

II

THE CHAIRMAN OF THE DELEGATION
OF THE BENELUX ECONOMIC UNION

Warsaw, 8 September 1971

Sir,

I have the honour to acknowledge receipt of your letter of today's date, reading as follows:

[*See letter I*]

I signify my agreement with the foregoing.
Accept, Sir, etc.

F. G. MOQUETTE

Mr. L. Klucinski
Chairman of the delegation
of the Polish People's Republic
Warsaw

¹ League of Nations, *Treaty Series*, vol. XXXIV, p. 9.

² *Ibid.* vol. XXI, p. 183 et vol. CXLIV, p. 137.

III

THE CHAIRMAN OF THE DELEGATION
OF THE BENELUX ECONOMIC UNION

Warsaw, 8 September 1971

Sir,

In the course of the discussions which led to the initialling this day of the Long-term Trade Agreement between the Benelux Economic Union and the Polish People's Republic, you expressed the desire that the licensing formality should be abolished in the case of products of Polish origin for which quantitative restrictions on imports into the Benelux Economic Union have been abolished. You emphasized the interest manifested by the Government of the Polish People's Republic in being able to benefit, as regards import licenses, from the regime applicable to the other Contracting Parties to the General Agreement on Tariffs and Trade.

I have the honour to inform you that the Governments of the countries of the Benelux Economic Union are prepared to give sympathetic consideration to the question of the extent to which it would be possible to meet this desire.

Accept, Sir, etc.

F. G. MOQUETTE

Mr. L. Kłucinski
Chairman of the delegation
of the Polish People's Republic
Warsaw

IV

THE CHAIRMAN OF THE DELEGATION
OF THE BENELUX ECONOMIC UNION

Warsaw, 8 September 1971

Sir,

In the course of the negotiations which led to the initialling this day of the Long-term Trade Agreement between the Benelux Economic Union and the Polish People's Republic, I had the honour to inform you of the following:

- In order to promote trade between the territories of the Contracting Parties, imports of products intended for re-export are, in principle, authorized over and above the allowances specified in the present Agreement, provided that the origin of such products is not changed;
- In addition, exchanges carried out under contracts relating to job-work are also, in principle, authorized over and above the allowances specified in the present Agreement.

Accept, Sir, etc.

F. G. MOQUETTE

Mr. L. Kłucinski
Chairman of the delegation
of the Polish People's Republic
Warsaw

V

THE CHAIRMAN OF THE DELEGATION
OF THE BENELUX ECONOMIC UNION

Warsaw, 8 September 1971

Sir,

In the course of the negotiations which led to the initialling this day of the Long-term Trade Agreement between the Benelux Economic Union and the Polish People's Republic, you raised the question of the apportionment between the Netherlands and the Belgo-Luxembourg Economic Union of the quotas in force for imports of Polish products into the Benelux Economic Union, and also the question of the procedure for the granting of import licences.

In this connexion, I have the honour to communicate to you the following:

Since licences are issued by the three competent services of the Benelux countries, a provisional apportionment of the quotas set forth in the "1971 Protocol" for imports of Polish products into the Benelux countries is necessary. This apportionment is calculated to facilitate utilization of the quotas.

The necessary steps will be taken by the competent authorities of the Benelux countries to ensure that the above-mentioned apportionment of quotas does not result in denials of licences so long as licences have not been issued for the whole of the Benelux quotas.

Accept, Sir, etc.

F. G. MOQUETTE

Mr. L. Klucinski
Chairman of the delegation
of the Polish People's Republic
Warsaw

VI

THE CHAIRMAN OF THE DELEGATION
OF THE BENELUX ECONOMIC UNION

Warsaw, 8 September 1971

Sir,

With reference to the Long-term Trade Agreement between the Benelux Economic Union and the Polish People's Republic, initialled this day, I have the honour to confirm to you the following:

Pending the entry into force of the Agreement in the manner prescribed therein, and in order to avoid any delay in its implementation, all provisions concerning trade in goods specified in the Agreement and its annexes shall be applied on a provisional basis as from the date of signature of the Agreement, with retroactive effect from 1 January 1971, through the requisite administrative measures.

I would request you kindly to signify your agreement with the foregoing.

Accept, Sir, etc.

F. G. MOQUETTE

Mr. L. Klucinski
Chairman of the delegation
of the Polish People's Republic
Warsaw

VII

THE CHAIRMAN OF THE DELEGATION
OF THE POLISH PEOPLE'S REPUBLIC

Warsaw, 8 September 1971

Sir,

I have the honour to acknowledge receipt of your letter of today's date reading as follows:

[See letter VI]

I signify my agreement with the foregoing.

Accept, Sir, etc.

L. KLUCINSKI

Mr. F. G. Moquette
Chairman of the delegation
of the Benelux Economic Union
Warsaw

VIII

THE CHAIRMAN OF THE DELEGATION
OF THE POLISH PEOPLE'S REPUBLIC

Warsaw, 8 September 1971

Sir,

In the course of negotiations which led to the initialling this day of the Long-term Trade Agreement between the Polish People's Republic and the Benelux Economic Union, the question of the performance of contracts which are concluded during the period of the validity of the present Agreement and whose performance will continue beyond the date of its expiry was raised.

In this connexion, we confirmed that stipulations binding on the parties to contracts will remain in force in accordance with the relevant legislation.

Furthermore, as is customary, it was agreed that the necessary steps would be taken in due time by the competent authorities, under the laws and regulations in force, to the end that the expiry of the Long-term Agreement should not prevent the

fulfilment of contracts concluded, before the date of its expiry, between the organizations, institutions and enterprises concerned on both sides, account being taken of the desire of the two Contracting Parties to ensure the stability and development of Trade.

I would request you kindly to signify your agreement with the foregoing.
Accept, Sir, etc.

L. KLUCINSKI

Mr. F. G. Moquette
Chairman of the delegation
of the Benelux Economic Union
Warsaw

IX

THE CHAIRMAN OF THE DELEGATION
OF THE BENELUX ECONOMIC UNION

Warsaw, 8 September 1971

Sir,

I have the honour to acknowledge receipt of your letter of today's date reading as follows:

[See letter VIII]

I signify my agreement with the foregoing.
Accept, Sir, etc.

F. G. MOQUETTE

Mr. L. Kłucinski
Chairman of the delegation
of the Polish People's Republic
Warsaw

X

THE CHAIRMAN OF THE DELEGATION
OF THE BENELUX ECONOMIC UNION

Warsaw, 8 September 1971

Sir,

In the course of the negotiations which led to the initialling this day of the Long-

term Trade Agreement between the Benelux Economic Union and the Polish People's Republic, the Contracting Parties agreed that the prices of goods delivered under the present Agreement will be established on the basis of world prices, namely the prices prevailing in principal markets for similar goods. If there are no world prices for such goods, the prices in question will be those prevailing in the respective markets.

Should any difficulties arise in connexion with prices, the two Parties will immediately consult together within the framework of the Mixed Commission or through the Commercial Counsellors, with a view to taking adequate measures to eliminate such difficulties.

I would request you kindly to signify your agreement with the foregoing.

Accept, Sir, etc.

F. G. MOQUETTE

Mr. L. Klucinski
Chairman of the delegation
of the Polish People's Republic
Warsaw

XI

THE CHAIRMAN OF THE DELEGATION OF THE POLISH PEOPLE'S REPUBLIC

Warsaw, 8 September 1971

Sir,

By letter of today's date, you kindly informed me as follows:

[*See letter X*]

I signify my agreement with the foregoing.

Accept, Sir, etc.

L. KLUCINSKI

Mr. F. G. Moquette
Chairman of the delegation
of the Benelux Economic Union
Warsaw

XII

THE CHAIRMAN OF THE DELEGATION
OF THE BENELUX ECONOMIC UNION

Warsaw, 8 September 1971

Sir,

In the course of the negotiations which led to the initialling this day of the Long-term Trade Agreement between the Benelux Economic Union and the Polish People's Republic, you drew my attention to the fact that Polish coal is supplied to the countries of the Benelux Economic Union on the basis of long-term contracts which run beyond the period of validity of the "1971 Protocol".

In this connexion, you expressed the wish that the competent authorities of the Benelux Economic Union should continue to grant the licences necessary for the full performance of those contracts.

I have the honour to inform you that the competent authorities of the countries of the Benelux Economic Union undertake to issue import licences for the year 1971 for a quantity of up to 1,150,000 tons and that they will continue to authorize the import of Polish coal under their general policy relating to the import of solid mineral products.

Accept, Sir, etc.

F. G. MOQUETTE

Mr. L. Kłucinski
Chairman of the delegation
of the Polish People's Republic
Warsaw

XIII

THE CHAIRMAN OF THE DELEGATION
OF THE POLISH PEOPLE'S REPUBLIC

Warsaw, 8 September 1971

Sir,

I have the honour to acknowledge receipt of your letter of today's date, reading as follows:

[See letter *XII*]

Accept, Sir, etc.

L. KŁUCINSKI

Mr. F. G. Moquette
Chairman of the delegation
of the Benelux Economic Union
Warsaw

DECLARATION BY THE CHAIRMAN OF THE DELEGATION
OF THE BENELUX ECONOMIC UNION

In the course of the negotiations which led to the initialling this day of the Long-term Trade Agreement between the Benelux Economic Union and the Polish People's Republic, the Governments of the Benelux countries expressed their intention of pursuing a policy of liberalization of imports with the aim of abolishing, during the period of application of the said Agreement, such quantitative restrictions as still exist. They cannot, however, exclude the possibility that, by way of exception, some quantitative restrictions may have to be maintained beyond that period for special reasons.

If such should be the case, the Governments of the Benelux countries are prepared to consult on the subject within the framework of the Mixed Commission.

No. 13232

**BELGO-LUXEMBOURG ECONOMIC UNION
and
POLAND**

Long-term Agreement on the development of economic, industrial, scientific and technical co-operation (with annexes). Signed at Brussels on 22 November 1973.

Authentic texts: French, Dutch and Polish.

Registered by the Belgo-Luxembourg Economic Union on 23 April 1974.

**UNION ÉCONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE
et
POLOGNE**

Accord à long terme sur le développement de la coopération économique, industrielle, scientifique et technique (avec annexes). Signé à Bruxelles le 22 novembre 1973

Textes authentiques : français, néerlandais et polonais.

Enregistré par l'Union économique belgo-luxembourgeoise le 23 avril 1974.

ACCORD¹ À LONG TERME SUR LE DÉVELOPPEMENT DE LA COOPÉRATION ÉCONOMIQUE, INDUSTRIELLE, SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE ENTRE L'UNION ÉCONOMIQUE BELGO--LUXEMBOURGEOISE ET LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE POLOGNE

Le Gouvernement du Royaume de Belgique tant en son nom, qu'au nom du Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'accords existants, et le Gouvernement de la République populaire de Pologne,

Désireux de consolider les liens d'amitié unissant leurs peuples,

Soucieux de maintenir, faciliter et renforcer le développement continu de la coopération économique, industrielle, scientifique et technique,

Conscients du rôle essentiel de cette coopération dans leurs relations mutuelles,

Convaincus de l'importance de créer, pour faciliter cette coopération, les meilleures conditions,

Souhaitant mettre à profit, pour renforcer cette coopération, les possibilités que recèle le développement économique de leurs pays,

Se référant à l'Accord sur la coopération économique, industrielle et technique du 17 février 1965², à l'Accord commercial à long terme du 25 novembre 1971³ entre l'Union économique Benelux et la République populaire de Pologne ainsi qu'à la participation de leurs pays à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce⁴,

Convenant de l'utilité qui s'attache à l'adoption de dispositions à long terme destinées à offrir à la coopération des perspectives stables et durables,

Sont convenus de ce qui suit :

Article premier. Les Parties contractantes poursuivront leurs efforts visant à créer des conditions favorables pour le développement dynamique et harmonieux de la coopération économique, industrielle, scientifique et technique et prendront à cet égard toutes dispositions utiles dans l'esprit le plus libéral conformément à leurs engagements internationaux et notamment ceux mentionnés dans le préambule du présent Accord.

Article 2. Les Parties contractantes sont convenues de l'intérêt qui s'attache à faciliter aux entreprises et organismes de leurs pays l'utilisation la plus large des possibilités dans le cadre de tous plans ou projets à long terme existant dans leurs pays. En fonction de tels plans ou projets, les organismes responsables poursuivront et intensifieront leurs contacts afin d'arriver à une meilleure connaissance des objectifs et des méthodes et réaliser ainsi une concertation destinée à resserrer les liens entre leurs économies.

Article 3. Les Parties contractantes préciseront les domaines dans lesquels elles reconnaissent que l'élargissement de la coopération est souhaitable. Un accent

¹ Entré en vigueur le 22 novembre 1973 par la signature, conformément à l'article 10.

² Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 547, p. 165.

³ Voir p. 85 du présent volume.

⁴ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 55, p. 187.

particulier sera mis sur l'industrie, les communications, la construction et l'agriculture.

Une énumération plus détaillée et non limitative des secteurs d'intérêt mutuel est reprise dans l'annexe I jointe au présent Accord.

Article 4. Les Parties contractantes appuieront les initiatives de coopération en utilisant leurs possibilités mutuelles en ce qui concerne la co-production et les techniques d'études et d'approche des marchés.

A cet effet, les Parties contractantes encourageront, en vue de consolider les liens d'une coopération durable, la conclusion d'accords à long terme, notamment dans les domaines de la production, de la technologie et des travaux de recherches.

Ces accords seraient à conclure entre des personnes physiques et morales en Belgique et/ou au Grand-Duché de Luxembourg et des organismes et entreprises polonais homologues.

D'autre part, les Parties contractantes encourageront le développement des contacts entre les entreprises et les institutions de leurs pays, notamment par :

- la communication du résultat de recherches menées en commun,
- l'échange de documentation technique,
- la formation de cadres techniques, y compris l'échange de stagiaires,
- l'organisation commune de consultations et de conférences entre experts.

Article 5. Afin d'assurer les conditions requises à la réalisation des actions de coopération, les Parties contractantes examineront avec faveur l'application de différentes formes de coopération, tant sur le territoire de leurs pays, que dans les pays tiers, notamment en encourageant les entreprises mixtes, utilisant à cet effet les compétences et expériences de leurs pays.

Article 6. Afin d'assurer la réalisation des opérations de coopération, les Parties contractantes sont convenues de s'accorder réciproquement, le traitement le plus favorable possible dans le cadre des lois et règlements en vigueur dans leurs pays.

Article 7. Les Parties contractantes sont conscientes de l'importance que présentent les conditions appropriées de financement pour la réalisation des opérations de coopération.

Les objectifs du présent Accord devraient être pris en considération pour faciliter les conventions et les accords à intervenir entre organismes financiers et bancaires intéressés.

Article 8. Il est créé une commission à caractère gouvernemental, dénommée Commission mixte pour la coopération économique, industrielle, scientifique et technique, chargée de surveiller l'exécution de l'Accord.

La Commission mixte se réunit alternativement à Varsovie et à Bruxelles, pour le moins une fois l'an à une date fixée de commun accord.

Les principes de l'organisation du travail et du fonctionnement de cette Commission mixte sont définis dans l'annexe II jointe au présent Accord.

Des représentants des organisations économiques, des associations intéressées et des entreprises peuvent être invités à participer aux travaux de la Commission mixte.

Article 9. Le présent Accord remplace l'Accord sur la coopération économique, industrielle et technique entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et la République populaire de Pologne signé à Bruxelles le 17 février 1965.

Article 10. Le présent Accord est conclu pour une période de 10 ans et entre en vigueur le jour de sa signature.

Si l'une des Parties contractantes n'entend pas proroger l'Accord, elle devra en aviser l'autre par écrit six mois avant l'expiration de cette période de 10 ans.

A défaut de pareille notification, l'Accord est prorogé pour une période indéterminée à laquelle chaque Partie contractante peut mettre fin moyennant préavis de six mois adressé par écrit à l'autre Partie contractante.

L'expiration du présent Accord, si elle intervenait, ne porterait pas atteinte aux contrats en cours.

FAIT à Bruxelles, le 22 novembre 1973, en double exemplaire, chacun en langues française, néerlandaise et polonaise, les trois textes faisant également foi.

Pour l'Union économique
belgo-luxembourgeoise :

[Signé]

R. VAN ELSLANDE
Ministre des Affaires étrangères

[Signé]

J. DAEMS
Secrétaire d'Etat
au Commerce extérieur

Pour la République
populaire de Pologne :

[Signé]

S. CLSZOWSKI
Ministre des Affaires étrangères

[Signé]

H. KISIEL
Président-Adjoint de la Commission de
Planification
auprès du Conseil des Ministres

ANNEXE I

SECTEURS D'INTÉRÊT MUTUEL DE COOPÉRATION ÉCONOMIQUE, INDUSTRIELLE, SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

- Agriculture et élevage
- Industries alimentaires
- Industries des mines, minières et carrières
- Industries chimiques et pétrochimiques
- Industrie du bâtiment
- Industrie du verre
- Industrie sidérurgique
- Industrie des métaux non ferreux
- Industrie des fabrications métalliques, mécaniques,
électriques et électroniques
- Énergie nucléaire
- Industrie navale et équipements portuaires
- Informatique
- Environnement
- Cession de brevets et licences

ANNEXE II

PRINCIPES D'ORGANISATION DU TRAVAIL ET DE FONCTIONNEMENT
DE LA COMMISSION MIXTE.

Article 1. La compétence de la Commission mixte s'étend aux questions posées par la coopération économique, industrielle, scientifique et technique entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et la République populaire de Pologne.

Article 2. La Commission mixte est composée de la délégation de l'Union économique belgo-luxembourgeoise et de la délégation de la République populaire de Pologne.

Chaque délégation est composée du président et des membres.

Les Parties contractantes s'informent par écrit de la composition des délégations de la Commission mixte.

Article 3. La Commission mixte a pour tâches :

- de faire toutes propositions utiles en vue de faciliter la réalisation des dispositions de l'Accord,
- de procéder à des examens périodiques portant sur l'état d'avancement de la coopération, ainsi qu'à un échange d'informations sur les principales orientations de développement économique envisagées par les Parties contractantes.

Article 4. Les résultats des réunions sont repris dans les procès-verbaux.

Article 5. La Commission mixte peut désigner des Groupes sectoriels dont elle fixe le mandat et qui lui rendent compte par écrit de leurs activités.

Article 6. Entre deux sessions de la Commission mixte, les problèmes relatifs aux relations mutuelles de coopération peuvent faire l'objet d'un examen sous forme de contacts directs et/ou d'échanges de correspondance entre les présidents des deux délégations.

Article 7. Les procès-verbaux des réunions de la Commission mixte et ceux des Groupes sectoriels sont établis en deux exemplaires en langue française.

[DUTCH TEXT — TEXTE NÉERLANDAIS]

LANGLOPENDE OVEREENKOMST BETREFFENDE DE ONTWIKKELING VAN DE ECONOMISCHE, INDUSTRIËLE, WETENSCHAPPELIJKE EN TECHNISCHE SAMENWERKING TUSSEN DE BELGISCH-LUXEMBURGSE ECONOMISCHE UNIE EN DE VOLKSREPUBLICK POLEN

De Regering van het Koninkrijk België krachtens bestaande overeenkomsten mede uit naam van de Regering van het Groothertogdom Luxemburg, en de Regering van de Volksrepubliek Polen,

Verlangend de vriendschapsbanden tussen hun volkeren te verstevigen,

Zich bekommerend om het behoud, de vergemakkelijking en de versteviging van de gestage ontwikkeling van de economische industriële, wetenschappelijke en technische samenwerking,

Beseffende dat deze samenwerking van wezenlijk belang is voor hun wederzijdse betrekkingen,

Ervan overtuigd dat om deze samenwerking te vergemakkelijken, het erop aankomt de beste voorwaarden ervoor te scheppen,

Wensende de mogelijkheden te baat te nemen die de economische ontwikkeling van hun landen biedt om deze samenwerking te verstevigen.

Zich refererend aan de Overeenkomst betreffende de economische, industriële en technische samenwerking van 17 februari 1965, aan de langlopende Handelsovereenkomst van 25 november 1971 tussen de Benelux Economische Unie en de Volksrepubliek Polen alsook aan het feit dat hun landen partij zijn bij de Algemene Overeenkomst inzake Tarieven en Handel.

Het nut inziend van het treffen van voorzieningen met lange looptijd ten einde vaste en duurzame vooruitzichten aan de samenwerking te bieden,

zijn overeengekomen als volgt:

Artikel 1. De Overeenkomstsluitende Partijen vervolgen hun inspanningen voor de totstandbrenging van voorwaarden die een dynamische en harmonische ontwikkeling van de economische, industriële, wetenschappelijke en technische samenwerking kunnen bevorderen en nemen, in de meest liberale geest, alle maatregelen die hiertoe nodig zijn, overeenkomstig hun internationale verbintenissen en inzonderheid die welke in de preambule van deze overeenkomst zijn vermeld.

Artikel 2. De Overeenkomstsluitende Partijen zien in dat het nuttig is de ondernemingen en instellingen van hun landen in staat te stellen gemakkelijk en in de ruimst mogelijke mate gebruik te maken van de mogelijkheden die zich in het kader van in hun land bestaande langlopende plannen of projecten voordoen. Aan de hand van deze plannen of projecten vervolgen en vermenigvuldigen de verantwoordelijke instellingen hun contacten ten einde een beter inzicht te verkrijgen in doeleinden en methodes en aldus in gemeenschappelijk overleg de banden tussen hun economieën nauwer aan te halen.

Artikel 3. De Overeenkomstsluitende Partijen duiden de sectoren aan waarin

zij een verruiming van de samenwerking wenselijk achten. Bijzondere nadruk zal worden gelegd op de industrie, de verkeersmiddelen, de bouwsector en de landbouw.

Een uitvoerige en niet-beperkende opsomming van de sectoren waarvoor wederzijds belangstelling bestaat, is in de bij deze Overeenkomst gevoegde Bijlage I opgenomen.

Artikel 4. De Overeenkomstsluitende Partijen steunen de initiatieven tot samenwerking door gebruik te maken van hun wederzijdse mogelijkheden op het stuk van de coproductie en de technieken inzake het onderzoek van en de toegang tot de markten.

Daartoe en ten einde de banden voor een duurzame samenwerking te verstevigen moedigen de Overeenkomstsluitende Partijen het sluiten van langlopende overeenkomsten, met name op het gebied van de productie, de technologie en het onderzoekingswerk, aan.

Zulke overeenkomsten kunnen tussen natuurlijke en rechtspersonen in België en/of het Groothertogdom Luxemburg en gelijkaardige Poolse instellingen en ondernemingen worden gesloten.

Bovendien moedigen de Overeenkomstsluitende Partijen de uitbreiding van de contacten tussen de ondernemingen en instellingen van beide landen aan, met name door:

- het mededelen van het resultaat van het gemeenschappelijk verrichte onderzoekingswerk,
- het uitwisselen van technische documentatie,
- het vormen van technische kaders, daaronder begrepen het uitwisselen van stagiairs,
- het gemeenschappelijk organiseren van overleg tussen en van conferenties van deskundigen.

Artikel 5. Ten einde de voor de activiteiten op het stuk van de samenwerking vereiste voorwaarden te scheppen onderzoeken de Overeenkomstsluitende Partijen welwillend de toepassing van verschillende vormen van samenwerking, zowel op hun eigen grondgebied als in derde landen, met name door het aanmoedigen van gemengde ondernemingen, tot welk doel elk land zijn eigen bevoegdheden en ervaringen aanwendt.

Artikel 6. Met het oog op het tot stand brengen van de activiteiten op het stuk van de samenwerking zijn de Overeenkomstsluitende Partijen overeengekomen, binnen het raam van de in hun land geldende wetten en voorschriften, elkaar de gunstigst mogelijke behandeling toe te kennen.

Artikel 7. De Overeenkomstsluitende Partijen geven zich rekenschap van het belang dat gepaste financieringsvoorwaarden hebben voor het tot stand brengen van de activiteiten op het stuk van de samenwerking.

Ten einde de tussen de betrokken financiële instellingen en banken te sluiten overeenkomsten en akkoorden in de hand te werken zou daarbij van de doelstellingen van deze overeenkomst uitgegaan dienen te worden.

Artikel 8. Onder de benaming Gemengde Commissie voor economische, industriële, wetenschappelijke en technische samenwerking wordt een commissie op regeringsniveau opgericht, die op de uitvoering van deze Overeenkomst dient toe te zien.

De Gemengde Commissie komt ten minste eenmaal per jaar, op een in ge-

meenschappelijk overleg vastgestelde datum, om de beurt te Warschau en te Brussel samen.

De wijze waarop het werk en de werking van deze Gemengde Commissie behoort te worden georganiseerd wordt in de Bijlage II bij deze Overeenkomst omschreven.

Vertegenwoordigers van de economische organisaties, van de betrokken verenigingen en van de ondernemingen kunnen worden uitgenodigd om aan de werkzaamheden van de Gemengde Commissie deel te nemen.

Artikel 9. Deze Overeenkomst vervangt het Akkoord betreffende de economische, industriële en technische samenwerking tussen de Belgisch-Luxemburgse Economische Unie en de Volksrepubliek Polen, ondertekend te Brussel op 17 februari 1965.

Artikel 10. Deze Overeenkomst wordt gesloten voor een periode van 10 jaar en treedt in werking op de datum van ondertekening.

Indien een der Overeenkomstsluitende Partijen de Overeenkomst niet wenst te verlengen dient zij de andere Partij zes maanden voor het verstrijken van de bedoelde periode van 10 jaar schriftelijk van haar voornemen kennisgeving te doen.

Bij ontstentenis van zulk een kennisgeving wordt de Overeenkomst verlengd voor een onbepaalde duur waaraan elke Overeenkomstsluitende Partij een einde kan stellen mits daarvan zes maanden vooraf schriftelijk aan de andere Overeenkomstsluitende Partij kennisgeving te doen.

Het eventuele verstrijken van deze Overeenkomst laat de lopende contracten onverlet.

GEDAAN te Brussel, de 22^e november 1973, in twee exemplaren, elk in de Nederlandse, de Franse en de Poolse taal, zijnde de drie teksten gelijkelijk authentiek.

Voor de Belgisch-Luxemburgse
Economische Unie:

[Signed—Signé]

R. VAN ELSLANDE

Minister van Buitenlandse Zaken

[Signed—Signé]

J. DAEMS

Staatssecretaris
voor Buitenlandse Handel

Voor de Volksrepubliek
Polen:

[Signed—Signé]

S. OLSZOWSKI

Minister van Buitenlandse Zaken

[Signed—Signé]

H. KISIEL

Adjunct-Voorzitter
van de Commissie voor het Plan bij de
Ministerraad

BIJLAGE I

SECTOREN VAN ECONOMISCHE, INDUSTRIËLE, WETENSCHAPPELIJKE
EN TECHNISCHE SAMENWERKING, VAN WEDERZIJDIG BELANG.

- Landbouw en veeteelt
- Levensmiddelenindustrie
- Mijnen, open mijnen en steengroeven
- Chemische en petrochemische industrie
- Bouwbedrijf
- Glasindustrie

- Ijzer-en staalindustrie
- Non-ferrmetaalindustrie
- Metaalverwerkende, mechanische, elektrische en elektronische industrie
- Kernenergie
- Scheepsbouw en havenuitrusting
- Informatica
- Leefmilieu
- Overdracht van octrooien en licenties

BIJLAGE II

BEGINSELEN BETREFFENDE DE ORGANISATIE VAN HET WERK EN DE WERKING VAN DE GEMENGD E COMMISSIE

Artikel 1. De bevoegdheid van de Gemengde Commissie strekt zich uit tot de vraagstukken gesteld door de economische, industriële, wetenschappelijke en technische samenwerking tussen de Belgisch-Luxemburgse Economische Unie en de Volksrepubliek Polen.

Artikel 2. De Gemengde Commissie is samengesteld uit de afvaardiging van de Belgisch-Luxemburgse Economische Unie en de afvaardiging van de Volksrepubliek Polen.

Iedere afvaardiging is samengesteld uit de Voorzitter en de Leden.

De Overeenkomstsluitende Partijen doen elkaar schriftelijk mededeling van de samenstelling van de afvaardigingen van de Gemengde Commissie.

Artikel 3. De Gemengde Commissie heeft tot taak:

- alle voorstellen te doen die de uitvoering van de bepalingen van deze Overeenkomst kunnen vergemakkelijken,
- geregeld na te gaan hoever de samenwerking is gevorderd en inlichtingen uit te wisselen over de voornaamste oriëntaties van de economische ontwikkeling die door de Overeenkomstsluitende Partijen in het vooruitzicht werden gesteld.

Artikel 4. De resultaten van de vergaderingen worden in de notulen opgenomen.

Artikel 5. De Gemengde Commissie kan Sectoriële Groepen aanstellen waarvan zij het mandaat vaststelt en die haar schriftelijk over hun activiteiten verslag uitbrengen.

Artikel 6. Tussen twee zittingen van de Gemengde Commissie in kunnen de problemen betreffende de wederzijdse betrekkingen op het stuk van de samenwerking worden onderzocht door middel van rechtstreeks contact van en/of door briefwisseling tussen de Voorzitters van beide afvaardigingen.

Artikel 7. De notulen van de vergaderingen van de Gemengde Commissie en die van de Sectoriële Groepen worden in tweevoud in de Franse taal opgesteld.

[POLISH TEXT — TEXTE POLONAIS]

UKŁAD WIELOLETNI O ROZWOJU WSPÓŁPRACY GOSPODAR- CZEJ, PRZEMYSŁOWEJ, NAUKOWEJ I TECHNICZNEJ MIĘDZY UNIĄ GOSPODARCZĄ BELGIJSKO-LUKSEMBURSKĄ A POLSKĄ RZECZĄPOSPOLITĄ LUDOWĄ

Rząd Królestwa Belgii zarówno w swoim imieniu, jak i—na mocy istniejących umów—w imieniu Rządu Wielkiego Księstwa Luksemburg i Rząd Polskiej Rzeczypospolitej Ludowej,

Pragnąc umacniać przyjazne stosunki łączące ich narody,

Pragnąc utrzymywać, ułatwiać i umacniać stały rozwój współpracy gospodarczej, przemysłowej, naukowej i technicznej,

Świadome istotnej roli tej współpracy w ich wzajemnych stosunkach,

Uznając znaczenie stwarzania najlepszych warunków dla ułatwiania tej współpracy,

Pragnąc wykorzystać, dla umacniania tej współpracy, możliwości jakie stwarza rozwój gospodarczy ich krajów,

Powołując się na Umowę o współpracy gospodarczej, przemysłowej i technicznej z dnia 17 lutego 1965 roku, na Wieloletnią Umowę Handlową z dnia 25 listopada 1971 roku pomiędzy Unią Gospodarczą Beneluksu a Polską Rzeczpospolitą Ludową, jak również na udział ich krajów w Układzie Ogólnym o Taryfach Celnych i Handlu,

Uznając za pożyteczne przyjęcie długoterminowych ustaleń, mających stwarzać stałe i trwale perspektywy dla współpracy,

Postanowiły co następuje:

Artykuł 1. Umawiające się Strony będą kontynuować wysiłki zmierzające do stwarzania korzystnych warunków dla dynamicznego i harmonijnego rozwoju współpracy gospodarczej, przemysłowej, naukowej i technicznej i wszystkie potrzebne w tym względzie działania będą podejmować w duchu najbardziej liberalnym, zgodnie z ich zobowiązaniami międzynarodowymi a zwłaszcza z zobowiązaniami wymienionymi we wstępie niniejszego Układu.

Artykuł 2. Umawiające się Strony potwierdzają swoje zainteresowanie ułatwianiem przedsiębiorstwom i organizacjom swoich krajów jak najszerszego wykorzystywania możliwości w ramach wszelkich wieloletnich planów lub projektów istniejących w ich krajach. Uwzględniając takie plany lub projekty właściwe organy będą kontynuować i umacniać kontakty między sobą dla lepszego poznania celów oraz metod i doprowadzania w ten sposób do uzgodnień, mających na celu zacieśnianie więzów między ich gospodarkami.

Artykuł 3. Umawiające się Strony określą dziedziny, w których uznają, że rozszerzenie współpracy jest pożądane. Szczególna uwaga będzie zwrócona na przemysł, komunikację, budownictwo i rolnictwo.

Bardziej szczegółowy lecz nie ograniczający wykaz dziedzin wzajemnego zainteresowania podany jest w Załączniku I do niniejszego Układu.

Artykuł 4. Umawiające się Strony będą popierać inicjatywy współpracy, wykorzystując wzajemne możliwości w zakresie ko-produkcji oraz techniki badań i dostępu do rynku.

W związku z tym Umawiające się Strony będą popierać, w celu utrwalania stałych więzów współpracy, zawieranie wieloletnich porozumień zwłaszcza w dziedzinie produkcji, technologii oraz prac badawczych.

Porozumienia te byłyby zawierane między osobami fizycznymi i prawnymi w Belgii i/lub w Wielkim Księstwie Luksemburg a odpowiednimi przedsiębiorstwami i organizacjami polskimi.

Umawiające się Strony będą popierać również rozwój kontaktów między przedsiębiorstwami i instytucjami swoich krajów, zwłaszcza przez:

- informowanie o wynikach wspólnie przeprowadzanych badań,
- wymianę dokumentacji technicznej,
- kształt cen kadr technicznych, w tym wymianę stażystów,
- wspólne organizowanie konsultacji i konferencji ekspertów.

Artykuł 5. Celem zapewnienia wymaganych warunków dla realizacji poczynań kooperacyjnych, Umawiające się Strony będą przychylnie rozpatrywać stosowanie różnych form współpracy zarówno na terytoriach swoich krajów, jak i w krajach trzecich, popierając zwłaszcza wspólne przedsięwzięcia, wykorzystując w tym względzie zakres uprawnień i doświadczenia swoich krajów.

Artykuł 6. Umawiające się Strony postanowiły, że dla zapewnienia realizacji przedsięwzięć kooperacyjnych przyznają sobie wzajemnie możliwie najbardziej dogodne traktowanie w ramach praw i przepisów obowiązujących w ich krajach.

Artykuł 7. Umawiające się Strony są świadome znaczenia, jakie dla realizacji przedsięwzięć kooperacyjnych mają odpowiednie warunki finansowania.

Cele niniejszego Układu powinny być brane pod uwagę dla ułatwiania zawierania porozumień i umów między zainteresowanymi instytucjami finansowymi i bankowymi.

Artykuł 8. Powołuje się komisję o charakterze rządowym, zwaną Komisją Mieszaną do spraw współpracy gospodarczej, przemysłowej, naukowej i technicznej, której zadaniem jest czuwanie nad realizacją Układu.

Komisja zbierać się będzie przynajmniej raz w roku na przemian w Warszawie i w Brukseli, w terminie ustalonym za obopólną zgodą.

Zasady organizacji pracy i działania Komisji są określone w Załączniku II do niniejszego Układu.

Do uczestnictwa w pracach Komisji Mieszanej mogą być zapraszani przedstawiciele zainteresowanych organizacji gospodarczych, zrzeszeń i przedsiębiorstw.

Artykuł 9. Niniejszy Układ zastępuje Umowę o współpracy gospodarczej, przemysłowej i technicznej między Unią Gospodarczą Belgijsko-Luksemburską a Polską Rzeczpospolitą Ludową, podpisaną w Brukseli w dniu 17 lutego 1965 roku.

Artykuł 10. Niniejszy Układ jest zawarty na okres 10 lat i wchodzi w życie w dniu jego podpisania.

Jeśli jedna z Umawiających się Stron nie zgodzi się na przedłużenie Układu, powinna ona powiadomić drugą Stronę na piśmie, w terminie 6-miesięcznym przed wygaśnięciem tego 10-letniego okresu.

W braku tego rodzaju notyfikacji Układ jest przedłużony na czas nieograniczony, który jednak każda z Umawiających się Stron może zakończyć w drodze pisemnego wypowiedzenia skierowanego do drugiej Umawiającej się Strony, z 6-miesięcznym wyprzedzeniem.

Wygaśnięcie niniejszego Układu, jeśli zaistniałoby, nie będzie dotyczyło kontraktów zawartych w jego następstwie.

SPORZĄDZONO dnia 22 listopada 1973 w Brukseli w dwóch egzemplarzach, każdy w językach francuskim, niderlandzkim i polskim, przy czym wszystkie trzy teksty posiadają jednakową moc.

Za Unię Gospodarczą
Belgijsko-Luksemburską:

[Signed—Signé]

R. VAN ELSLANDE
Minister Spraw
Zagranicznych

[Signed—Signé]

J. DAEMS
Sekretarz Stanu
do Spraw Handlu
Zagranicznego

Za Polską
Rzeczpospolita Ludową:

[Signed—Signé]

S. OLSZOWSKI
Minister Spraw
Zagranicznych

[Signed—Signé]

H. KISIEL
Zastępca Przewodniczącego
Komisji Planowania
przv Radzie Ministrów

ZALĄCZNIK I

DZIEDZINY WZAJEMNEGO ZAINTERESOWANIA W ZAKRESIE WSPÓŁPRACY GOSPODARCZEJ, PRZEMYSŁOWEJ, NAUKOWEJ I TECHNICZNEJ

- Rolnictwo i hodowla
- Przemysł spożywczy
- Przemysł górniczy, wydobywczy i kopalniany
- Przemysł chemiczny i petrochemiczny
- Przemysł budowlany
- Przemysł szklarski
- Przemysł hutniczy
- Przemysł metali nieżelaznych
- Przemysł metalowy, maszynowy, elektryczny i elektroniczny
- Energia jądrowa
- Przemysł okrętowy i wyposażenie portowe
- Informatyka
- Ochrona środowiska
- Odstępowanie patentów i licencji

ZALĄCZNIK II

ZASADY ORGANIZACJI PRACY I DZIAŁANIA KOMISJI MIESZANEJ

Artykuł 1. Zakres prac Komisji Mieszanej obejmuje sprawy wynikające ze współpracy gospodarczej, przemysłowej, naukowej i technicznej między Unią Gospodarczą Belgijsko-Luksemburską a Polską Rzeczpospolitą Ludową.

Artykuł 2. Komisja Mieszana składa się z delegacji Unii Gospodarczej Belgijsko-Luksemburskiej i delegacji Polskiej Rzeczypospolitej Ludowej.

Każda delegacja składa się z przewodniczącego i członków.

Umawiające się Strony informują się wzajemnie na piśmie o składzie delegacji Komisji Mieszanej.

Artykuł 3. Zadaniem Komisji Mieszanej jest:

- przedkładanie wszelkich propozycji, zmierzających do ułatwiania realizacji postanowień Układu,
- dokonywanie okresowych przeglądów stanu realizacji współpracy oraz wymiana informacji na temat głównych kierunków rozwoju gospodarczego nakreślonych przez Umawiające się Strony.

Artykuł 4. Z posiedzeń sporządzane są protokoły ujmujące wyniki obrad.

Artykuł 5. Komisja Mieszana może powołać Grupy branżowe udzielając im pełnomocnictwa. Grupy te składają Komisji pisemne sprawozdania ze swojej działalności.

Artykuł 6. W okresie między sesjami Komisji Mieszanej, sprawy dotyczące wzajemnych stosunków z zakresu współpracy mogą być załatwiane w formie bezpośrednich kontaktów i/lub wymiany korespondencji między Przewodniczącymi obu delegacji.

Artykuł 7. Protokoły z posiedzeń Komisji Mieszanej jak również z posiedzeń Grup branżowych są sporządzane w dwóch egzemplarzach w języku francuskim.

[TRANSLATION — TRADUCTION]

LONG-TERM AGREEMENT¹ ON THE DEVELOPMENT OF ECONOMIC, INDUSTRIAL, SCIENTIFIC AND TECHNICAL CO-OPERATION BETWEEN THE BELGO-LUXEMBOURG ECONOMIC UNION AND THE POLISH PEOPLE'S REPUBLIC

The Government of the Kingdom of Belgium, acting under existing agreements both on its own behalf and on behalf of the Government of the Grand Duchy of Luxembourg, and the Government of the Polish People's Republic,

Desiring to consolidate the ties of friendship uniting their peoples,

Concerned with maintaining, promoting and strengthening the continued development of economic, industrial, scientific and technical co-operation,

Conscious of the key role played by such co-operation in their mutual relations,

Convinced of the importance of creating the most favourable possible conditions for such co-operation,

Wishing to avail themselves of the opportunities offered by the economic development of their countries for the purpose of strengthening such co-operation,

Referring to the Agreement on Economic, Industrial and Technical Co-operation on 17 February 1965,² the Long-term Trade Agreement of 25 November 1971³ between the Benelux Economic Union and the Polish People's Republic, and the participation of their countries in the General Agreement of Tariffs and Trade,⁴

Recognizing the value of adopting long-term measures designed to enhance the prospects for stable and lasting co-operation,

Have agreed as follows:

Article 1. The Contracting Parties shall continue their efforts aimed at creating conditions conducive to the dynamic and harmonious development of economic, industrial, scientific and technical co-operation and shall, in that connexion, take all necessary steps in the most liberal spirit and in accordance with their international obligations, particularly those referred to in the preamble of this Agreement.

Article 2. The Contracting Parties affirm the importance of enabling enterprises and organizations of their countries to make the broadest possible use of the opportunities created within the framework of long-term plans or projects in their countries. On the basis of such plans or projects, the appropriate organizations shall continue and intensify their contacts in order to acquaint themselves more fully with goals and methods and thus institute concerted action designed to strengthen the links between their economies.

Article 3. The Contracting Parties shall specify the fields in which they consider the broadening of co-operation to be desirable. Special emphasis shall be placed on industry, communications, construction and agriculture.

¹ Came into force on 22 November 1973 by signature, in accordance with article 10.

² United Nations, *Treaty Series*, vol. 547, p. 165

³ See p. 85 of this volume.

⁴ United Nations, *Treaty Series*, vol. 55, p. 187.

A more detailed, non-exhaustive list of areas of mutual interest appears in annex I of this Agreement.

Article 4. The Contracting Parties shall support co-operative initiatives by utilizing the means available to them in the matter of co-production and market research and marketing techniques.

To that end the Contracting Parties shall, with a view to consolidating lasting ties of co-operation, promote the conclusion of long-term agreements, particularly in production, technology and research.

These agreements shall be concluded between individuals and bodies corporate in Belgium and/or the Grand Duchy of Luxembourg and corresponding Polish organizations and enterprises.

In addition, the Contracting Parties shall promote the development of contacts between the enterprises and institutions of their countries through, *inter alia*:

- Reports on the findings of jointly conducted research;
- The exchange of technical documentation;
- The training of technical personnel, including the exchange of trainees;
- Jointly arranged consultations and conferences among experts.

Article 5. In order to ensure the conditions required for the implementation of co-operative measures, the Contracting Parties shall favourably consider the use of various forms of co-operation, both within the territories of their own countries and in third countries, and shall in particular promote joint enterprises, making use for that purpose of the skills and experience of their countries.

Article 6. In order to ensure the carrying out of co-operative ventures, the Contracting Parties agree to grant each other the most favourable treatment possible within the framework of the laws and regulations in force in their countries.

Article 7. The Contracting Parties are aware of the importance of appropriate financing conditions for the carrying out of co-operative ventures.

The objectives of this Agreement should be taken into consideration in order to facilitate the conclusion of agreements and arrangements between interested financial and banking institutions.

Article 8. There shall be established a governmental commission, to be known as the Joint Commission for Economic, Industrial, Scientific and Technical Co-operation, which shall be responsible for supervising the implementation of this Agreement.

The Joint Commission shall meet at least once a year, on a date mutually agreed upon, alternately at Warsaw and at Brussels.

The principles governing the organization of the work and the functioning of the Joint Commission are set out in annex II of this Agreement.

Representatives of economic organizations, interested associations and enterprises may be invited to participate in the proceedings of the Joint Commission.

Article 9. This Agreement replaces the Agreement on Economic, Industrial and Technical Co-operation between the Belgo-Luxembourg Economic Union and the Polish People's Republic signed at Brussels on 17 February 1965.

Article 10. This Agreement is concluded for a period of 10 years and shall enter into force on the date of its signature.

If either of the Contracting Parties does not wish to extend the Agreement, it

shall so inform the other Contracting Party in writing six months before the expiry of the 10-year period.

If no such notice is given, the Agreement shall be extended for an indefinite period, which may be terminated by either Contracting Party upon six months' written notice.

The termination of this Agreement, if it should occur, shall not affect any contracts which have already been concluded.

DONE at Brussels on 22 November 1973, in duplicate, in the French, Dutch and Polish languages, all three texts being equally authentic.

For the Belgo-Luxembourg
Economic Union:

[Signed]

R. VAN ELSLANDE
Minister for Foreign Affairs

[Signed]

J. DAEMS
Secretary of State
for Foreign Trade

For the Polish
People's Republic:

[Signed]

S. OLSZOWSKI
Minister for Foreign Affairs

[Signed]

H. KISIEL
Deputy Chairman
of the Planning Commission
of the Council of Ministers

ANNEX I

AREAS OF MUTUAL INTEREST FOR ECONOMIC, INDUSTRIAL, SCIENTIFIC AND TECHNICAL CO-OPERATION

- Agriculture and livestock-raising
- Food and food processing industries
- Mining and quarrying
- Chemical and petrochemical industries
- Construction industry
- Glass industry
- Iron and steel industries
- Non-ferrous metal industry
- Metal, machine, electrical and electronic industries
- Nuclear energy
- Shipbuilding and harbour equipment
- Computer science
- Environment
- Assignment of patents and licences

ANNEX II

PRINCIPLES GOVERNING THE ORGANIZATION OF THE WORK AND THE FUNCTIONING OF THE JOINT COMMISSION

Article 1. The competence of the Joint Commission shall extend to questions arising out of economic, industrial, scientific and technical co-operation between the Belgo-Luxembourg Economic Union and the Polish People's Republic.

Article 2. The Joint Commission shall consist of the delegation of the Belgo-Luxembourg Economic Union and the delegation of the Polish People's Republic.

Each delegation shall consist of the Chairman and Members.

The Contracting Parties shall inform each other in writing of the composition of the delegations to the Joint Commission.

Article 3. The tasks of the Joint Commission shall be:

- To make any proposal it deems useful for the purpose of facilitating the implementation of the provisions of the Agreement;
- To undertake periodic reviews of the progress of co-operation and to exchange information on the main types of economic development contemplated by the Contracting Parties.

Article 4. The results of meetings shall be recorded in minutes.

Article 5. The Joint Commission may appoint Sectoral Groups, which shall report to it in writing on their activities; it shall define the terms of reference of such Groups.

Article 6. Between sessions of the Joint Commission, problems relating to co-operative relations may be taken up by means of direct contacts and/or exchanges of correspondence between the Chairmen of the two delegations.

Article 7. The minutes of meetings of the Joint Commission and the Sectoral Groups shall be drawn up in duplicate in the French language.

ANNEX A

*Ratifications, accessions, prorogations, etc.,
concerning treaties and international agreements
registered
with the Secretariat of the United Nations*

ANNEXE A

*Ratifications, adhésions, prorogations, etc.,
concernant des traités et accords internationaux
enregistrés
au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies*

ANNEX A

No. 7956. AGREEMENT ON ECONOMIC, INDUSTRIAL AND TECHNICAL CO-OPERATION BETWEEN THE BELGO-LUXEMBOURG ECONOMIC UNION AND THE POLISH PEOPLE'S REPUBLIC. SIGNED AT BRUSSELS ON 17 FEBRUARY 1965¹

TERMINATION

The above-mentioned Agreement ceased to have effect on 22 November 1973, the date of entry into force of the Long Term Agreement on the development of economic, industrial, scientific and technical co-operation between the Belgo-Luxembourg Economic Union and the Polish People's Republic signed at Brussels on 22 November 1973,² in accordance with article 9 of the latter Agreement.

Certified statement was registered by the Belgo-Luxembourg Economic Union on 23 April 1974.

ANNEXE A

N° 7956. ACCORD SUR LA COOPÉRATION ÉCONOMIQUE, INDUSTRIELLE ET TECHNIQUE ENTRE L'UNION ÉCONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE ET LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE POLOGNE. SIGNÉ À BRUXELLES LE 17 FÉVRIER 1965¹

ABROGATION

L'Accord susmentionné a cessé d'avoir effet le 22 novembre 1973, date de l'entrée en vigueur de l'Accord à long terme sur le développement de la coopération économique, industrielle, scientifique et technique entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et la République populaire de Pologne signé à Bruxelles le 22 novembre 1973², conformément à l'article 9 de ce dernier Accord.

La déclaration certifiée a été enregistrée par l'Union économique belgo-luxembourgeoise le 23 avril 1974.

¹ United Nations, *Treaty Series*, vol. 547, p. 165.

² See p. 125 of this volume.

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 547, p. 165.

² Voir p. 125 du présent volume.

No. 9344. CONVENTION FOR THE INTERNATIONAL COUNCIL FOR THE EXPLORATION OF THE SEA. DONE AT COPENHAGEN ON 12 SEPTEMBER 1964¹

Nº 9344. CONVENTION DU CONSEIL INTERNATIONAL POUR L'EXPLORATION DE LA MER. FAITE À COPENHAGUE LE 12 SEPTEMBRE 1964¹

ACCESSION

Instrument deposited with the Government of Denmark on:

18 April 1973

UNITED STATES OF AMERICA
(With effect from 18 April 1973.)

DENUNCIATION

Notification received by the Government of Denmark on:

17 October 1973

ITALY
(With effect from 17 October 1974.)

Certified statements were registered by Denmark on 22 April 1974.

ADHÉSION

Instrument déposé auprès du Gouvernement danois le :

18 avril 1973

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
(Avec effet au 18 avril 1973.)

DÉNONCIATION

Notification reçue par le Gouvernement danois le :

17 octobre 1973

ITALIE
(Avec effet au 17 octobre 1974.)

Les déclarations certifiées ont été enregistrées par le Danemark le 22 avril 1974.

¹ United Nations, *Treaty Series*, vol. 652, p. 237.

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 652, p. 237.

